

**Actualisation
du
Programme
de
Transition**

Nahuel Moreno

1980

Edition en langue française :
Ligue Communiste des Travailleurs
section belge de la
Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale
lct.cwb@gmail.com - www.litci.org
Les notes de bas de page et l'index de matières sont des éditeurs.
Ed. resp. pour la Belgique : J.Talpe-rue de l'Elan 73-b10 - 1170 Bxl:

5 €

Présentation

Nahuel Moreno a écrit les Thèses d'*Actualisation du Programme de Transition* en 1980.

Son effort obstiné pour la construction d'une Internationale révolutionnaire l'a mené à une dure lutte pendant trois décennies, à l'intérieur de la Quatrième Internationale, contre le cours révisionniste entamé dès 1951 par le dirigeant Pablo. Dans le cadre de cette lutte, la polémique avec Ernest Mandel acquiert la forme d'un document volumineux en 1973, *Le Parti et la Révolution - un document scandaleux*.¹ Cette même année, le Parti Socialiste des Travailleurs (PST) d'Argentine et le Socialist Worker's Party (SWP) des Etats-Unis décident de constituer la Tendance Bolchevique et ensuite la Fraction Bolchevique, à l'intérieur de la Quatrième Internationale.

La capitulation de la direction de la Quatrième Internationale au Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN) après la victoire sur le dictateur Somoza, et le refus de cette direction de condamner la persécution de militants trotskystes par le FSLN, mènent finalement en 1979 à la rupture de la Fraction Bolchevique avec le Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale et à la constitution du *Comité Paritaire*. Ce dernier réunit aussi deux autres courants qui condamnent cette politique traître du Secrétariat Unifié (SU) : le Comité de Reconstruction de la Quatrième Internationale (CORQI), dirigé par Pierre Lambert, et la Tendance Léniniste Trotskyste (TLT). Moreno était chargé d'écrire le Programme de cette nouvelle formation, qui s'est constituée en 1980 à Paris avec le nom de *Quatrième Internationale - Comité International (QI-CI)*. C'est dans ce cadre qu'il a rédigé les thèses sous le titre « *Actualisation du Programme de Transition* ». ²

Un an après la défaite de la Commune Paris (1971), Marx et Engels ont écrit à propos du Manifeste Communiste de 1948 : « *Etant donné les progrès immenses de la grande industrie dans les vingt-cinq dernières années et les progrès parallèles qu'a accomplis, dans son organisation en parti, la classe ouvrière, étant donné les expériences, d'abord de la révolution de février, ensuite et surtout de la Commune de Paris qui, pendant deux mois, mit pour la première fois aux mains du prolétariat le pouvoir politique, ce programme est aujourd'hui vieilli sur certains points.* » Cependant, « *Bien que les circonstances aient beaucoup changé au cours des vingt-cinq dernières années, les principes généraux exposés dans ce Manifeste conservent dans leurs grandes lignes, aujourd'hui encore, toute leur exactitude.* » ³

Dans l'Introduction du texte que nous présentons, Moreno observe que « *pour dépasser la crise de direction, il faut répondre aux nouveaux problèmes posés par la montée révolutionnaire colossale de l'après-guerre, que le Programme de Transition n'a pas prévue ni élucidée* », mais il le dit après avoir affirmé que « *le Programme de Transition et son axe central - la construction de la Quatrième Internationale dans tous les pays du monde pour mettre en échec les appareils bureaucratiques contre-révolutionnaires, dépasser la crise de direction révolutionnaire et mener jusqu'au bout la révolution socialiste mondiale - sont plus actuels que jamais.* »

¹ Le document est disponible en français sur internet (www.marxists.org)

² L'expérience avec le lambertisme échoue vite, et en 1982 se constitue la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale. Pour ce parcours d'« *Une vie au service de la construction de l'Internationale* » de Nahuel Moreno, voir le Numéro Spécial du Marxisme Vivant, 2007.

³ K. Marx, F. Engels, *Introduction à l'édition allemande du Manifeste Communiste*, 24 juin 1872

Aujourd'hui aussi, nous devons dire que des faits nouveaux de la réalité que Moreno n'a pas vécus - en particulier la restauration du capitalisme dans tout ce « tiers de l'humanité » où la bourgeoisie avait été expropriée, la chute du Mur de Berlin et, principalement, l'écroulement de l'appareil staliniste du Kremlin - nous posent de nouveaux défis programmatiques.

La première rédaction des Thèses n'a été jamais corrigée ni reformulée. Certainement, ici aussi, « *ce programme est aujourd'hui vieilli sur certains points* ». Les élaborations ultérieures de Moreno, très abondantes durant les dernières années de sa vie, ne peuvent pas remplir ce vide. Moreno est décédé le 25 janvier 1987, presque trois ans avant la chute du Mur de Berlin.

Cependant, nous sommes certains que nous ne pouvons pas faire face aux nouveaux défis que nous pose la réalité, sans étudier en profondeur ces Thèses d'Actualisation. Il y a trente ans, bien avant la chute du Mur, le révisionnisme disait déjà « *qu'une nouvelle étape s'est ouverte, la néo-capitaliste ou néo-impérialiste, qui se différencie de l'étape impérialiste définie par Lénine comme de décadence totale, de crise chronique de l'économie capitaliste* » et que « *dans cette supposée nouvelle étape, les forces productives vivent un développement colossal, grâce au progrès technologique énorme* »,⁴ ce qui impliquerait « *qu'il faut soutenir les directions bureaucratiques ou petites-bourgeoises* » et « *qu'il y a des zones du mouvement ouvrier, des pays, où il n'est pas à l'ordre du jour comme tâche urgente de construire des partis trotskystes pour mettre en échec ces directions contre-révolutionnaires.* »⁵ Déjà en 1980, les révisionnistes déduisent de ce raisonnement « *la conclusion ouverte ou cachée que la Quatrième Internationale n'est plus nécessaire, qu'elle peut se transformer en une société fabienne internationale de l'époque révolutionnaire* ». ⁶

Aujourd'hui, les courants qui sont restés dans le SU ont avancé plus que jamais dans cette politique de « grands partis anticapitalistes », avec laquelle, comme les Fabiens de la fin du 19^{ème} siècle, « *ils ont hérité de l'owenisme non l'enthousiasme communiste mais son aversion de réactionnaires utopiques contre la lutte des classes* ». ⁷

De notre part, « *contre l'opinion de la majorité de la gauche, nous réaffirmons la lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière et, pour cela, nous plaçons au centre de nos préoccupations la bataille pour construire des partis révolutionnaires nationaux dans le cadre d'une Internationale ouvrière et révolutionnaire, c'est-à-dire bolchevique. [...] La IV Internationale, du point de vue programmatique, a été une tentative d'actualiser le programme bolchevique face à un événement inédit : la dégénérescence du premier Etat ouvrier. La restauration du capitalisme dans les anciens Etats ouvriers et les révolutions de l'Est ont conduit de nombreux secteurs du trotskysme à la conclusion que la réalité avait démontré l'échec du programme trotskyste. Nous sommes arrivés à une conclusion opposée : **la restauration du capitalisme, les révolutions de l'Est et la situation actuelle, montrent que le programme trotskyste a passé l'épreuve des faits.** [...] **La bataille pour reconstruire la IV Internationale est la principale conclusion programmatique de l'actualité.** » ⁸*

C'est pourquoi, aujourd'hui encore, les Thèses élaborées par Moreno maintiennent toute leur validité dans leurs concepts fondamentaux et dans la grande tâche qu'elles proposent : la construction de l'Internationale révolutionnaire.

⁴ N. Moreno, Actualisation du Programme de Transition, 1980 - Thèse 14

⁵ N. Moreno, Actualisation du Programme de Transition, 1980 - Thèse 10

⁶ N. Moreno, Actualisation du Programme de Transition, 1980 - Thèse 10

⁷ L. Trotsky, Où va l'Angleterre, 1929, chap. III

⁸ Conclusions du 8^{ème} congrès de la LIT-QI - juillet 2005 - souligné dans le texte- Voir Le Marxisme Vivant, n° 12

Introduction - Actualité du Programme de transition

Ces thèses ne répètent pas les analyses et les tâches formulées dans le *Programme de Transition*, document constitutif de la Quatrième Internationale. Nous ne considérons pas que ce document soit périmé ou dépassé par l'histoire, mais précisément le contraire. L'étape que nous vivons se caractérise par deux faits fondamentaux : la crise définitive de l'impérialisme et de la bureaucratie staliniste des Etats ouvriers, et la rentrée du prolétariat des pays les plus industrialisés sur la scène de l'histoire, comme protagoniste fondamental du processus. Dans de telles circonstances, le *Programme de Transition* et son axe central - la construction de la Quatrième Internationale dans tous les pays du monde pour mettre en échec les appareils bureaucratiques contre-révolutionnaires, dépasser la crise de direction révolutionnaire et mener jusqu'au bout la révolution socialiste mondiale - sont plus actuels que jamais.

Toutefois, pour dépasser la crise de direction, il faut répondre aux nouveaux problèmes posés par la montée révolutionnaire colossale de l'après-guerre, que le *Programme de Transition* n'a pas prévus ni élucidés.

Le plus important de ces nouveaux problèmes de l'après-guerre est l'existence des nouveaux Etats ouvriers, apparus grâce au fait que la mobilisation des masses ait obligé des directions petites-bourgeoises bureaucratiques et contre-révolutionnaires à rompre avec la bourgeoisie, à l'exproprier et à prendre le pouvoir. Autrement dit, la variante que Trotsky qualifiait de *hautement improbable* est la seule qui ait eu lieu jusqu'à présent.

Mais en évoquant ce nouveau phénomène, nous devons ajouter que notre programme est encore plus que jamais

d'actualité. En effet, si cette variante était généralisée à tous les pays du monde, le besoin de réaliser la révolution politique contre ces directions petites-bourgeoises et bureaucratiques se manifesterait de façon incontournable et, par conséquent, aussi celui de construire les partis et l'Internationale trotskystes. Si ces directions bureaucratiques restent au pouvoir, la seule alternative pour l'humanité sera la révolution ou l'holocauste nucléaire.

Nous proposons ceci comme hypothèse théorique, pour faire une démonstration par l'absurde, puisque d'aucune manière nous ne croyons au fait que les directions bureaucratiques, totalement au service de la contre-révolution impérialiste, puissent en arriver à exproprier la bourgeoisie dans le monde entier.

D'autre part, Trotsky lui-même a indiqué que dans le *Programme de Transition* il y avait deux lacunes, deux problèmes qui, consciemment, n'ont pas été abordés : la situation économique et les problèmes et tâches qui seraient à l'ordre du jour après la conquête du pouvoir. Dans ces thèses nous essayons de remplir ces deux lacunes.

Quant à la première lacune, nous indiquons que l'économie mondiale est une seule réalité globale, dominée par l'impérialisme, que l'économie des Etats ouvriers est soumise à cette dernière et qu'il n'y a pas deux économies. Nous démontrons aussi comment un des postulats essentiels du programme s'est confirmé et s'est enrichi ; celui qui indique que *les forces productives de l'humanité ont cessé de croître*, étant donné que le boom de l'économie impérialiste développe les forces destructives et soumet l'immense majorité de l'humanité à la misère et à la surexploitation croissantes.

En ce qui concerne la seconde lacune, nous affirmons que dans l'étape de transition du capitalisme au socialisme, qui est entamée avec l'expropriation de la bourgeoisie, les nécessités de la mobilisation des masses mettent à l'ordre du jour plusieurs nouvelles consignes ainsi que l'élargissement d'anciennes consignes qui acquièrent, dès lors, plus d'importance. Ainsi, cette plaie de la bureaucratie staliniste qu'est la guerre entre Etats ouvriers ou l'invasion de certains Etats ouvriers par d'autres, fait apparaître avec urgence une consigne fondamentale, et il n'y a que nous qui pouvons l'avancer : celle de la *Fédération des Etats ouvriers existants*. En même temps se pose la question de la défense d'un Etat ouvrier envahi par un autre, surtout quand il s'agit d'un petit Etat qui devient victime des prétentions chauvines grand-russes ou chinoises.

D'autres problèmes que nous abordons sont : le nouveau poids qu'ont acquis les consignes démocratiques et la lutte pour l'Assemblée constituante ; la guerre de guérilla ; le caractère des révolutions de l'après-guerre ; comment se sont généralisées dans cette étape les révolutions « de février » qui arrivent même à exproprier la bourgeoisie et comment la logique interne de ce phénomène confirme la révolution permanente.

C'est-à-dire que nos thèses ont l'intention de confirmer le *Programme de Transition* et sa méthode, enrichie par les nouveaux phénomènes qui ont eu lieu après sa rédaction. Nous voulons démontrer comment ses analyses et postulats fondamentaux sont ratifiés en cette fin du vingtième siècle, où nous assistons à la montée révolutionnaire la plus grande qu'ait connue l'humanité.

Thèse 1 - Les bases de fondation de la Quatrième Internationale ont été confirmées par l'histoire.

Notre Internationale a été créée en 1938 sur la base d'une série d'analyses et de principes généraux qui lui ont donné un fondement. Ces bases fondamentales sur lesquelles la Quatrième Internationale a été construite ont été complètement renforcées par l'expérience de plus de cent ans de lutte ouvrière et, concrètement, par les quarante dernières années de luttes du prolétariat et des peuples coloniaux. Schématiquement, ces principes ont été les suivants :

Premièrement : que les forces productives de l'humanité avaient cessé de croître sous l'impérialisme et que, suite à cela, tout développement technique n'améliorerait pas le niveau de vie des masses mais, au contraire, provoquait une misère croissante et de nouvelles guerres. D'autre part, les forces productives étaient entrées en contradiction non seulement avec la propriété privée capitaliste et impérialiste, mais aussi avec l'existence des Etats nationaux.

Deuxièmement : qu'étant donné ces contradictions, s'ouvrirait une époque historique de guerres, de crises et de révolutions. En disant époque historique, nous nous référons à une période d'environ un siècle.

Troisièmement : que la lutte de classes et la révolution acquéraient un caractère mondial. Ceci signifiait, concrètement, que nous entrions dans l'époque la plus révolutionnaire de l'histoire, dans laquelle tous les phénomènes devaient être jugés du point de vue de la révolution et de la contre-révolution mondiale, et non du point de vue des Etats ou de tout autre phénomène structurel ou superstructurel.

Quatrièmement : que la crise de l'humanité est la conséquence de la crise de direction du prolétariat. En d'autres termes, que tant que le prolétariat n'aurait pas résolu la crise de direction, l'humanité irait de crise en crise, chacune d'elle plus aiguë que la précédente.

Cinquièmement : que la crise de direction du prolétariat mondial n'est pas un phénomène abstrait mais la conséquence du fait que les directions recon-

nues du mouvement ouvrier et des masses, parmi lesquelles la social-démocratie et principalement le stalinisme, sont passées du côté de l'ordre bourgeois impérialiste. Toutes les directions bureaucratiques ou petites-bourgeoises (nationalistes, gauchistes, sociaux-démocrates et stalinistes) servent historiquement - de manière directe ou indirecte - la contre-révolution impérialiste.

Sixièmement : que cette trahison des directions est due à des causes sociales : la bureaucratisation des organisations ouvrières - parmi lesquelles l'URSS - et la formation d'une aristocratie ouvrière. La bureaucratie ouvrière et la petite-bourgeoisie dirigeante et leurs partis, en tant que secteur privilégié, sont irrécupérables pour la révolution. Il s'ensuit que le stalinisme est le secteur hégémonique des appareils contre-révolutionnaires puisqu'il monopolise le contrôle du principal Etat ouvrier, source de privilèges sans limite.

Septièmement : que l'idéologie ou la théorie de tous ces courants petits-bourgeois et bureaucratiques - principalement du stalinisme - est celle du socialisme dans un seul pays et de la coexistence pacifique avec l'impérialisme. Ce sont la théorie, l'idéologie et le programme les plus néfastes pour le prolétariat mondial.

Huitièmement : que la seule théorie et le seul programme qui s'opposent de manière conséquente à la théorie staliniste et sociale-démocrate du socialisme dans un seul pays et de la coexistence pacifique ou de la collaboration avec l'impérialisme, est la théorie de la révolution permanente dans sa seconde formulation. Elle s'y oppose en tant que théorie de la révolution socialiste internationale, de la mobilisation permanente de la classe ouvrière et de ses alliés pour prendre le pouvoir, instaurer une dictature révolutionnaire pour mettre en échec l'impérialisme dans le monde, détruire révolutionnairement les Etats nationaux et implanter la fédération des républiques socialistes soviétiques du monde pour commencer à construire le socialisme.

Neuvièmement : que l'expropriation de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers nationaux est une question tactique pour la dictature révolutionnaire du prolétariat. Son grand objectif stratégique est de développer la révolution socialiste dans la région et dans le monde et de dissoudre les frontières nationales pour imposer le socialisme dans le monde.

Dixièmement : que la principale tâche pour dépasser la crise de direction du prolétariat ne se conçoit autrement que par la construction de partis trotskystes de masses et du parti mondial de la révolution socialiste, la Quatrième Internationale, dans tous les pays du monde. Ces partis trotskystes de masses pourront seulement se construire s'ils mènent à bien une lutte implacable au sein du mouvement de masses contre toutes les directions bureaucratiques et petites-bourgeoises, indépendamment du fait que ces directions, contraintes par la pression du mouvement de masses, dirigent ponctuellement quelques luttes progressistes ou révolutionnaires et même si elles en arrivent à rompre avec la bourgeoisie et à instaurer un gouvernement ouvrier et paysan.

Onzièmement : que rien ne démontre mieux le caractère contre-révolutionnaire du stalinisme que son rôle comme gouvernement bonapartiste en URSS même. Ce gouvernement mène inévitablement l'URSS vers une crise croissante de caractère économique, social, politique et culturel. La bureaucratie et son régime minent jour après jour le premier Etat ouvrier de l'histoire, en le dégénéralisant progressivement. Seule une révolution politique contre la bureaucratie, dirigée par un parti trotskyste, pourra dépasser cette crise historique de l'Etat ouvrier, qui se trouve dans un processus dégénéralif aigu. Cette révolution politique a pour but d'imposer à nouveau une dictature révolutionnaire du prolétariat en suivant le modèle de Lénine et de Trotsky.

Douzièmement : que la révolution politique qu'il faut faire en URSS contre la caste bureaucratique au pouvoir fait



partie de la lutte mondiale pour balayer de la direction du mouvement de masses tous les partis stalinistes, sociaux-démocrates et petits-bourgeois qui le dirigent.

Treizièmement : que tous les points précédents se sont concrétisés dans la

lettre et la méthode du Programme de Transition. Il s'agit du programme pour mobiliser le prolétariat vers la prise du pouvoir et l'implantation de la dictature révolutionnaire du prolétariat, ainsi que pour développer la mobilisation permanente des travailleurs du monde pour

construire, la main dans la main avec la mobilisation, la seule direction révolutionnaire que ce processus puisse avoir, les partis trotskystes et la Quatrième Internationale.

Thèse 2 - Un siècle de lutte du prolétariat mondial : de grands triomphes et conquêtes ; crise de direction et décadence de l'humanité

Avant les années 80 du 19^{ème} siècle, le prolétariat apparaissait seulement sur la scène historique de manière sporadique, à des moments cruciaux comme la révolution de 1848 et l'organisation de la Première Internationale, qui a abouti à la Commune de Paris. Ce n'est que pendant les trois dernières décennies du 19^{ème} siècle que le prolétariat et ses alliés, les peuples et secteurs opprimés, se mettent à occuper la place de principal protagoniste du processus historique. Ce n'est qu'à partir de ce moment que ses luttes acquièrent un caractère continu et systématique. Au cours du 20^{ème} siècle, il n'a pas cessé une minute de combattre contre les exploiters, spécifiquement contre le capitalisme et l'impérialisme. Grâce à leurs luttes, le prolétariat et les travailleurs ont obtenu des conquêtes minimales fondamentales comme les grandes organisations syndicales, les partis ouvriers, les droits sociaux et, à partir de la Révolution d'octobre, spécialement après la Deuxième Guerre mondiale, des conquêtes révolutionnaires comme l'expropriation de la bourgeoisie dans de nombreux pays qui sont devenus des Etats ouvriers.

A leur tour, les alliés du prolétariat - les peuples arriérés, les nationalités opprimées, les paysans, les races et autres secteurs opprimés - ont également obtenu de grandes conquêtes. Par exemple, presque toutes les colonies des vieux empires ont gagné leur indépendance politique ; les paysans de beaucoup de pays arriérés ont obtenu une plus grande participation dans la possession de la terre ; le peuple vietnamien a fait subir à l'impérialisme américain sa première défaite militaire ; les femmes ont obtenu le droit de vote, le droit à l'avortement et au divorce ; dans beaucoup de pays et dans ceux où la bourgeoisie a été expropriée, les propriétaires fonciers ont aussi été carrément expropriés ; les noirs des Etats-Unis ont considérablement avancé dans leur lutte contre la discrimination ; etc.

Cette lutte de la classe ouvrière mondiale contre l'impérialisme, longue de plus d'un siècle, est divisée en deux

époques clairement délimitées par la Première Guerre mondiale et la Révolution russe. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, le prolétariat a obtenu conquête après conquête, mais à l'intérieur du régime capitaliste et impérialiste, sans le remettre en question et sans se proposer la prise révolutionnaire du pouvoir. C'est l'époque réformatrice. A partir de 1914 et de la Révolution russe, s'ouvre l'époque que nous vivons, celle de crise et décadence chroniques de l'impérialisme et du capitalisme, celle de la confrontation entre la révolution et la contre-révolution mondiales. C'est l'époque de la révolution socialiste internationale.

Malgré ces grandes conquêtes du mouvement ouvrier et populaire, au long de ces cent années, l'humanité et les travailleurs du monde entier voient augmenter la misère, les guerres, la possibilité d'un holocauste nucléaire, même dans les pays qui se réclament du socialisme, c'est-à-dire les Etats ouvriers bureaucratés. Ceci est une conséquence du fait que l'impérialisme - malgré le siècle de lutte contre lui - continue à dominer l'économie mondiale, et que cette domination est source croissante de misère, de répression, de guerres et de souffrances inouïes pour les travailleurs. L'existence des Etats ouvriers, des organisations syndicales colossales et des grands partis ouvriers n'a signifié aucune solution pour ces terribles fléaux qui, au contraire, se sont aggravés, comme le démontrent plusieurs faits contemporains. Les plans d'exploitation et de misère, que l'impérialisme et les gouvernements des Etats ouvriers mettent en oeuvre, sont soutenus par les directions des grands partis ouvriers et des syndicats ; l'humanité a souffert deux guerres mondiales et une infinité de guerres locales ; nous vivons sous la menace présente d'une nouvelle guerre nucléaire qui mettrait fin à tout signe de vie sur la planète ; l'invasion, par l'URSS, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie, comme celle de l'Afghanistan, celle du Cambodge par le Vietnam et de celui-ci par la Chine, démontrent que l'existence des actuels

Etats ouvriers n'est pas une garantie contre la guerre mais qu'au contraire, elle en augmente le danger.

Ce phénomène hautement contradictoire - que la réalisation de grandes conquêtes dues à l'héroïcité et à la force des luttes ouvrières et des opprimés ont aggravé la crise de l'humanité - a une seule explication : la crise de direction du prolétariat mondial, qui a fait que celui-ci n'a pas pu, jusqu'à présent, mettre en échec l'impérialisme, alors qu'il aurait pu l'avoir fait depuis des décennies. Cette crise est la conséquence du fait que toutes les organisations reconnues du mouvement ouvrier - syndicats, partis et Etats - sont, de nos jours, contrôlées sans exception par la bureaucratie et d'autres directions contre-révolutionnaires au service direct ou indirect de l'impérialisme, principalement la bureaucratie stalinistes de l'URSS.

La crise de direction du prolétariat mondial ou, dit d'une autre manière, la trahison des directions bureaucratiques reconnues du mouvement ouvrier et des masses, est le facteur décisif des défaites historiques qui se produisent : tout triomphe ou conquête est gelé, freiné, et l'impérialisme n'a toujours pas été mis en échec.

Les grands partis ouvriers, les syndicats et les Etats ouvriers ont été dénaturés dans la camisole de force de la bureaucratie : tous sont bureaucratiques, aucun n'est révolutionnaire. Toutes les directions reconnues servent à la contre-révolution.

Il y a une différence concernant les appareils contre-révolutionnaires : l'appareil formé par les directions officielles sociales-démocrates continue à jouer son rôle contre-révolutionnaire et il a accompli, dans la première après-guerre, un rôle décisif ; mais pour freiner et brader des révolutions, le stalinisme n'a pas son pareil. Le plus gigantesque appareil bureaucratique contre-révolutionnaire qu'ait connu l'histoire est un produit de l'époque révolutionnaire. Nous parlons d'utilité contre-révolutionnaire et non d'aptitudes. Personne n'est plus agent de la bourgeoisie qu'une direction sociale-démocrate,



mais son utilité face à une montée révolutionnaire pour cette même bourgeoisie est beaucoup plus petite que celle du stalinisme à l'échelle mondiale.

A cause des directions sociales-démocrates, les conquêtes du prolétariat sous l'époque réformiste se sont soldées par une défaite historique : la guerre impérialiste et la crise de la Deuxième Internationale. A cause des sociaux-démocrates, la révolution socialiste européenne est restée circonscrite à l'URSS et a été mise en échec en Italie, en Hongrie et, le plus important, en Allemagne. Par la suite, le stalinisme occupe sa place de première ligne comme agent contre-révolutionnaire dans les rangs ouvriers et c'est lui le responsable des défaites postérieures.

L'époque révolutionnaire se divise donc en trois étapes clairement délimitées :

La première, de 1917 à 1923, est celle dans laquelle la Révolution d'octobre triomphe en Russie suite à l'existence d'un parti marxiste révolutionnaire, la Troisième Internationale est fondée et la révolution européenne explose.

La seconde, de 1923 à 1943 approximativement, s'ouvre à partir de la défaite de la révolution européenne et inaugure vingt années de défaites ininterrompues. Elle donne lieu à l'apparition et le triomphe, au sein de l'URSS et de la Troisième Internationale, du stalinisme qui mène, avec sa politique, aux triomphes fascistes de Tchang Kaï-chek, Hitler et Franco et à la seconde guerre impérialiste mondiale.

La troisième est l'après-guerre actuelle, où nous nous trouvons face à la plus grande montée révolutionnaire jamais connue, qui parvient à exproprier la bourgeoisie en Chine et dans le tiers de l'humanité. Mais maintenant, parce que le stalinisme est encore la direction prédominante, relativement fortifiée par la défaite militaire du nazisme, les Etats ouvriers qui apparaissent sont des Etats ouvriers bureaucratisés et le capitalisme peut se récupérer en Europe.

En résumé, les deux éléments déterminants de tous les phénomènes contemporains, les causes dernières et premières, celles qui déterminent avec

leurs différentes combinaisons tous les phénomènes, sont *la montée révolutionnaire* des luttes de la classe ouvrière et des peuples arriérés d'une part, et *la crise de direction révolutionnaire* d'autre part. Cette dernière confirme par elle-même la validité de la Quatrième Internationale.

A partir de la première guerre impérialiste, au début de l'époque de la crise définitive de l'impérialisme et du capitalisme, l'époque de la révolution socialiste, les relations causales des événements historiques changent. Par rapport aux grandes époques historiques et au développement normal des sociétés, le marxisme a soutenu que les processus économiques sont le fil rouge qui explique tous les phénomènes. Mais dans une époque révolutionnaire et de crise, cette loi générale a une déclinaison particulière qui inverse les relations causales, en transformant le plus subjectif des facteurs - la direction révolutionnaire - en la cause fondamentale de tous les autres phénomènes, y compris économiques. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, le processus économique avait un caractère prédominant tandis que les facteurs subjectifs n'étaient pas tellement importants. La lutte elle-même de la classe ouvrière était réformiste : elle n'attendait pas au processus d'accumulation capitaliste, au développement économique capitaliste et ses lois, mais signifiait tout au plus une légère variation du processus. Ce fut donc une époque réformiste. Mais à partir de la Première Guerre mondiale, il n'en est déjà plus ainsi. Les processus économiques cessent d'être les causes déterminantes et le facteur subjectif - la direction - devient fondamental. N'oublions pas qu'il en est ainsi parce que toute l'époque est déterminée par la lutte révolutionnaire des masses.

L'existence de Marx et d'Engels au 19^{ème} siècle ne fut un facteur objectif dans le dénouement d'aucun processus historique. Leur existence n'a pu ni garantir le triomphe ni éviter les défaites de la révolution prolétarienne en 1848, et n'a pas influencé l'issue de la Commune de Paris. Par contre, l'existence de Lénine, de Trotsky et du Parti bolchevique ont pu garantir le triomphe de la Révolution d'octobre tandis qu'en

Allemagne, l'inexistence d'un parti bolchevique, d'un Lénine et d'un Trotsky a empêché de garantir le triomphe de la révolution socialiste. De la même manière, l'existence de directions contre-révolutionnaires bureaucratiques à la tête des grands partis socialistes a permis le déclenchement de la Première Guerre mondiale.

Une conséquence historique fondamentale de cette inversion dans la ligne causale des événements historiques va se refléter dans la dialectique de triomphes et de défaites du prolétariat mondial.

La gauche sociale-démocrate croyait en un processus linéaire et évolutif. Quand elle s'est rendu compte des reculs et des défaites du processus, suite à l'immaturité du prolétariat ou la trahison de ses directions, elle a formulé une loi marxiste, dialectique, dans une belle phrase : le chemin du prolétariat est jalonné de défaites qui mènent au triomphe. Elle indiquait ainsi la dialectique de défaites et de triomphes, la transformation des défaites en triomphes. Mais la Première Guerre mondiale, en faisant apparaître, avec toute sa rigueur, le nouveau facteur déterminant du processus historique - la crise de direction révolutionnaire du prolétariat mondial - a établi une dialectique inverse des relations entre les triomphes et les défaites, dialectique qui vaut pour toute l'époque ouverte par la Première Guerre mondiale, et qui est plus actuelle que jamais. Nous pouvons formuler cette loi de la manière suivante : tant que le prolétariat ne dépassera pas sa crise de direction révolutionnaire, il ne pourra pas mettre en échec l'impérialisme mondial et, suite à cela, toutes ses luttes seront jalonnées de triomphes qui nous mèneront inévitablement à des défaites catastrophiques. Rien ne le démontre mieux que le boom économique de cet après-guerre : sa véritable cause est la trahison du stalinisme, qui a appelé les travailleurs occidentaux à travailler plus que jamais pour l'impérialisme.

Tant que les appareils continueront à contrôler le mouvement de masses, tout triomphe révolutionnaire sera inévitablement transformé en défaite. Ceci est dû à la relation des appareils bureaucratiques avec la mobilisation perma-

nente des travailleurs. Toute direction bureaucratique tire sa force de l'appui direct ou indirect des exploiters pour freiner la mobilisation permanente des travailleurs. D'autre part, cette mobilisation est une menace mortelle pour la bureaucratie elle-même. Il s'ensuit que toute conquête que la bureaucratie est

obligée de diriger est administrée par celle-ci pour freiner la mobilisation révolutionnaire, pour l'arrêter dans cette conquête, à ce point du processus. Mais dans cette époque révolutionnaire, toute avancée qui n'est pas suivie d'une autre avancée signifie un recul. Il s'ensuit que la bureaucratie, avec sa politi-

que de frein d'une part et de défense de ses privilèges face aux masses d'autre part, est obligée de combattre contre la mobilisation permanente des travailleurs, de transformer ses triomphes en une défaite de la révolution permanente.



Thèse 3 - L'époque réformiste, d'organisation des grands partis socialistes, et de crise de la Deuxième Internationale

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'impérialisme a mis en oeuvre les possibilités maximales de développement capitaliste dans tous les coins du monde, principalement dans les pays avancés, avant d'entrer dans sa crise définitive. Il y a eu, tout comme dans l'après-guerre actuelle, un boom économique fabuleux. Grâce à la colonisation capitaliste des pays arriérés du monde, les différentes nations capitalistes avancées se sont transformées en puissances impérialistes avec une croissance rapide sans se heurter entre elles. Ce sont quelques cinquante ans (de 1870 à 1914) d'impétueux développement capitaliste, avec de courtes interruptions et des crises cycliques rapidement dépassées. (Nous devons toutefois spécifier qu'en vérité, ce développement a commencé à la fin du 19^{ème} siècle, car il y avait eu, avant cela, une étape de dépression capitaliste.) Tout ceci explique qu'il n'y a pas eu de grands sursauts dans la politique internationale, hormis les guerres coloniales, la guerre russo-japonaise et les violents processus de colonisation des pays arriérés. Tant que le butin des pays arriérés était disponible, il n'y eut pas de grands problèmes entre les puissances impérialistes.

Les travailleurs n'ont pas cessé un seul jour de combattre de manière frontale le capitalisme et l'impérialisme. Grâce à ces luttes héroïques, la classe ouvrière des pays avancés a obtenu de colossales conquêtes démocratiques et minimales - les huit heures de travail et le suffrage, entre autres - ainsi que l'apparition d'organisations syndicales et politiques puissantes.

Il est également vrai que ces conquêtes ont été arrachées à l'impérialisme quand celui-ci s'était enrichi grâce à l'exploitation des pays arriérés, ce qui lui permettait de les accorder sans mettre en danger son existence propre. C'est pourquoi, sauf exception, cette première étape de la lutte du prolétariat mondial contre l'impérialisme acquiert un caractère réformiste, non révolutionnaire, d'accumulation quantitative de triomphes et de conquêtes à l'intérieur du capitalisme lui-même, qu'elle ne

remet pas en question et auquel elle ne se propose pas d'arracher le pouvoir. Cela ne signifie pas que la bourgeoisie fit des concessions de bon gré. Au contraire, chaque avancée du prolétariat fut le résultat d'une lutte acharnée contre elle.

Le développement apparemment pacifique et progressiste du capitalisme sous la première époque de l'impérialisme montra son véritable caractère quand éclata la Première Guerre mondiale. A ce moment se dévoilent les contradictions aiguës entre le développement des forces productives à l'intérieur de la camisole de force de la propriété privée capitaliste et impérialiste d'une part, et les frontières nationales d'autre part. Ce sont non seulement ces dernières, mais toutes les contradictions capitalistes (la concurrence féroce entre les monopoles, l'anarchie de la production) que la guerre - dont, en réalité, elles sont la cause - fit apparaître. Toutes ces contradictions avaient été apparemment amorties suite à l'apparition des monopoles et de la colonisation des pays arriérés par le capital financier. Mais l'éclatement de la guerre elle-même a démontré qu'il n'en était pas ainsi et qu'au contraire, ces contradictions s'étaient développées et accentuées. Quand il n'y eut plus d'autres pays arriérés à se répartir, les bandits impérialistes s'affrontèrent dans la Première Guerre mondiale pour s'arracher la domination de ce monde colonial et capitaliste. Cette affreuse conflagration fut la nouvelle expression de la crise capitaliste, qui jusqu'alors s'était seulement montrée sous forme de crises cycliques. La concurrence capitaliste cessa de s'exprimer dans la faillite de quelques entreprises pour le faire à travers la destruction de pays entiers. La crise de l'ordre capitaliste mondial fut payée par le prolétariat avec son propre holocauste. Les cinquante années de triomphes, d'accumulation de conquêtes, furent transformées, du jour au lendemain, en la première grave défaite historique de la classe ouvrière. Car c'est ce que fut la Première Guerre mondiale : une défaite historique terrible de la classe ouvrière mondiale.

Cette défaite est due au fait que la Deuxième Internationale - avec ses partis nationaux - était totalement passée du côté de l'ordre bourgeois. Les directions des partis socialistes ont réussi à convaincre la classe ouvrière de leurs pays de courir aux tranchées pour se faire tuer en faveur de leurs propres exploiters nationaux. L'accumulation de conquêtes avait peu à peu transformé les directions syndicales et politiques de la classe ouvrière en de très puissantes institutions tolérées par le régime impérialiste, ce qui a changé ces directions en directions réformistes et bureaucratiques, en agents du capitalisme national dans les rangs ouvriers. En même temps, l'existence de l'impérialisme avec ses bénéfices avait permis de stratifier la classe ouvrière et de créer des secteurs de travailleurs privilégiés, l'aristocratie ouvrière, qui soutenait les directions du mouvement ouvrier et, par leur biais, sa propre bourgeoisie nationale. A cause de cela, la Deuxième Internationale ne fut jamais une vraie Internationale mais une fédération de partis. Ce caractère fédératif de la Deuxième Internationale allait directement à l'encontre du caractère impérialiste de l'époque. La Deuxième Internationale n'a jamais été un parti mondial et encore moins un ennemi mortel de l'impérialisme. La non-existence d'une Internationale révolutionnaire, anti-impérialiste et anticapitaliste conséquente, et de partis nationaux également révolutionnaires, est ce qui a permis au capitalisme de mener les travailleurs et l'humanité à un premier bain de sang.

Mais les cinquante ans de montée, de luttes et de triomphes de la classe ouvrière n'ont pas seulement eu ces résultats catastrophiques pour le mouvement ouvrier ; elles ont aussi produit leur opposé. En lutte contre le réformisme des directions officielles des partis socialistes et des syndicats, en lutte contre la bureaucratie réformiste, s'était formé, à l'échelle internationale, une gauche révolutionnaire antiréformiste, antibureautique, marxiste, syndicaliste et anarchiste. Cette gauche révolutionnaire a acquis des caractéristiques

régionales ou nationales mais ne s'est jamais élevée à une tendance organisée internationalement. Elle n'en avait pas les conditions. Mais elle fut tout de même une partie fondamentale et l'autre face de la montée soutenue du prolétariat.

La plus haute expression de ce courant de gauche révolutionnaire du mouvement ouvrier fut le Parti bolchevique russe. Il constituait le résultat national de cette gauche révolutionnaire antiréformiste et antibureaucratique internationale, bien que qualitativement différent. Ce fut le seul parti marxiste révolutionnaire avec une influence de masses qui est apparu durant ces cinquante années de lutte ininterrompue du mouvement ouvrier et, d'autre part, il s'agissait d'un nouveau type de parti marxiste, le seul organisé pour diriger la révolution.

En opposition au bolchevisme, la gauche marxiste révolutionnaire de la Deuxième Internationale - en général aussi la gauche révolutionnaire non-marxiste - a acquis un caractère propagandiste, syndicaliste ou intellectuel désorganisé, qui ne parvint pas à construire des partis révolutionnaires hau-

tement centralisés et clairement séparés de l'aile bureaucratique réformiste, ce qu'elle ne se proposait d'ailleurs pas. D'autre part, ce courant était en général spontanéiste. Il croyait que les masses, avec leurs actions révolutionnaires, allaient résoudre par leurs propres moyens le problème de la direction révolutionnaire.

Le Parti bolchevique est un cas unique et son existence et développement ont obéi à une combinaison exceptionnelle de circonstances. La première a à voir avec la situation de la Russie elle-même : sous le régime tsariste, il n'y avait pas d'espace pour le développement d'une politique réformiste puisque le régime autocratique n'en donnait pas. C'était une étape révolutionnaire, non réformiste, puisque ce qui était à l'ordre du jour avec un caractère péremptoire était de faire la révolution contre le tsar. Cette nécessité impérieuse tombait entre les mains d'un jeune prolétariat industriel, hautement concentré, qui faisait partie du prolétariat européen du point de vue idéologique et politique. D'autre part, la direction politique de ce prolétariat faisait également partie des courants existants dans le prolétariat

européen. C'est ainsi qu'il y eut des tendances anarchistes et marxistes et, à l'intérieur de ces dernières, des tendances révisionnistes et marxistes d'abord, opportunistes et révolutionnaires ensuite (les mencheviques et les bolcheviques). La combinaison de tous ces facteurs a conduit à la construction par les bolcheviques d'un parti indépendant des réformistes mencheviques, avec des caractéristiques uniques dans le spectre marxiste et révolutionnaire : un parti hautement centralisé, avec des révolutionnaires professionnels, ce qui était la seule façon de répondre à la nécessité historique urgente de diriger la révolution ouvrière contre le tsar. La Russie était le pays de l'Europe où se posait, de manière urgente et immédiate, le problème du pouvoir, de renverser le gouvernement existant et d'imposer un autre gouvernement, c'est-à-dire de mener une révolution démocratique. Cette combinaison de circonstances a fait qu'apparut un type nouveau de parti marxiste, construit pour faire la révolution et pour prendre le pouvoir.



Thèse 4 - Le caractère exceptionnel de la Révolution d'octobre et de la Troisième Internationale

Soixante-trois ans après son triomphe, nous devons reconnaître que la Révolution d'octobre fut une exception au cours du 20^{ème} siècle, qu'il n'y en a pas eu d'autre avec ses caractéristiques. En effet, ni parmi les révolutions victorieuses, ni parmi celles qui furent mises en échec, il n'y eut un tel processus révolutionnaire. La Révolution d'octobre est jusqu'à présent une exception, de même que son résultat, la Troisième Internationale. Pour en expliciter les raisons, nous devons non seulement étudier le caractère exceptionnel de la Révolution d'octobre ainsi que celui de la Révolution de février (dans son étroite relation avec celle d'octobre), mais également l'hypothèse de l'établissement du gouvernement ouvrier et paysan, qui avait été envisagée par les bolcheviques entre février et octobre et qui ne s'est pas réalisée en ce moment mais l'a été plusieurs fois dans cette période d'après-guerre.

Le caractère exceptionnel de la Révolution d'octobre se manifeste, jusqu'à présent, par l'existence d'un parti tel que le Parti bolchevique. Sans l'existence de ce parti et de la gauche révolutionnaire du prolétariat mondial, la Révolution d'octobre et sa plus importante réalisation qu'est la fondation de la Troisième Internationale n'auraient pas triomphées. Il faut souligner que la Révolution russe, en un sens, ouvre une nouvelle époque de l'humanité, l'époque de la révolution socialiste mondiale, tout en fermant une autre époque. Il s'agit de la combinaison de la fin d'une époque et du début d'une autre. Le facteur déterminant de la Révolution d'octobre, le parti léniniste, est le résultat de l'époque précédente, celle de cinquante ans de montée et de triomphes du prolétariat mondial. Sans l'étude de cette époque, on ne peut pas comprendre l'apparition du Parti bolchevique. Concrètement, cinquante ans furent nécessaires au prolétariat mon-

dial et au parti russe pour structurer le Parti bolchevique, qui finit par se structurer solidement seulement en 1917 et qui apparaît comme parti clairement différencié seulement à partir de 1902.

Mais sans une Révolution d'octobre et sans un parti bolchevique, la Troisième Internationale n'aurait pas pu être fondée, de même que la tâche essentielle (et la plus importante de la révolution) qu'est le développement de la révolution socialiste européenne et internationale, n'aurait pas pu être impulsée comme elle le fut par les bolcheviques. Grâce à la lutte de la gauche révolutionnaire avant et pendant la première guerre impérialiste, la Troisième Internationale, guidée par Lénine et Trotsky, a commencé à dépasser la crise de direction du prolétariat. Ce fut la première tentative, depuis l'existence de l'impérialisme, de fonder une Internationale centralisée et révolutionnaire, c'est-à-dire un parti mondial pour diriger la révolution socialiste internationale.

Toutefois, ni la fondation de la Troisième Internationale, ni la montée colossale du prolétariat européen ne purent automatiquement créer de véritables partis bolcheviques nationaux. Ils ont seulement pu en donner les bases. L'expérience historique a démontré, une fois de plus, que construire un parti bolchevique ne peut jamais être un produit automatique de circonstances objectives, aussi favorables soient-elles. Le passé propagandiste, intellectuel ou syndical de la vieille gauche révolutionnaire, ainsi que l'absence d'une organisation solide et indépendante des courants marxistes révolutionnaires existants au sein de la Deuxième Internationale - la permanence de cette vieille gauche à l'intérieur du réformisme comme opposition aux directions bureaucratiques - eut un poids subjectif décisif pour empêcher la rapide formation de ces partis bolcheviques nationaux. C'est ainsi que

l'absence de partis bolcheviques nationaux, et l'impossibilité de les construire chemin faisant, se combina avec la trahison sociale-démocrate et fit que la bourgeoisie puisse surmonter la première vague de la révolution socialiste d'après-guerre en Allemagne, en Italie, en Hongrie et dans toute l'Europe. Cet échec de la première vague révolutionnaire d'après-guerre, auquel s'est ajouté l'épuisement du prolétariat russe, ainsi que la défaite du prolétariat allemand aux mains de la sociale-démocratie, a provoqué le début de la bureaucratization de l'URSS et de la Troisième Internationale. Cette bureaucratization de l'URSS et de la Troisième Internationale va se transformer en facteur politique décisif des vingt années qui suivirent cette première grande défaite de la montée révolutionnaire d'après-guerre.

L'apparition d'une époque révolutionnaire fait que ce qui était la réaction impérialiste ou la réaction généralisée, comme disait Lénine, de l'étape précédente, évolutive et réformiste du capitalisme, se soit maintenant transformé en contre-révolution. L'impérialisme change les méthodes réactionnaires de l'étape précédente en les remplaçant par des méthodes de guerre civile directement contre-révolutionnaires.

Le triomphe de la direction staliniste bureaucratique en URSS et à l'intérieur du Parti Communiste russe n'est autre chose que l'expression de l'avancée contre-révolutionnaire au sein du premier Etat ouvrier et de la Troisième Internationale. A son tour, le stalinisme va être un facteur décisif pour que ces triomphes contre-révolutionnaires continuent et que s'ouvrent ainsi les vingt années les plus tragiques de ce 20^{ème} siècle de luttes du prolétariat et des travailleurs du monde entier, vingt années faites uniquement de défaites pour les travailleurs et de triomphes pour la contre-révolution.

Thèse 5 - Vingt années de défaites provoquées par le stalinisme

Les vingt années de triomphes contre-révolutionnaires et de défaites du prolétariat mondial s'ouvrent avec le triomphe de Mussolini en Italie et du stalinisme en URSS à partir de 1923, peu avant la mort de Lénine. De ces deux triomphes contre-révolutionnaires, celui qui va être déterminant, qui va avoir une importance historique décisive, est celui de la bureaucratie staliniste sur le prolétariat de l'URSS. Il va permettre et faciliter les autres triomphes contre-révolutionnaires. La force du prolétariat russe et de la Révolution d'octobre fut si grande que plusieurs étapes furent nécessaires pour que le triomphe contre-révolutionnaire du stalinisme se consolide. Cela commença par un processus réactionnaire pour se terminer directement en une contre-révolution politique, telle qu'exprimée par les procès de Moscou. Suite à cela, une caste parasitaire et privilégiée s'appropriera le gouvernement, qui acquiert alors un caractère bonapartiste contre-révolutionnaire évident, employant des méthodes de guerre civile, comme toute contre-révolution, et exterminant tous les courants de l'avant-garde ouvrière du Parti Communiste soviétique, ainsi que les marxistes révolutionnaires indépendants. Ce gouvernement bonapartiste contre-révolutionnaire de Staline se dirigea principalement contre le trotskysme, seul héritier conséquent des traditions révolutionnaires du bolchevisme.

Ce processus de bureaucratization se déroula non seulement en URSS, dans l'Etat ouvrier, mais également dans toute la Troisième Internationale et dans tous les partis communistes du monde. C'est à cause de ce triomphe du stalinisme au sein de la classe ouvrière que cette dernière a connu une défaite face à Tchang Kai-chek et, ultérieurement, face à Hitler et Franco, chacun facilitant les autres triomphes contre-révolutionnaires. En effet, chacun consolidait l'appareil staliniste à l'intérieur de l'URSS et de la Troisième Internationale, ce qui aggravait de plus en plus la crise de direction du prolétariat mondial. Cette crise a empêché le prolétariat de combattre avec succès la crise économique de 1929, qui a provoqué les plus hauts degrés de misère jamais connus par les travailleurs. Comme autre conséquence de la crise de direction, cette misère croissante des travailleurs s'est également manifestée en URSS.

Toute cette succession de défaites historiques culmine avec deux défaites colossales du prolétariat mondial, combinées en un seul processus : la Deuxième Guerre mondiale. Dans cette guerre se combinent une guerre inter-impérialiste et la première guerre contre-révolutionnaire du 20^{ème} siècle, celle menée par l'Allemagne nazie contre l'URSS. Il s'agit de deux guerres aux caractéristiques sociales diamétralement opposées : d'un côté, la guerre

inter-impérialiste de l'Axe contre les Alliés, et de l'autre, la guerre du nazisme contre l'URSS. Au début de la Révolution d'octobre, la guerre civile se combina avec l'intervention des puissances alliées, mais cette guerre menée par l'impérialisme contre l'URSS naissante ne fut pas une guerre en bonne et due forme, étant donné la crise de l'impérialisme lui-même. L'invasion nazie de l'URSS a consisté en une guerre contre-révolutionnaire sur toute la ligne.

Pendant toute cette étape de défaites, la lutte de classes la plus acharnée ne s'arrête pas un seul moment. C'est l'époque du fascisme, mais aussi de la confrontation avec lui. La guerre civile contre Tchang Kai-chek et Franco, comme celle du trotskysme contre le stalinisme, sont les expressions les plus éloquents, dans différents secteurs de la lutte de classes, du fait que cette lutte est plus aiguë que jamais et que, malgré les triomphes contre-révolutionnaires, l'époque continue d'être celle de la révolution socialiste et de la contre-révolution internationale.

Pendant toute cette étape, les plus grandes batailles du prolétariat mondial sont défensives. De ces deux luttes défensives, les plus importantes sont celles menées à bien par le peuple travailleur de l'URSS contre l'invasion nazie et, au niveau de la superstructure, celle des trotskystes pour sauver l'héritage marxiste révolutionnaire.



Thèse 6 - La fondation de la Quatrième Internationale

La faiblesse actuelle de notre Internationale, de même que le fait que les révolutions triomphantes furent dirigées par la bureaucratie, ont amené certains secteurs révisionnistes à poser le problème de savoir s'il fut correct de fonder la Quatrième Internationale, vu que celle-ci n'a pas été nécessaire pour exproprier la bourgeoisie sur un tiers du globe. Deutscher et d'autres intellectuels d'orientation semblable se posent cette question, pour finir par répondre catégoriquement qu'avoir fondé la Quatrième Internationale fut une grave erreur de Trotsky.

Nous soutenons le contraire : la fondation de notre Internationale fut le plus grand succès de Trotsky et de notre mouvement mondial. Notre Internationale fut construite au point le plus bas du recul du mouvement ouvrier pour des raisons très profondes. C'est un phénomène parallèle à celui de la défense de l'URSS. La construction de l'Internationale répond à une même nécessité, mais plus importante encore que celle de défendre l'URSS : unir fermement tous les marxistes révolutionnaires autour d'un programme qui synthétiserait tout ce que le mouvement marxiste mondial avait appris depuis le Manifeste Communiste et spécialement depuis la Révolution russe. Pour défendre ces conquêtes du marxisme, synthétisées dans le trotskysme et son programme, de l'attaque contre-révolutionnaire que le stalinisme et les autres appareils contre-révolutionnaires mettaient en oeuvre partout pour les effacer de la mémoire historique des travailleurs et de son avant-garde, il était indispensable de parvenir à une organisation internationale très solide, de la part des révolutionnaires.

Si la Quatrième Internationale n'avait pas été fondée, chaque courant trotskyste du marxisme révolutionnaire de l'époque aurait été livré à son sort national, c'est-à-dire livré à répondre à l'offensive révisionniste et bureaucra-

que du stalinisme et de la social-démocratie de manière isolée, pratiquement sans défense.

D'autre part, la fondation de la Quatrième Internationale avait un objectif offensif : préparer un cadre et un programme commun aux marxistes révolutionnaires du monde pour la montée révolutionnaire inévitable qui s'ouvrirait à court terme et qui serait déviée ou trahie par toutes les directions bureaucratiques et petites-bourgeoises du mouvement de masses. C'est seulement en fondant la Quatrième Internationale qu'on pouvait répondre à ces nécessités défensives et offensives.

Il n'y a d'ailleurs aucune loi qui affirme que l'Internationale doit être fondée au moment d'un grand triomphe du mouvement ouvrier. En dernier ressort, il s'agit du seul argument relativement sérieux des théoriciens trotskysants qui sont sceptiques sur le rôle et la nécessité péremptoire de la Quatrième Internationale. La seule Internationale fondée sur un triomphe colossal fut la Troisième. Tant la Première que la Deuxième furent construites au début de la montée et quand celle-ci commençait seulement à s'approfondir.

La Quatrième Internationale fut fondée, précisément, quand pointait à l'horizon la fin du recul et le début de la montée révolutionnaire inévitable. Et avoir pu la fonder, avoir pu donner un programme et une organisation à cette montée révolutionnaire mondiale et à cette trahison inévitable des directions, indiquait la maturation du facteur conscient dans les rangs trotskystes. Nous préparions l'organisation et le programme pour disputer la direction du mouvement de masses aux appareils contre-révolutionnaires et dépasser ainsi la crise de direction à laquelle serait confrontée cette montée révolutionnaire.

L'autre argument plus ou moins crédible est celui selon lequel la Quatrième Internationale ne fut pas nécessaire

pour exproprier la bourgeoisie dans de nombreux pays. Mais cette critique prétend attribuer à notre Internationale des objectifs limités, tactiques et nationaux - exproprier la bourgeoisie ou les investissements impérialistes dans un seul pays - quand les objectifs de notre Internationale et les nécessités de la classe ouvrière sont beaucoup plus vastes : mettre en échec l'impérialisme dans le monde, dissoudre les frontières nationales, organiser de manière révolutionnaire le prolétariat pour qu'il exerce le pouvoir et continue à mobiliser les masses du monde entier pour commencer à construire le socialisme.

Fonder la Quatrième Internationale en 1938 et défendre l'URSS de la guerre contre-révolutionnaire préparée contre elle était indispensable, comme l'indique le fait qu'à peine fondée, elle subissait déjà la première attaque révisionniste. Cette attaque fut sur le point de gagner un des partis les plus forts de notre mouvement : le Socialist Worker's Party (SWP) des Etats-Unis. Comme une expression de plus de l'avancée de la contre-révolution dans le monde, une tendance révisionniste est apparue dans notre Internationale, les antidefensistes, qui auraient pu désintégrer les rangs trotskystes dans le monde entier, s'ils n'avaient rencontré le cadre commun de notre Internationale récemment fondée et Trotsky. Grâce à la fondation de la Quatrième Internationale, nous avons pu maintenir intact notre programme de défense de l'URSS en mettant en échec le premier grand courant révisionniste qui est apparu dans nos rangs. La fondation de notre Internationale avec la formulation du Programme de Transition est donc le plus grand succès de notre mouvement. Nous avons ainsi défendu les deux plus grandes conquêtes de l'étape de vingt années de défaites : l'URSS, et le seul marxisme révolutionnaire existant, le trotskysme.

Thèse 7 - Trente ans de grands triomphes révolutionnaires

Avec la fin de la Deuxième Guerre mondiale s'ouvre l'étape de montée révolutionnaire la plus importante connue jusqu'à présent. Cette montée révolutionnaire a malheureusement lieu ensemble avec l'aggravation de la crise de la direction révolutionnaire, c'est-à-dire, avec un renforcement des appareils contre-révolutionnaires qui dirigent le mouvement de masses et une faiblesse continue de notre Internationale. Cette combinaison hautement contradictoire provoque une situation mondiale que nous pouvons synthétiser schématiquement par les caractéristiques suivantes :

1. Le prolétariat et les masses du monde entier obtiennent une série de triomphes spectaculaires. Le premier est la défaite de l'armée nazi - c'est-à-dire, de la contre-révolution impérialiste - par l'Armée Rouge, bien que ceci fortifie de façon conjoncturelle le stalinisme, qui dirige l'URSS. Ce triomphe colossal est suivi, postérieurement, par l'expropriation de la bourgeoisie dans le tiers de l'humanité, surtout dans le pays le plus peuplé de la terre, la Chine. Mais tous ces triomphes, qui ont mené à l'expropriation de la bourgeoisie, ne sont pas arrivés à l'expropriation au moyen d'une révolution d'octobre.

2. Nous sommes en présence de la plus grande crise de l'impérialisme qui a jamais eu lieu. A l'issue de la guerre, tous les vieux empires coloniaux existants sont complètement détruits. L'impérialisme américain n'est pas parvenu à remplir cet espace, étant donné la colossale montée révolutionnaire des masses.

3. A cause de l'affaiblissement de tous les vieux empires, l'étape des guerres impérialistes pour le partage du monde prend fin. Le triomphe américain dans la guerre impérialiste liquide le problème de la domination du monde capitaliste. A partir de l'après-guerre, tout le monde capitaliste, y compris les pays impérialistes, doit accepter la direction et la domination américaines dans la structuration d'un front unique contre-révolutionnaire à l'échelle mondiale. Les heurts inter-impérialistes évidents ne peuvent pas changer cette situation. L'hégémonie américaine s'im-

pose sur le monde capitaliste, ainsi que sa direction contre-révolutionnaire et l'impossibilité, pour le moment, de nouvelles guerres inter-impérialistes. Nous entrons dans l'étape de préparation et d'exécution de guerres contre-révolutionnaires. Une étape se ferme dans le caractère des guerres et une nouvelle étape s'ouvre. L'étape des guerres inter-impérialistes se ferme et on entre dans l'étape des guerres contre-révolutionnaires.

4. Dans cette guerre, non seulement le front unique capitaliste et impérialiste contre-révolutionnaire s'unifie à l'échelle mondiale. Un front unique contre-révolutionnaire s'établit aussi entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, sur la base de la coexistence pacifique, concrétisée dans les accords de Yalta et de Potsdam et dans le nouvel ordre mondial : l'ONU, le partage de zones d'influence, etc. Bien qu'il y ait la « guerre froide » et des heurts profonds entre Washington et Moscou, bien qu'il y ait plusieurs guerres chaudes contre-révolutionnaires afin d'écraser ou de dévier la montée révolutionnaire, comme celles de la Corée et d'Indochine, Washington et Moscou agissent en général en accord et défendent ce nouvel ordre mondial organisé à Yalta et à Potsdam. Staline et Roosevelt ont divisé le monde en deux blocs contrôlés par l'impérialisme américain et le Kremlin dans le but de freiner, dévier, écraser ou contrôler la révolution des travailleurs dans le monde.

5. Grâce à cet accord contre-révolutionnaire et à la collaboration indispensable du stalinisme, l'impérialisme américain peut mettre en oeuvre le « plan Marshall » qui mène au rétablissement et à la stabilisation de l'économie capitaliste en Europe occidentale et au Japon, et à la division de l'Allemagne et de son prolétariat. Cet appui à la contre-révolution au Japon et en Europe par le Kremlin a permis à l'impérialisme d'obtenir le boom économique d'environ vingt ans. Ce boom économique aura sa réplique dans le développement de l'économie des Etats ouvriers sous contrôle bureaucratique : il y aura un phénomène parallèle au boom économique capitaliste dans les

Etats ouvriers. Ceci signifie que, grâce au Kremlin, l'impérialisme a pu compenser sa crise au niveau impérialiste avec sa stabilisation comme capitalisme métropolitain, c'est-à-dire, il a pu compenser une expropriation du capitalisme dans des pays relativement périphériques, limitrophes de l'URSS, ce qui lui a permis de maintenir son hégémonie sur l'économie mondiale et d'obtenir un processus d'accumulation et de développement capitaliste sans pareil dans les pays métropolitains.

6. La crise de direction révolutionnaire du mouvement de masses et la consolidation des appareils bureaucratiques et petits-bourgeois a continué. Contre toutes les prévisions du marxisme révolutionnaire, la montée colossale, ainsi que ses triomphes, n'ont abouti ni à la crise de la social-démocratie et du stalinisme ni à notre renforcement, ce qui aurait été le début du dépassement de la crise de direction du prolétariat mondial. Au contraire, les décennies postérieures à la Deuxième Guerre mondiale combinent une crise extrême de l'impérialisme et une montée révolutionnaire colossale du mouvement de masses, avec une crise jusqu'à présent sans issue de la direction du prolétariat mondial, c'est-à-dire avec un renforcement colossal des appareils contre-révolutionnaires du mouvement de masses. L'autre face de ceci est la faiblesse extrême du trotskysme.

Cette crise de direction est la raison fondamentale de tous les phénomènes hautement contradictoires que nous avons vus dans cette après-guerre, depuis la reconstruction capitaliste de l'Europe et du Japon jusqu'aux Etats ouvriers bureaucratés, en passant par la division de l'Allemagne et les invasions militaires d'Etats ouvriers par d'autres.

La montée révolutionnaire s'est manifestée jusqu'à présent par le biais des organisations traditionnelles du mouvement de masses, ce qui veut dire que toutes les expropriations des bourgeois nationales ont été mené à bien à travers des directions bureaucratiques ou petites-bourgeoises, qui ont été à l'origine des Etats ouvriers bureaucratiques, comme dans le cas de Cuba. Et



ce fait a fortifié, de manière contradictoire, plus que jamais, les appareils contre-révolutionnaires. Grâce à cela, ceux-ci ont pu congeler ou dévier la montée révolutionnaire mondiale et sauver ainsi l'impérialisme.

7. Les Etats ouvriers bureaucratés sont, dans un sens, conséquence de la division de tâches contre-révolutionnaire entre l'impérialisme et le Kremlin avec leurs deux sphères d'influence. L'impérialisme s'est concentré, avec l'aide du stalinisme, à reconstituer le fonctionnement de l'économie de l'Etat capitaliste dans les pays impérialistes. Le stalinisme s'est concentré sur les maillons les plus faibles de la chaîne capitaliste mondiale, où la crise était plus aiguë et limitrophe à la bureaucratie elle-même du Kremlin - dans l'Europe de l'Est, en Chine - pour freiner ou écraser la mobilisation indépendante et révolutionnaire des masses.

Pour la bureaucratie du Kremlin, son intervention dans les pays limitrophes était un problème de vie ou de mort pour son existence parasitaire contre-révolutionnaire. La bureaucratie ne pouvait d'aucune façon permettre que de l'autre côté de ses frontières il y ait une mobilisation révolutionnaire du mouvement ouvrier et des masses, indépendante de son contrôle, puisqu'elle se refléterait dans l'URSS, en mettant en danger sa propre existence. L'impérialisme s'est aussi rendu compte qu'une intervention directe dans ces pays, dévastés par la guerre et en crise économique, politique et sociale catastrophique, pouvait produire une mobilisation révolutionnaire contre le capitalisme, indépendante du Kremlin, qui produirait un processus révolutionnaire dans toute l'Europe.

A l'échelle mondiale, l'expropriation du capitalisme dans les pays de l'Europe de l'Est, la Chine, la Yougoslavie, la Corée et le Vietnam du Nord, apparaît ainsi comme une combinaison inattendue de : a) une concession obligée de l'impérialisme à la bureaucratie contre-révolutionnaire staliniste pour pouvoir reconstituer le capitalisme au Japon et en Europe occidentale, avec l'aide de cette bureaucratie staliniste ; et b) la colossale montée d'après-guerre dans les maillons les plus faibles de la chaîne capitaliste mondiale. Il s'agit de conces-

sions obligées de l'impérialisme pour mieux manœuvrer et gagner du temps face à la colossale montée d'après-guerre et à l'écroulement total du capitalisme européen-japonais. L'impérialisme a pris soin de ce que ces concessions au mouvement de masses soient faites à travers la bureaucratie contre-révolutionnaire et staliniste et, en son temps, la petite-bourgeoise castriste, c'est-à-dire, à travers des appareils opportunistes et contre-révolutionnaires qui seraient la garantie pour freiner le processus de révolution permanente.

Ces concessions à l'échelle mondiale, conséquence obligée de la montée révolutionnaire fabuleuse de l'après-guerre immédiate, qui ont transformé le tiers de l'humanité en Etats ouvriers bureaucratés, n'en sont pas moins des triomphes colossaux du mouvement ouvrier et de masses mondial, par la combinaison hautement contradictoire qui a obligé l'impérialisme à faire ces concessions. Comme tels, il faut les défendre de toute attaque de la contre-révolution impérialiste.

8. L'autre face de ces triomphes, de ces Etats ouvriers bureaucratés, est qu'ils sont parvenus à freiner le processus révolutionnaire et mettre en échec intérieurement le mouvement ouvrier et révolutionnaire, en empêchant, par tous les moyens, que continue le processus de montée révolutionnaire et de mobilisation permanente.

Par rapport à la mobilisation révolutionnaire des travailleurs du monde, l'Etat ouvrier bureaucraté est une concession gigantesque des exploités et de la bureaucratie ; ce triomphe colossal du mouvement de masses est transformé par ceux-ci en une concession, afin de mieux mettre en échec et congeler la mobilisation permanente. C'est un triomphe face aux exploités nationaux et à l'impérialisme, suivi immédiatement d'une défaite de la mobilisation permanente des masses, aux mains de la bureaucratie qui - étant donné la pression révolutionnaire et la crise de l'impérialisme - arrive jusqu'à exproprier la bourgeoisie nationale dans son désespoir politique pour contrôler et écraser le mouvement de masses.

9. Les directions bureaucratiques du mouvement de masses s'étant renforcées, au fur et à mesure qu'elles expo-

priaient la bourgeoisie nationale dans certains pays, la pression qu'elles exercent est parvenue à établir un courroie de transmission dans les rangs et dans la direction de notre propre Internationale : le révisionnisme pabliste.[§] Par son contrôle de la direction, ce courant révisionniste est parvenu à morceler notre Internationale, au profit des directions opportunistes du mouvement de masses et aggravant la crise de direction du prolétariat mondial. A partir de 1951 commencent trois décennies de crise continue de notre mouvement mondial, cause du révisionnisme pabliste. Aucune des considérations objectives que nous avons données dans les points précédents ne justifient par elles-mêmes la crise de notre Internationale et sa faiblesse. La cause première et fondamentale de la faiblesse et du morcellement de notre Internationale se trouve dans le révisionnisme pabliste qui a porté atteinte aux principes fondamentaux de notre mouvement. Rien ne démontre mieux ceci que le fait que la seule possibilité certaine qu'il y a eu de révolution d'octobre, la révolution bolivienne de l'année 1952, a été trahie et menée à une impasse par cette direction révisionniste, qui a commis une des cinq trahisons les plus graves au mouvement ouvrier, dans ce vingtième siècle jusqu'à nos jours.

10. La consolidation des appareils contre-révolutionnaires, leur force, s'unit avec le début de ses crises, suite à la montée du mouvement de masses. Dans toute cette période s'ouvre une crise croissante du stalinisme, qui se manifeste initialement par l'émergence d'un stalinisme national, comme l'avait prévu Trotsky. Au fur et à mesure qu'il y a eu expropriation dans différents pays, la bureaucratie staliniste de ces pays a cessé d'avoir une existence privilégiée par sa dépendance du Kremlin et elle s'est transformée en une bureaucratie étatique, avec ses propres intérêts. Il est apparu un stalinisme bureaucratique national, qui a commencé à avoir des heurts profonds avec le Kremlin. Tito et Mao sont l'expression maximale de cette crise du stalinisme provoquée par le stalinisme national. Avec cette crise, il y a eu des ébauches aussi de stali-

[§] Voir la Thèse 10

nisme national au niveau d'autres partis, concrètement les eurocommunistes, mais sans arriver au point de rompre avec Moscou, puisqu'ils continuent à être dépendant de celui-ci. Leur distance en par rapport à Moscou est seulement quantitative.

Parallèlement à cette crise du stalinisme national avec le stalinisme moscovite, il y eut un début de crise positive par la gauche - c'est-à-dire des secteurs qui sont orientés vers des positions trotskysantes - provoqués par le début de la révolution politique, principalement en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Pologne.

11. A partir de 1953 sont apparus les bourgeois puissants du processus de révolution politique, qui annoncent un phénomène généralisé. Cette révolution politique commence - c'est l'antécédent le plus important - avec les grèves de Berlin en Allemagne Orientale en 1953, mais elle explose avec la Pologne et, surtout, avec le début d'une révolution

politique directe en Hongrie en 1956. L'autre fait spectaculaire a été le « printemps de Prague » en 1968. Ceci indique comment la révolution politique est un processus inévitable, qui ne s'est pas encore généralisé et qui n'est arrivé en URSS que sous forme embryonnaire. Chaque vague de la révolution politique a été plus puissante que la précédente, et les tendances démocratiques à l'autodétermination nationale ont aussi commencé à se manifester.

12. Dans toute cette étape - ces trente ans qui vont de 1943 à 1973 - le prolétariat soviétique et l'américain n'apparaissent pas sur la scène mondiale. Le prolétariat des pays européens lui-même cesse d'avoir un rôle de protagoniste décisif après la situation révolutionnaire qui régnait dans l'après-guerre à partir de l'année 1947 : son niveau d'intervention n'est pas le même que celui des peuples et des travailleurs des pays arriérés, coloniaux, bien qu'il y ait quelques manifestations extraordinai-

res, comme les grèves en France de 1953 et 1968, et les mobilisations et les grèves systématiques en Italie et en Angleterre.

13. Les travailleurs du monde entier ont fait échouer plusieurs plans contre-révolutionnaires de l'impérialisme américain d'attaquer l'URSS et d'autres Etats ouvriers. Dans l'après-guerre immédiate, les travailleurs du monde entier, surtout les nord-américains avec uniforme de soldat, ont refusé de continuer la guerre contre l'URSS, comme c'était l'intention de l'impérialisme. Par après, ils ont fait échouer l'impérialisme en Corée et ils ont fait reculer le macartisme à l'intérieur des Etats-Unis. La défaite de l'impérialisme américain au Vietnam n'est pas la défaite de ses plans, mais *la première défaite militaire imposée par les mains des travailleurs*. Voilà pourquoi c'est un fait historique qui ouvre apparemment une nouvelle étape révolutionnaire.



Thèse 8 - L'étape du trotskysme s'annonce-t-elle ?

Vers 1974, il y a un saut dans la montée de la révolution socialiste mondiale et dans la crise de l'impérialisme, qui indique que nous sommes entrés dans une nouvelle étape de la montée révolutionnaire mondiale. Cette quatrième étape est celle de la crise généralisée de l'impérialisme et des Etats ouvriers bureaucratés, de la fin du boom économique, du début de la révolution socialiste européenne avec le Portugal et de la révolution politique généralisée dans les Etats ouvriers, de la crise apparemment définitive du stalinisme. Voyons chacun de ces problèmes.

Le triomphe vietnamien dans la guerre paraît être le point de départ de la nouvelle étape, puisqu'il a signifié la première défaite militaire de l'impérialisme américain de toute son histoire. Ceci lui a provoqué une crise de direction politique bourgeoise, aggravée par la crise économique qui s'est approfondie de plus en plus. La défaite américaine a encouragé la montée révolutionnaire dans toute la planète et lui a donné des forces redoublées. Nous voudrions insister sur le fait que le triomphe du Vietnam est non seulement une défaite partielle, mais qu'il provoque la première crise aiguë de l'impérialisme américain, la crise de sa bourgeoisie qui ne sait pas quelle voie adopter face à la montée de la révolution mondiale.

L'autre aspect de cette crise est la fin du boom économique généralisé, tant dans le monde des pays métropolitains que dans les Etats ouvriers bureaucratés. La crise des années 1974-1975 s'est accentuée d'année en année, en acquérant un caractère chronique et généralisé qui touche le monde entier, et pas seulement les pays capitalistes.

Ce sont peut-être les Etats ouvriers qui souffrent de la crise économique la plus grande, comme en témoignent Cuba, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la Yougoslavie. Il est démontré décidément que la direction bureaucratique des économies des Etats ouvriers est néfaste et mène à une crise inévitable.

Ni l'impérialisme ni la bureaucratie sont capables d'avoir une politique pour sortir de cette crise chronique qui devient de plus en plus aiguë.

La crise chronique est accompagnée par le début de la révolution socialiste en Europe, avec la Révolution portugaise et les grandes mobilisations de masses, et par la crise de direction de toutes les bourgeoisies européennes. Avant la Révolution portugaise, le prolétariat européen avait livré de grandes batailles, dont le point le plus haut a été la grande grève générale de 1968 en France. Le prolétariat italien et l'anglais avaient combattu sans trêve pour empêcher la diminution de leur niveau de vie et de travail. Mais la Révolution portugaise ouvre une nouvelle étape de la révolution socialiste européenne. En faisant exploser une dictature fasciste, s'ouvre un processus naissant de double pouvoir, que l'on n'avait pas vu depuis l'immédiat après-guerre dans aucun autre pays, à l'exception de ceux de l'Europe de l'Est où il y a eu un début de révolution politique, comme en Hongrie ou en Tchécoslovaquie. Ce processus révolutionnaire portugais, généralisé à toute l'Europe occidentale, a sa réplique dans les pays de l'Europe de l'Est, dans les grandes grèves, les mobilisations polonaises, etc.

La défaite de l'impérialisme américain a encouragé la montée du mouvement révolutionnaire dans le monde colonial,

qui s'ajoute donc à celle présente en Europe. C'est ainsi que nous avons les grands triomphes du Nicaragua et de l'Iran d'une part ; la continuation de la montée révolutionnaire en Amérique Centrale, spécialement au Salvador, d'autre part ; et également la nouvelle montée révolutionnaire qui commence dans toute l'Amérique Latine.

Cette nouvelle étape qui s'est ouverte apparemment, il y a peu d'années, dans la montée révolutionnaire mondiale, n'a pas encore fait apparaître le prolétariat soviétique. Mais il y a des symptômes qui indiquent que celui-ci va apparaître dans le processus historique, comme c'est déjà le cas avec le prolétariat américain, qui a commencé depuis plusieurs années des luttes importantes à caractère économique.

Avec l'entrée de ces deux classes ouvrières dans le processus de la révolution socialiste mondiale, celle-ci aura une accélération colossale, surtout s'il s'y ajoute le prolétariat allemand et le japonais, principalement l'allemand à cause de sa tradition (qui d'ailleurs n'a pas joué un rôle de protagoniste décisif, ni même dans le processus révolutionnaire en cours actuellement en Europe).

Si ces tendances se confirment, (fondamentalement la crise chronique et accélérée des Etats ouvriers bureaucratés et du stalinisme, et l'intensification de la montée révolutionnaire), l'époque du trotskysme, du dépassement de la crise de direction du prolétariat par notre transformation en partis avec influence de masses aurait commencé. L'époque des nouvelles révolutions d'octobre triomphantes serait donc à l'horizon.

Thèse 9 - Quelques faits non prévus et une fausse analogie

Notre parti, y compris Trotsky, n'a pas prévu que la crise de direction du prolétariat mondial continuerait sans début de solution pendant plus de quatre décennies. Par conséquent, il n'a pas non plus prévu le développement colossal, l'influence et la floraison des appareils bureaucratiques, contre-révolutionnaires - principalement du stalinisme - et la faiblesse extrême et le caractère propagandiste que continuerait à avoir notre Internationale, malgré la montée révolutionnaire colossale de ces quatre décennies. Il n'a pas non plus prévu la possibilité d'une crise de caractère révisionniste comme celle qui a eu lieu au début des années cinquante et qui a morcelé notre Internationale pendant presque trente ans.

Nous croyons que ce manque de prévision s'inscrit dans la loi marxiste que la réalité est toujours plus riche que tout schéma, c'est-à-dire que ceux-ci sont dépassés par celle-là. Mais il y a aussi, spécifiquement, le fait que les fondateurs de notre Internationale ont commis une erreur en faisant une analogie entre cet après-guerre et la précédente. Nous croyions que dans cette après-guerre immédiate se répèterait, corrigé et augmenté, ce qui est arrivé dans la précédente, qui a mené au pouvoir un parti marxiste révolutionnaire - le bolchevique - à travers la Révolution d'octobre, et qui a mené à la fondation de la Troisième Internationale qui a commencé à avoir une influence de masses et à dépasser la crise de direction. Il n'y a

aucune raison pour mettre en doute l'anecdote plusieurs fois rapportée par Joe Hansen, que Trotsky était profondément convaincu que, dans l'après-guerre immédiate, notre Internationale serait tellement massive et qu'elle aurait tant de partis révolutionnaires spontanés de masses, que les trotskystes y seraient en minorité, puisque la majorité de ces partis révolutionnaires auraient une autre idéologie. Rien ne démontre mieux que c'était bien cela la perspective, que la prédiction catégorique de Trotsky que *vers l'année 1948, des millions suivraient la Quatrième Internationale*.

Cette analogie et ces prédictions se sont avérées fausses et il faut le reconnaître. Ceci signifie que notre Internationale a eu raison, au détail près, avec l'analyse de l'époque, mais non ainsi avec la conjoncture immédiatement après la guerre. Nous avons fait une analyse conjoncturelle bien trop optimiste et analogique, qui s'est avérée fausse.

Suite à cette prolongation inattendue de la crise de direction du mouvement ouvrier, nous nous trouvons avec plusieurs faits nouveaux non prévus. Ces faits d'importance énorme sont les suivants :

1. Toutes les révolutions triomphantes qui ont exproprié la bourgeoisie ont mené à la formation d'Etats ouvriers bureaucratisés.

2. Etant donné l'existence de beaucoup d'Etats ouvriers bureaucratisés,

nous nous trouvons avec le fait qu'il y a des guerres ou des préparatifs de guerre entre eux ou d'invasions d'un Etat ouvrier par un autre.

3. Le boom de l'économie bourgeoise dans cette après-guerre a été le plus colossal de toute l'histoire du capitalisme.

4. La plus grande révolution technologique de toute l'histoire de l'humanité a été menée à bien sous la domination de l'impérialisme. Cette révolution technologique (la cybernétique, le lancement de fusées, l'énergie atomique, la pétrochimie, les engrais chimiques, les découvertes scientifiques sur tous les terrains à un niveau tel que dix ans de découvertes scientifiques actuelles valent pour des siècles de découvertes précédentes, comme la pénicilline, les nouveaux médicaments, etcetera) aboutit à la plus spectaculaire des avancées faites par l'humanité : le début de la conquête du cosmos, de l'univers.

5. L'importance fondamentale, déterminante, que les luttes et les révolutions démocratiques ont acquise.

6. L'importance extraordinaire que la guerre de guérillas a acquise, par le triomphe de la Révolution chinoise et d'autres révolutions.

7. Il n'y a eu jusqu'à présent aucune autre révolution d'octobre, c'est-à-dire dirigée par un parti marxiste révolutionnaire, ni triomphante ni mise en échec.



Thèse 10 - Le révisionnisme tend à détruire l'Internationale

Depuis presque quarante ans, nous sommes plongés dans la montée révolutionnaire la plus colossale, une montée qui a mené à l'expropriation de la bourgeoisie dans de nombreux pays au moyen de révolutions triomphantes, sans que notre Internationale n'en ait dirigées aucune, ni même pris le pouvoir dans un de ces pays. Malgré cette montée et ces triomphes, notre Internationale est toujours très faible et propagandiste.

Cette faiblesse obéit aux mêmes raisons que celles qui expliquent le renforcement des appareils contre-révolutionnaires du mouvement de masses. Plus concrètement, elle obéit au fait que la formation du trotskysme, depuis la période qui précède sa fondation jusqu'à ses premières années d'existence, a été faite dans l'étape de recul et de défaite du mouvement ouvrier. A cause de cela, il n'y a pas eu de possibilités objectives pour que ses cadres soient mis à l'épreuve au sein du mouvement ouvrier ; ils ont acquis un caractère intellectuel et propagandiste et notre mouvement n'a donc pas pu être formé par des dirigeants prolétaires. Notre Internationale a été fondée en nageant à contre-courant. Le renforcement des appareils contre-révolutionnaires dans cette après-guerre a fait que, d'une certaine manière, nous continuons à nager contre le courant malgré la montée, puisque le mouvement de masses suivait des directions bureaucratiques.

Toutefois, malgré ce renforcement des appareils et la faiblesse actuelle de notre Internationale, celle-ci a crû, s'est développée et a eu des possibilités de croître et de se développer beaucoup plus. Elle a même eu la possibilité de prendre le pouvoir en Bolivie, ce qui aurait tout changé. La loi selon laquelle les appareils se fortifient quand il y a une montée, mais aussi la gauche révolutionnaire, s'est vérifiée durant ces quarante années de montée révolutionnaire. Et si ce processus n'a pas eu lieu avec beaucoup plus d'intensité, cela est dû à l'histoire de notre Internationale

elle-même et, plus concrètement, au rôle néfaste du révisionnisme pabliste.

L'année 1951 sépare en deux l'histoire de notre Internationale : avant et après le révisionnisme pabliste. Notre Internationale entre en crise à partir de cette date, quand sa direction est balayée par le révisionnisme.

Précédemment, avec l'assassinat de Trotsky, nous avons eu une autre crise, mais d'un caractère très différent. Sa mort a provoqué une crise de direction qui a empêché notre Internationale d'avancer beaucoup plus pendant l'après-guerre. La disparition de Trotsky est un fait qualitatif dans l'histoire de notre Internationale. Suite à sa disparition nous restons - de fait - sans notre direction historique. Généralement, notre mouvement rappelle ce néfaste 21 août 1940 du point de vue de la biographie de notre maître et ne souligne pas suffisamment ce que cela signifie du point de vue politique pour le prolétariat mondial et pour notre Internationale. Nous ne soulignons pas non plus suffisamment que l'assassinat a eu comme motivation non seulement la vengeance, mais aussi un objectif contre-révolutionnaire spécifique : laisser la montée révolutionnaire d'après-guerre et la Quatrième Internationale sans sa direction personnelle historique.

Le stalinisme a atteint cet objectif dans une large mesure. De fait, notre Internationale est restée sans une direction construite et éprouvée dans la lutte des classes qui lui permettrait de faire face aux problèmes nouveaux et énormes que nous poserait l'après-guerre. Suite à cela, pendant la guerre, la direction et le centre de notre Internationale sont restés, de fait, entre les mains du Socialist Worker's Party (SWP). Celui-ci, d'autre part, bien qu'il ait accompli un rôle progressiste dans la reconstruction de notre Internationale pendant la guerre et dans l'immédiat après-guerre, a refusé de se transformer en pilier de la direction, ce qui était le rôle qu'il lui revenait d'assumer. Par conséquent, dans l'immédiat après-guerre, la direction est tombée entre les

mains de la nouvelle direction européenne, principalement Pablo. La mort de Trotsky a fait que notre Internationale n'a pas pu répondre avec rapidité aux nouveaux phénomènes soulevés par la guerre et l'après-guerre : la combinaison de la guerre inter-impérialiste avec la guerre contre-révolutionnaire, la division de l'Allemagne et sa disparition pour des décennies comme centre du processus révolutionnaire européen, l'occupation d'une partie de l'Europe - celle de l'Est - par l'URSS, la transformation de ces Etats en Etats ouvriers bureaucratés, les cas de la Yougoslavie et de la Chine, le « plan Marshall », la reconstruction capitaliste européenne et le boom économique. Les documents de notre Internationale après la mort de Trotsky sont sectaires et rudimentaires. Leur point fort est la défense des enseignements de Trotsky.

Mais de pair avec ces lourdes déficiences, grâce à son existence, grâce à sa méthode et à son programme, et grâce à la défense des enseignements de Lénine et de Trotsky, la Quatrième Internationale a été le seul courant du mouvement ouvrier qui a pu donner des réponses marxistes révolutionnaires à tous les phénomènes, bien qu'avec du retard. C'est ainsi que nous définissons correctement les nouveaux Etats ouvriers dirigés par le stalinisme comme bureaucratés. La crise de direction provoquée par la mort de Trotsky allait être dépassée lentement au fur et à mesure que commençait à mûrir la nouvelle direction de l'Internationale, principalement les directions des sections française et anglaise de cette époque. Ce processus de dépassement de la crise de direction provoquée par la mort de Trotsky s'interrompt abruptement suite au révisionnisme pabliste. L'impact de la « guerre froide » et des nouveaux Etats ouvriers bureaucratés sous domination staliniste, sur cette nouvelle direction de notre Internationale non éprouvée dans la lutte des classes, a eu des effets catastrophiques : il a fait voler en éclats le lent progrès et la maturation. Bien qu'on n'en soit pas arrivé à la destruction,

comme se proposait Pablo, notre Internationale s'est morcelée.

Ceci a été dû au fait que notre direction Internationale était - essentiellement - une direction intellectuelle, incapable de résister à la pression du stalinisme et des directions du mouvement de masses qui paraissaient toutes-puissantes, par leur contrôle des nouveaux Etats ouvriers et parce qu'ils faisaient face à l'impérialisme américain dans la « guerre froide ». Face à cette double pression de la contre-révolution impérialiste en pleine contre-offensive et du stalinisme - qui avait occupé l'Europe de l'Est pour mieux écraser la mobilisation indépendante et révolutionnaire du prolétariat de ces pays - Pablo capitule complètement au stalinisme et à toutes les directions bureaucratiques petites-bourgeoises du mouvement ouvrier. Sa politique d'« entrisme sui generis », son analyse selon laquelle la guerre froide obligerait les partis communistes à aller à la guerre civile et à la révolution ouvrière, sa théorie « d'un siècle d'Etats ouvriers déformés », étaient la tentative, de la part de Pablo, d'introduire de façon sournoise dans nos rangs une conception globale au service du stalinisme, une conception qui devrait justifier sa politique de trahison et de démobilisation. Son révisionnisme se manifestait concrètement dans le fait qu'il prétendait développer la Quatrième Internationale et ses sections, en abandonnant la lutte intransigeante contre le principal appareil contre-révolutionnaire du mouvement de masses : le stalinisme.

Le pablisme a eu des effets dévastateurs sur notre Internationale. Non satisfait avec la capitulation au stalinisme, il a commencé à capituler à toute direction ou appareil qui contrôlerait le mouvement de masses. Il justifiait cette capitulation par un faux objectivisme : la pression du mouvement de masses serait tellement forte qu'elle obligerait toutes les directions à adopter un cours centrisme révolutionnaire permanent de plus en plus progressiste, qui les mènerait inconsciemment vers le trotskysme. A cause de la direction pablisme, le nom glorieux et immaculé de notre Internationale et du trotskysme a été traîné dans le bourbier de l'opportunisme et de la trahison.

La synthèse de la trahison pablisme a eu lieu en Bolivie. Dans ce pays, le Parti Ouvrier Révolutionnaire (POR) bolivien, section de l'Internationale menée de la main de Pablo, a commis une des trahisons les plus monstrueuses contre une révolution au cours du 20^{ème} siècle, une trahison plus grande que celle des mencheviks contre la Révolution russe, que celle des sociaux-démocrates pendant et après la Première Guerre mondiale, que celle des stalinistes en Chine, en Allemagne ou en Espagne, etc. En Bolivie, la classe ouvrière, éduquée dans le trotskysme, a mené à bien, au début d'avril 1952, une des révolutions ouvrières les plus parfaites jamais connues : elle a détruit l'armée bourgeoise, elle a constitué des milices ouvrières et paysannes comme unique pouvoir réel dans le pays, et elle a organisé la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB) pour centraliser le mouvement ouvrier et les milices. La bureaucratie qui dirigeait la COB a remis le pouvoir, qu'elle avait en mains, au parti nationaliste bourgeois, au Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR). Le trotskysme bolivien était une puissance, il avait une grande influence dans le mouvement ouvrier et de masses, il avait pris part comme codirection à l'insurrection ouvrière et populaire qui avait détruit l'armée. Le Secrétariat International (SI), dirigé par Pablo, a donné l'orientation traître et réformiste de soutenir de façon critique le gouvernement bourgeois. La crise actuelle du trotskysme bolivien, la crise actuelle de toute la Quatrième Internationale, la puissance du stalinisme en Bolivie et de tous les mouvements nationalistes petits-bourgeois en Amérique latine, ont leur origine dans cette politique criminelle de collaboration de classes que Pablo a imposé en Bolivie à toute notre Internationale. Le principe révisionniste pablisme était toujours le même : le MNR, poussé par le mouvement de masses, allait être obligé de faire une révolution socialiste.

Le pablisme ne s'est pas contenté de brader la révolution bolivienne à un gouvernement bourgeois mais a étendu ses trahisons à la France et à l'Allemagne de l'Est. En 1953, une grande grève générale a explosé en France contre la volonté du stalinisme. Le pa-

blisme a non seulement fait de l'entrisme dans le Parti Communiste, mais il a cautionné la trahison de celui-ci. Il a fait de même avec le début de la révolution politique en Europe de l'Est. Quand les travailleurs de l'Allemagne de l'Est déclenchaient une grève générale à Berlin contre la bureaucratie, et les tanks russes entraient pour réprimer la grève, le Secrétariat International (SI) s'opposait à exiger le retrait de l'Armée Rouge et se faisait complice de la répression bureaucratique contre le mouvement ouvrier en Allemagne de l'Est. Il a fait la même chose au début de la révolution hongroise contre le stalinisme.

Bien que ce soit Pablo qui a mené cette déviation révisionniste jusqu'à ses dernières conséquences théoriques et politiques, le révisionnisme ne se limite pas à lui. Il s'agit d'un courant beaucoup plus vaste qui s'est chargé de maintenir, depuis lors, notre Internationale dans une crise permanente. Comme tout courant révisionniste, il s'agit d'un front sans principes, formé par différentes nuances et courants. Ce courant révisionniste, qui s'est approprié la direction de notre Internationale en 1951, se caractérise par le fait d'avoir capitulé systématiquement, pendant ces trente dernières années, aux directions bureaucratiques ou petites-bourgeoises du mouvement de masses, et par le fait d'avoir abandonné notre lutte intransigeante contre ces directions afin de construire et de développer nos partis, comme seule possibilité de dépasser la crise de direction révolutionnaire du mouvement de masses. C'est ainsi que le révisionnisme, au lieu de dénoncer ces directions bureaucratiques et petites-bourgeoises, a systématiquement capitulé devant elles, en les caractérisant comme progressistes, devenant l'aile gauche de courants bureaucratiques et petits-bourgeois et abandonnant toute activité indépendante trotskyste clairement délimitée de ces courants opportunistes. Etant donné ce caractère de front sans principes, le révisionnisme a à sa tête différents figures et dirigeants caractéristiques dans chaque étape de son développement. Mais tous ces figures, dirigeants et nuances ont en commun leur orientation de capitulation à ces courants op-



portunistes qui ont dirigé un jour une révolution triomphante ou un mouvement de masses. C'est pourquoi le révisionnisme a capitulé dans sa première étape au titoïsme, au maoïsme, au stalinisme et à ses différentes variantes en général, et finalement au MNR de Bolivie. A cette première étape révisionniste fait suite une seconde, la capitulation au castrisme.

Le fait que le castrisme, quand il a pris le pouvoir, était un courant petit-bourgeois du mouvement de masses et non un courant directement lié à la bureaucratie, a servi au révisionnisme pour jalonner sa capitulation depuis l'année 1960 jusqu'à présent. Cette capitulation au castrisme qui, de fait, définit l'Etat cubain comme un Etat ouvrier révolutionnaire et non comme un Etat ouvrier bureaucratique, a connu différentes étapes. La première a été de capitulation directe au castrisme. Suit alors la capitulation à la politique guévariste de guérilla, à l'échelle latino-américaine. Puis elle s'étend en Europe avec la capitulation à l'avant-garde guévariste et, après la mort du « Che », ultra-gauchiste. Et dernièrement, cette capitulation au castrisme s'est étendue au Front Sandiniste de Libération Nationale nicaraguayen (FSLN). Comme toujours, dans le révisionnisme il y a actuellement différentes nuances. Il y a le courant clairement révisionniste qui, tout comme Pablo en 1951, pousse ses positions jusqu'aux ultimes conséquences, c'est-à-dire qu'il capitule non seulement au FSLN mais directement au castrisme, à la direction vietnamienne, à la bureaucratie staliniste. Il y a d'autres courants qui sont révisionnistes avec une certaine honte, sur lesquels nous nous étendrons un peu.

Il y a un courant centriste qui accompagne comme une ombre les dirigeants qui expriment leurs positions révisionnistes avec clarté et sans ambages - comme Pablo en son temps et le SWP maintenant - et qui fait partie du même révisionnisme. Ce courant révisionniste a développé certains des points théoriques révisionnistes les plus importants comme, par exemple, qu'il y a un néo-impérialisme qui développe les forces productives, et d'autres variations théoriques révisionnistes du même genre. Deux faits caractérisent ce courant

(centriste, mais qui est une partie fondamentale de ce même révisionnisme) : d'abord qu'il ne rompt pas formellement avec les formulations trotskystes ; deuxièmement, qu'il est une partie organique du révisionnisme, bien qu'il discute avec lui à l'intérieur, mais sans le dénoncer comme révisionniste, puisqu'il se limite à souligner qu'il s'agit d'erreurs tactiques ou théoriques. Si ce courant défend formellement quelques positions trotskystes, c'est pour mieux faire passer sournoisement les positions révisionnistes. Il y a, de fait, une division des tâches entre ces deux nuances, une relation très semblable à celle qu'il y avait entre Bernstein et Kautsky à partir de l'année 1914.

En synthèse, nous pouvons dire que la caractéristique du révisionnisme est de soutenir, tout au long des trente ans de son histoire, ce qui suit :

1. Les forces productives de l'humanité continuent à croître sous cette nouvelle étape impérialiste, qu'ils définissent comme néo-impérialiste ou néo-capitaliste.

2. Les directions du mouvement de masses - bureaucratiques, stalinistes ou petites-bourgeoises - peuvent adopter un cours centriste, progressiste de façon permanente, qui les mène à des positions révolutionnaires. Plus concrètement, les directions bureaucratiques ou petites-bourgeoises, étant poussées dans le dos par la pression du mouvement de masses et la pression contre l'impérialisme, et pour avoir été dans l'obligation d'exproprier la bourgeoisie nationale, se transforment en centristes révolutionnaires, et il faut donc les soutenir et non pas les combattre frontalement comme directions opportunistes.

3. Comme conséquence de ce qui précède, il y a des zones du mouvement ouvrier, des pays, où il n'est pas à l'ordre du jour comme tâche urgente de construire des partis trotskystes pour mettre en échec ces directions contre-révolutionnaires.

4. Par conséquent, ni la construction de partis trotskystes ni la révolution politique ne sont à l'ordre du jour à Cuba.

Le centrisme à l'intérieur du révisionnisme justifie son attachement organique aux courants clairement révisionnistes en faisant valoir que nous les

définissons comme 'révisionnistes' suite à une exagération fractionniste, que notre définition n'est pas marxiste mais qu'elle colle une étiquette. Leur argument est que le révisionnisme se caractérise comme étant un courant du marxisme qui reflète les intérêts de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrière, et que dans notre Internationale, il n'y a jamais eu une bureaucratie. La moitié de ce raisonnement centriste est correcte : il n'y a du révisionnisme que s'il y a derrière lui des forces sociales, ennemies des besoins historiques de la classe ouvrière. Il se trompe quand il limite ces expressions sociales à la bureaucratie et à l'aristocratie ouvrière.

Pas tous les courants révisionnistes que connaît l'histoire du marxisme ont été le produit de la bureaucratie ouvrière. Le bernsteinisme, le premier révisionnisme, celui de la fin du 19^{ème} siècle et du début du 20^{ème}, n'a pas eu comme support la bureaucratie ouvrière, mais l'intellectualité petite-bourgeoise, qui s'était unie au parti social-démocrate allemand. Et à partir de là, il s'est étendu au monde entier en reflétant ce même secteur social. Dans notre propre mouvement, la même chose a eu lieu avec le shachtmanisme, avec l'antidéfensisme : cela a été un courant petit-bourgeois intellectuel qui mettait en question tous les principes fondamentaux de notre mouvement, parce qu'il reflétait un secteur de classe étranger au mouvement ouvrier et à ses secteurs les plus exploités.

Le révisionnisme pabliste et ses partenaires centristes ont leurs racines dans les mêmes secteurs, et pour la même raison, ils ont la même méthode de raisonnement que l'antidéfensisme. L'antidéfensisme a en commun avec le révisionnisme que tous les deux abandonnent la défense d'aspects fondamentaux de l'héritage marxiste révolutionnaire. L'antidéfensisme abandonne la défense de la plus grande conquête objective du mouvement ouvrier jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale : l'Etat soviétique de l'URSS. Et il capitule à l'avancée de la contre-révolution fondamentalement aux Etats-Unis. La caractéristique du révisionnisme moderne, et ce qu'il a de commun avec les antidéfensistes, est qu'il est aussi antidéfensiste, mais non pas de l'URSS,

mais de la Quatrième Internationale, la plus grande conquête subjective du prolétariat mondial, en cédant aux pressions des appareils contre-révolutionnaires du mouvement de masses ou des Etats ouvriers bureaucratés qui ont dirigé à contrecœur certaines luttes et les conquêtes plus progressistes du mouvement ouvrier. Les deux ont la même méthode d'application du principe d'identité, mais appliqué à des étapes différentes. Les antidéfensistes de l'URSS sont révisionnistes dans l'étape d'avancée de la contre-révolution ; les antidéfensistes de la Quatrième Internationale, dans l'étape d'avancée de la révolution.

Les antidéfensistes de l'URSS disaient : le stalinisme contre-révolutionnaire est le produit d'une avancée de la contre-révolution et l'URSS aussi est contre-révolutionnaire comme Etat. Ils mettaient un signe d'égalité entre la direction contre-révolutionnaire de l'Etat ouvrier et l'Etat ouvrier lui-même, sans voir qu'il s'agissait de phénomènes hautement contradictoires et qui faisaient partie de façon conjoncturelle d'un même ensemble : l'Etat ouvrier dégénéré. Le révisionnisme du trotskysme actuel met un signe d'égalité entre l'avancée de la révolution et les directions contre-révolutionnaires bureaucratiques :

comme la révolution avance, les directions qui sont à la tête du mouvement de masses, qu'elles soient bureaucratiques ou petites-bourgeoises, avancent aussi inexorablement avec elle.

Du point de vue formel, ce raisonnement obéit à une logique profonde : si les partis opportunistes continuent empiriquement à diriger la révolution socialiste internationale, pourquoi alors être sectaires en essayant de combattre ces partis et y opposer le nôtre ? Ils refusent ainsi de distinguer ces deux pôles hautement contradictoires de la réalité contemporaine, qui forment une unité conjoncturelle, momentanée, en mettant un signe d'égalité entre eux : la montée de la révolution est égale à la transformation révolutionnaire de la direction. De ce raisonnement, ils tirent la conclusion ouverte ou cachée que la Quatrième Internationale n'est plus nécessaire, qu'elle peut se transformer en une société fabienne internationale de l'époque révolutionnaire. C'est-à-dire qu'ils sont défaitistes en ce qui concerne la Quatrième Internationale, ils lui font perdre sa raison d'être : la lutte intransigeante contre les directions opportunistes dans la montée révolutionnaire, jusqu'à la défaite définitive de l'appareil contre-révolutionnaire dans le mouvement de masses ou dans l'Etat ouvrier bureaucraté.

Les deux révisionnismes, l'antidéfensisme ainsi que le pablisme et le courant centrisme qui raccommode le pablisme, répondent à la même raison sociale : il s'agit de dirigeants non issus de la chaleur des luttes du mouvement ouvrier, mais arrivés à la direction comme intellectuels, et qui ont trahi comme tels. Ce caractère de classe des courants révisionnistes explique leur survie, ainsi que le rôle centrisme en faveur du révisionnisme que l'autre nuance devait jouer. Tout le révisionnisme, dans ses différentes nuances, a en commun cette base de classe qui le fait impressionniste, enclin à être impressionné par les grands événements publiés par la presse bourgeoise ou bureaucratique. A cause de cela, il ne croit pas dans la classe ouvrière et ses luttes révolutionnaires, ni dans les possibilités de la Quatrième Internationale, comme c'est le cas avec tout courant petit-bourgeois. Il s'ensuit qu'ils cherchent toujours des raccourcis, des variantes qui nous évitent la place difficile et terrible que nous occupons comme combattants intransigeants contre les appareils bureaucratiques du mouvement de masses et comme constructeurs de partis trotskystes dans tous les pays du monde.



Thèse 11 - Le Comité Paritaire réorganise les forces qui ont résisté au révisionnisme.

Le révisionnisme pabliste a provoqué non seulement la crise la plus terrible de notre Internationale, mais aussi une résistance accrue. Malheureusement, cette résistance n'a pas été menée par une direction éprouvée à l'échelle internationale. Par la faiblesse de notre propre Internationale, il n'a pas été possible d'opposer une direction et une organisation internationales solides à la direction révisionniste. La résistance au cours révisionniste n'a pas été moindre pour autant, mais elle a acquis un caractère national, régional ou fragmentaire, étant donné la non-existence de cette direction internationale. Différents partis nationaux ou tendances internationales ou régionales ont résisté au révisionnisme. C'est pourquoi l'histoire de la résistance au cours révisionniste est une histoire accidentée et intimement liée au processus de la lutte des classes.

Le mérite historique d'avoir été la première à se rendre compte de ce que signifiait le pabliste comme courant révisionniste, traître aux principes trotskystes, appartient à la vieille section française - le Parti Communiste Internationaliste (PCI), actuellement l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI) - qui a mené pratiquement seule une bataille de principes. Les camarades français ont rapidement été soutenus par la plupart des trotskystes latino-américains, à l'exception des camarades boliviens inféodés au Secrétariat International (SI) et au pabliste (parmi lesquels il faut exclure le courant qui répondait à Lora et qui a eu une politique d'abstention).

En novembre 1953, le parti trotskyste le plus prestigieux et de tradition la plus importante, le Socialist Worker's Party (SWP) des Etats-Unis, s'est joint à la bataille contre le révisionnisme pabliste, en rompant spectaculairement avec lui. A partir de ce moment, le Comité International (CI) pour défendre notre Internationale de l'attaque révisionniste du pabliste est fondé.

Toutefois, à cause de l'influence du SWP, le CI n'a jamais dépassé son caractère d'un simple front unique de défense, d'organisation fédérative. Il ne

s'est pas élevé au niveau de tendance internationale. Avec des liens relâchés, incapable d'opposer une forte direction centralisée qui mènerait une bataille définitive contre le révisionnisme jusqu'à l'expulser de nos rangs et reconstruire notre Internationale sur des bases militantes et de principe, le CI a eu une vie presque végétative.

Les trotskystes latino-américains ont mené sans relâche une bataille contre cette conception du SWP. L'essence de la position de la direction du SWP était celle d'une Internationale ou d'un CI fédératif de trotskystes nationaux.

Etant donné cette position nationaliste du SWP, le parti hégémonique dans le CI, le révisionnisme n'a pas pu être mis en échec, bien que le CI ait regroupé quatre-vingt pour cent des forces trotskystes militantes dans le monde. Cette politique nationaliste du SWP a été combinée avec un changement de position du pabliste entre les années 1956 et 1959. Apparemment, à partir de ce changement au cours de la révolution hongroise ou suite à la révolution cubaine, la direction du SWP s'est efforcée d'obtenir une unification avec le SI pabliste, sans réaffirmer qu'il s'agissait d'une tendance clairement révisionniste.

Le SWP a eu hâte de rompre le CI, en dispersant ses forces, en provoquant une crise sérieuse de celui-ci, justement au moment où le révisionnisme était le plus affaibli. Le révisionnisme pabliste s'est sauvé grâce à la rupture du CI. La réunification de 1963, qui a mené à l'apparition du Secrétariat Unifié (SU), a eu cette rupture du CI comme conséquence.

Le fait de la lutte des classes qui a permis au SWP de rompre le Comité International et de faire le jeu au pabliste, a été la révolution cubaine, dirigée par une direction petite-bourgeoise non staliniste, le castrisme. Cet événement a provoqué une confusion profonde dans le mouvement trotskyste et spécialement dans les rangs du CI. Celui-ci n'a pas pu répondre de façon unitaire à ce nouveau phénomène qui, dans ses aspects plus généraux, a coïncidé avec l'analyse de

Trotsky à propos de directions petites-bourgeoises qui allaient au-delà de ce qu'ils voulaient contre la bourgeoisie. Ce qui a provoqué cette confusion, c'est le fait qu'il s'agissait d'une direction non-staliniste. Aucun courant du mouvement trotskyste n'a pu répondre avec une position de principe à ce phénomène nouveau et complexe. Personne n'a été capable de faire l'analyse suivante globale et de principe : en ayant exproprié la bourgeoisie, Cuba s'est transformé en un Etat ouvrier, mais en faisant cette révolution sous une direction petite-bourgeoise, profondément nationaliste (même si son nationalisme avait des aspects progressistes en ce moment, étant latino-américain), le nouvel Etat ouvrier était bureaucratique dès sa naissance. Par conséquent, une révolution politique et la construction d'un parti trotskyste étaient nécessaires, puisque le Mouvement 26 Juillet d'abord, et le PC cubain par la suite, étaient des partis petits-bourgeois ou bureaucratiques. En d'autres termes, une direction petite-bourgeoise ne cesse pas de l'être parce qu'elle n'est pas staliniste ou qu'elle est même antis-taliniste.

Le phénomène cubain s'inscrivait dans l'hypothèse hautement improbable du *Programme de Transition*, au même niveau que tous les autres Etats ouvriers bureaucratiques de cette après-guerre. Qu'il fût ou non staliniste, était un problème secondaire. Dans le CI, il y en avait qui, comme le SWP, soulignaient le caractère d'Etat ouvrier de l'Etat cubain et le caractère révolutionnaire du castrisme et qui disaient donc qu'il ne fallait pas construire un parti trotskyste. D'autres niaient le caractère d'Etat ouvrier et soulignaient le caractère petit-bourgeois opportuniste de la direction castriste et du Mouvement 26 Juillet, ainsi que la nécessité de construire un parti trotskyste qui les combattait. Le fait que le SWP ait rompu le CI a empêché qu'on arrive à une position correcte et de principe sur la révolution cubaine, ce qui a aggravé la confusion généralisée.

Pour le pabliste et le mandélisme, la révolution cubaine a été une magnifique

occasion de fortifier et de revitaliser leur révisionnisme, leur négation de la nécessité de construire des partis trotskystes. Le révisionnisme a trouvé l'occasion de transférer au castrisme la tâche de diriger la révolution socialiste, tâche qu'ils avaient d'abord laissée entre les mains du stalinisme. Le révisionnisme a changé d'étape mais a continué à être le même. Dans les années cinquante, la révolution, comme la transformation en partis révolutionnaires, passait par le stalinisme et par tous les appareils bureaucratiques ou nationalistes du mouvement de masses mondial. Dans les années soixante, le destinataire a changé : c'est le castrisme qui ferait les partis révolutionnaires puisque lui-même en était un. La rupture entre l'URSS et la Chine a pendant un temps mené le SI à formuler quelque chose dans ce sens concernant le maoïsme.

Ce qui est grave, c'est que le SWP ait totalement accepté cette révision du programme et de l'analyse trotskyste concernant le castrisme, bien qu'il ait correctement continué à s'opposer au maoïsme comme étant une variante staliniste nationale.

C'est ainsi que le SWP a avancé vers l'unification avec le SI. Derrière beaucoup d'affirmations programmatiques et de principe correctes, telles que la juste reconnaissance de Cuba comme Etat ouvrier, se dissimule une profonde capitulation au castrisme et l'abandon de la raison d'être du trotskysme : la nécessité impérieuse de construire un parti trotskyste à Cuba et dans le reste de l'Amérique Latine pour combattre ce courant petit-bourgeois à la tête d'un nouvel Etat ouvrier, le courant castriste, jusqu'à obtenir une révolution politique des travailleurs cubains contre lui. La base politique de la réunification passait par un accord révisionniste : ne pas combattre la direction castriste comme ennemi du trotskysme et du mouvement ouvrier.

Ce qui est resté du CI après la manœuvre de sa division par le SWP, n'a pas pu répondre avec une analyse et une politique globale au nouveau phénomène, comme conséquence fondamentale de sa direction healyiste.[§] Healy

[§] Jerry Healy était un dirigeant trotskyste anglais

a mis des années pour reconnaître que Cuba est un Etat ouvrier bureaucratique où la nécessité de la révolution politique était à l'ordre du jour. Il a répondu au nouveau front révisionniste du SU avec une analyse et une politique confuse qui fortifiait ce front au lieu de l'affaiblir.

Les années soixante sont celles de la grande confusion dans les rangs trotskystes, une confusion qui permit au révisionnisme de se ressaisir, puisque l'absence d'une analyse globale correcte et conséquente lui permit d'apporter de l'eau à son moulin d'une position et une politique révisionnistes de ne pas lutter pour la construction, à Cuba, du parti trotskyste qui dirigerait la révolution politique contre les directions petites-bourgeoises.

La nouvelle montée révolutionnaire qui commença aux environs de 1968 obligea les forces qui revendiquent le trotskysme, tant dans les rangs du SU que dans ceux du CI, à y répondre. Il y eut la grande grève générale de 1968 en France, le début de la révolution politique en Tchécoslovaquie durant la même année, le printemps de Prague, la montée révolutionnaire en Amérique latine, spécialement dans le Cône Sud, et la lutte incroyable du peuple vietnamien contre l'invasion américaine, ainsi que sa répercussion aux Etats-Unis mêmes avec un grand mouvement de masses pour obtenir le retour des soldats américains du Vietnam. Tout cela polarisa les forces et fut à l'origine d'une très forte lutte interne, tant dans le SU que dans le CI. Dans le SU s'ouvre, à partir de l'année 1969, une lutte qui est d'abord tendancielle et par la suite fractionnelle, entre la majorité du SU et ce qui deviendra la Fraction Léniniste Trotskyste (FLT), une lutte qui mena ses forces au bord de la rupture en maintes occasions. Cela commença comme une bataille - lors du Neuvième Congrès Mondial de 1969 - contre la stratégie de guérilla pour l'Amérique Latine de la majorité du SU, et il s'avéra vite qu'il ne s'agissait pas d'une simple discussion sur la stratégie, mais d'une discussion sur les principes, une discussion qui englobait tous les problèmes de méthode et relatifs au programme de notre Internationale. Comme toujours, au cœur du débat, il y a le problème de la nécessité impé-

rieuse de construire des partis trotskystes en combattant sans ambages les courants opportunistes au sein du mouvement de masses. Tout comme dans les années cinquante, où le révisionnisme a capitulé au stalinisme et à tous les appareils contre-révolutionnaires, et a abandonné ainsi la lutte pour construire des partis trotskystes, et dans les années soixante, quand il a capitulé au castrisme, dans les années soixante-dix, cette capitulation impliquait l'abandon de la lutte pour construire des partis trotskystes et le soutien à la guérilla guévariste latino-américaine et européenne, l'autre face petite-bourgeoise de l'opportunisme castriste.

Au fur et à mesure que se développait le combat avec la majorité révisionniste du SU et que de nouveaux événements fondamentaux de la lutte des classes avaient lieu, la FLT a commencé à se diviser elle-même entre une aile opportuniste, qui tendait à la collaboration avec la majorité du SU malgré ses positions antagoniques apparentes, et une aile qui intensifiait de plus en plus la lutte intransigeante contre le révisionnisme. L'aile opportuniste était dirigée par la nouvelle direction du SWP. Le fait qu'il s'agissait d'une nouvelle direction est qualitatif mais il n'enlève rien à la responsabilité de la vieille direction pour sa politique face à Cuba et au CI. La vieille direction était trotskyste : bien qu'avec des déviations sérieuses de national-trotskysme, elle reflétait de toute façon une tradition trotskyste et prolétaire. La nouvelle direction, venue du mouvement étudiant, avait des vases communicants de caractère social avec la vieille et la nouvelle direction européenne révisionniste, depuis son apparition. Ils faisaient tous partie du mouvement étudiant européen ou américain.

Les tendances qui s'opposaient frontalement au cours liquidateur et petit-bourgeois du SWP étaient la Fraction Bolchevique (FB) et la Tendance Léniniste Trotskyste (TLT). Au-delà des nuances, les deux tendances étaient unies pour combattre le cours de capitulation du SWP. Celui-ci résolut d'en finir avec la lutte intransigeante de la FLT contre la majorité du SU, fit un front sans principe avec cette dernière et en



cautionna ainsi la méthode, la politique et le programme révisionnistes.

A l'intérieur du CI, il y eut un phénomène semblable. La rupture du CI et l'apparition du Comité pour la Reconstruction de la Quatrième Internationale (CORQI) sont des phénomènes parallèles à la crise du SU et au surgissement et à la crise de la FLT. Ils obéissent aux mêmes raisons, à la montée de la révolution mondiale. Dans ce cas, le secteur healiste accomplit le même rôle révisionniste, nationaliste, que le SWP dans la FLT. Ce n'est pas par hasard qu'en ce jour au Nicaragua les positions du SWP et du healisme coïncident comme deux gouttes d'eau. Le CI se divisa en deux, une aile nationaliste sectaire, qui devint vite désespérément

opportuniste, tout comme le SWP, et l'autre aile, dirigée par l'OCI, qui défendit de façon intransigeante les principes trotskystes.

La nouvelle montée de la révolution mondiale, avec les grands triomphes révolutionnaires en Iran et au Nicaragua, et la montée en général en Amérique latine, firent exploser définitivement la Quatrième Internationale du SU. En soutenant de manière inconditionnelle le FSLN après la chute de Somoza, le SU trahit ouvertement les principes les plus élémentaires du trotskysme, tels que : la défense inconditionnelle de tout militant social ou politique poursuivi par un gouvernement bourgeois (dans ce cas, les militants trotskystes) ; la lutte systématique contre tout gouvernement

bourgeois ; la lutte dans les rangs du mouvement ouvrier pour l'indépendance de classe, en combattant de manière intransigeante les directions petites-bourgeoises comme le FSLN ; et la tâche permanente de la Quatrième Internationale de construire des partis trotskystes dans tous les pays du monde. Cette attaque a immédiatement donné lieu à un front unique de principe du CORQI, de la TLT et de la FB, qui organisa la défense unifiée des principes trotskystes. Dès le début, les membres du Comité Paritaire (CP) furent conscients qu'il ne fallait pas répéter les erreurs du CI et qu'il fallait un programme clair et une direction centralisée pour mettre en échec le révisionnisme.

Thèse 12 - Renforcement et crise des appareils contre-révolutionnaires

Dans ce siècle de luttes, principalement dans cette après-guerre, nous avons assisté à un renforcement de plus en plus fort des appareils bureaucratiques. Si ce processus continuait, il n'y aurait pas de possibilités de construire des partis trotskystes de masses et de dépasser la crise de direction. C'est pourquoi il est fondamental de faire une étude marxiste profonde de ce phénomène, ainsi que de sa contrepartie : la faiblesse de la Quatrième Internationale.

Avant la Première Guerre mondiale - pendant les cinquante années de montées et de triomphes réformistes du mouvement ouvrier - nous avons un renforcement des appareils contre-révolutionnaires, qui va de pair avec le développement d'une gauche révolutionnaire qui se consolide jour après jour, comme le démontre le renforcement du Parti bolchevique et la délimitation de cette gauche au sein du mouvement ouvrier d'autres pays européens.

Contrairement à ce processus, les vingt ans de triomphes contre-révolutionnaires qui précèdent la Deuxième Guerre mondiale ont mené à un renforcement absolu de ces appareils contre-révolutionnaires. Concrètement, le mouvement trotskyste devenait de plus en plus faible et le stalinisme de plus en plus fort, au fur et à mesure que la contre-révolution obtenait triomphe après triomphe. Ce ne sont pas les deux pôles du mouvement ouvrier qui se sont fortifiés - comme dans l'époque réformiste précédente - mais un seul, le pôle contre-révolutionnaire.

Contrairement à l'analogie que nous avons faite entre cette après-guerre immédiate et la précédente, la montée révolutionnaire et les triomphes du mouvement ouvrier ont servi durant ces trente dernières années à fortifier, apparemment de plus en plus, les appareils contre-révolutionnaires du mouvement ouvrier mondial. Ceci répond à une loi que Trotsky lui-même a décrit en certaines occasions. Le mouvement de masses dans sa montée révolutionnaire ne peut pas se pourvoir à lui seul d'une direction révolutionnaire, et il ne s'approche pas non plus à lui seul des

noyaux révolutionnaires infimes, presque inexistants. Il est obligé d'aller aux partis de masses existants et de les accepter - dans une première étape - comme sa direction, même si ces directions sont des appareils contre-révolutionnaires bureaucratiques. Cette combinaison de la montée révolutionnaire avec les appareils bureaucratiques et stalinistes, et avec les directions petites-bourgeoises comme le castrisme, a continué pendant longtemps, suite à notre extrême faiblesse, et a fait que l'expropriation de la bourgeoisie dans le tiers de l'humanité était dirigée par ces directions contre-révolutionnaires, dans un effort obstiné de celles-ci pour accompagner la mobilisation (même jusqu'à l'expropriation de la bourgeoisie nationale de nombreux pays) afin de la freiner. Mais, à son tour, cette expropriation de la bourgeoisie nationale, ainsi que ce surgissement d'Etats ouvriers contrôlés par la bureaucratie, ont constitué un nouvel élément qui a fortifié cette dernière et a fait qu'elle acquière une force redoublée et inattendue pour nous. L'expropriation de la bourgeoisie - ce grand triomphe révolutionnaire - a été exploitée par la bureaucratie pour gagner du prestige dans le mouvement ouvrier de son pays et du monde. L'accomplissement de cette tâche révolutionnaire colossale a consolidé des appareils contre-révolutionnaires gigantesques à l'échelle mondiale. L'avantage de l'expropriation de la bourgeoisie, la nationalisation de toute l'économie et le boom économique impérialiste ont permis à ces bureaucraties au gouvernement de provoquer un boom de l'économie de l'Etat national contrôlé par eux, ce qui leur a permis de prolonger leur pouvoir et leur prestige pendant plusieurs décennies.

Si cette combinaison n'était pas critique, instable, conjoncturelle, malgré le temps qu'elle subsiste, il n'y aurait pas de possibilité historique de dépasser la crise de direction et de construire l'Internationale. Il n'en est pas ainsi, heureusement. Au fur et à mesure que la montée continue, celle-ci commence à mettre en question et à effriter ces directions bureaucratiques. Cela a

toujours été ainsi. Le mouvement de masses a toujours dû faire l'expérience historique des directions traditionnelles, bureaucratiques, avant de les rejeter et de les détruire. La classe ouvrière s'est toujours dirigée vers ces partis de masses, même s'ils sont au service de la bourgeoisie, et ce n'est qu'après une expérience plus ou moins longue qu'elle les dépasse.

C'est pourquoi, bien que nous ayons vu un développement et un renforcement incroyables de la bureaucratie ouvrière et de leurs appareils, en même temps a commencé une crise lente mais croissante de ceux-ci, suite à la montée, comme le démontrent - entre beaucoup d'autres faits - le début de la révolution politique en Allemagne en 1953, et sa continuation en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968, ainsi que la crise continue, ouverte ou cachée, du stalinisme à l'échelle mondiale.

Contradictoirement, la source des crises les plus importantes des appareils contre-révolutionnaires se trouve dans la base de sustentation actuelle de son pouvoir énorme : le contrôle sur l'appareil gouvernemental des Etats ouvriers bureaucratés. Cette source de revenus et de privilèges sans fin pour la bureaucratie expose celle-ci comme l'ennemi immédiat et direct des masses de ces pays (tant qu'il n'y aura pas d'attaque impérialiste). Dans les Etats ouvriers bureaucratés, la bureaucratie ne peut pas dévier le mouvement de masse en disant que son ennemi est l'impérialisme, la bourgeoisie, les propriétaires nationaux. Elle apparaît elle-même devant les masses comme leur ennemi immédiat et direct. Les Etats ouvriers bureaucratés mettent à nu la bureaucratie ouvrière en la montrant comme un ennemi mortel et frontal du mouvement ouvrier mondial et de leurs mobilisations. La source actuelle de la force énorme des appareils bureaucratiques est aussi, pour la même raison, la source de sa faiblesse organique, structurelle, historique. Dans ces pays, toute mobilisation des opprimés, de la classe ouvrière et des travailleurs, va directement contre la bureaucratie. La montée révolutionnaire fait face ici,



sans médiation, aux appareils contre-révolutionnaires. Il suffira qu'elle affecte l'URSS ou la Chine pour que tous les appareils contre-révolutionnaires et bureaucratiques du monde entier commencent à chanceler et à entrer dans leur crise définitive. Voilà l'étape de la montée révolutionnaire mondiale dans laquelle nous sommes entrés : celle de la crise définitive des appareils contre-révolutionnaires du mouvement de masses et, principalement, du stalinisme.

Ceci est fondamentalement dû au fait que la bureaucratie est devenue un obstacle absolu au développement économique de ces pays, qui sont entrés dans une crise économique chronique.

Dans une certaine mesure, ce renforcement des appareils contre-révolutionnaires explique la faiblesse presque congénitale de notre Internationale. Toutefois, d'autres facteurs se combinent avec cela pour l'expliquer. En premier lieu, nous devons indiquer que là où nous nous sommes trompés le plus, c'est dans l'analogie que nous avons faite lors de la fondation de l'Internationale (l'analogie de cette dernière après-guerre avec la précédente), en ce qui concerne la construction de grands partis de masses. Nous croyons que le temps nécessaire pour construire un parti révolutionnaire a été sous-estimé, ainsi que les éléments subjectifs spécifiques qui mènent à cette formation. Un parti peut seulement obtenir influence de masses dans une montée révolutionnaire, mais l'inverse n'est pas

vrai : la montée révolutionnaire ne donne pas automatiquement une influence de masses au parti révolutionnaire. Parce que, pour qu'un parti révolutionnaire puisse acquérir influence de masses, beaucoup d'années de montée sont nécessaires pour pouvoir construire une direction et les cadres qui peuvent utiliser la montée pour fortifier leur parti dans le mouvement de masses. Ce processus subjectif de formation du parti révolutionnaire prend du temps. C'est pourquoi l'analogie qu'il faut avancer est celle que nous devons faire avec l'étape de formation des grands partis socialistes et fondamentalement du Parti bolchevique. Ces partis ont été construits dans un long processus de plusieurs décennies de montée du mouvement ouvrier. Que ce soit une montée réformiste dans laquelle on se proposait des tâches minimales, n'élimine pas le fait que ce sont ces décennies de montée qui ont permis de faire des partis socialistes très forts. La même chose s'est passé avec le Parti bolchevique, le seul parti marxiste révolutionnaire que cette époque de montée nous a donné. Le prolétariat russe et international a eu besoin de quarante ou cinquante ans de lutte pour structurer ce parti.

C'est la même chose avec notre Internationale, d'autant plus si nous tenons compte que nous n'évaluons pas suffisamment le rôle contre-révolutionnaire funeste des vingt années qui précèdent à la Deuxième Guerre mondiale et, fondamentalement, du stalinisme. Le stalinisme a accompli

le rôle d'effacer de la mémoire historique du prolétariat mondial les enseignements de la Révolution russe, en détruisant l'avant-garde révolutionnaire dans la période entre les deux guerres. Il a pratiquement coupé cette continuité historique, n'en laissant que quelques liens très minces. Et ces petits liens étaient entre les mains de notre Internationale. Ce fait a rendu beaucoup plus difficile encore la structuration des partis trotskystes de masses, déjà difficile en soi.

En même temps, l'existence du pablistisme a été un facteur supplémentaire fondamental, non seulement pour affaiblir mais aussi pour morceler la Quatrième Internationale dans tous ses secteurs, y compris dans ceux qui résistaient au révisionnisme pabliste.

C'est seulement ainsi que les partis trotskystes pourront être construits si la montée révolutionnaire, l'époque de guerres, de révolutions et de crise continue, bien que se sera toujours un processus lent et avec des sauts spectaculaires dans certains pays. Mais la nouvelle époque qui s'ouvre permettra dans une large mesure ces sauts spectaculaires dans la structuration de nos partis.

Il peut en être ainsi parce qu'après quarante ans de montée révolutionnaire, des milliers de cadres trotskystes sont apparus ayant accumulé de l'expérience et ayant passé l'épreuve, capables par conséquent de capitaliser la crise historique des appareils bureaucratiques contre-révolutionnaires, principalement du stalinisme.

Thèse 13 - Le stalinisme et le castrisme sont des agents contre-révolutionnaires, par leur politique et par le secteur de classe qu'ils reflètent.

Pour justifier son appui aux directions bureaucratiques et petites-bourgeoises du mouvement de masses, le révisionnisme a élaboré la théorie de la double nature : ces directions seraient bourgeoises dans un sens, prolétaires dans un autre. En ce qui concerne le castrisme, ce raisonnement se complète avec une considération politique : n'étant pas du stalinisme, une orientation révolutionnaire est garantie ou est déjà en place. Cette argumentation de caractère négatif - toute direction qui n'a pas une origine staliniste et exproprié la bourgeoisie est révolutionnaire - omet de prendre en compte rien que le fait que le castrisme s'est transformé en un parti staliniste.

Cette théorie, en plus d'être révisionniste, refuse de faire l'analyse marxiste, de classe, des phénomènes politiques. Les courants petits-bourgeois et bureaucratiques du mouvement ouvrier reflètent un secteur privilégié du mouvement de masses, un secteur qui a vu le jour dans l'époque impérialiste, qui est antagonique à la base ouvrière et populaire. Bien qu'Engels ait indiqué le problème, ni lui ni Marx n'ont pu étudier en profondeur la stratification de la classe ouvrière, provoquée par le développement capitaliste de la fin du 19^{ème} siècle, c'est-à-dire le surgissement d'une aristocratie ouvrière. Ils ont encore moins pu étudier le phénomène qu'ils ne sont pas parvenus à apercevoir, le surgissement d'une puissante bureaucratie ouvrière. Le capitalisme, dans son étape impérialiste, dans son étape finale, continue à utiliser les méthodes qui l'ont caractérisé pendant toute son existence et qui ont à voir avec son caractère de commerçant, de négociateur. Il s'est caractérisé et il se caractérise par la négociation avec des secteurs de classes qui lui sont défavorables, pour essayer de les corrompre et de les incorporer à son système. Il a fait ainsi avec le féodalisme, obtenant que des seigneurs féodaux ou des monarques absolus les servaient, et divisant par conséquent la classe féodale. Il a fait la même chose avec la

classe ouvrière : il a obtenu que, bien qu'étant la classe la plus homogène de la société contemporaine - beaucoup plus que la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie -, elle ne soit pas monolithique, qu'il y ait différents secteurs. Grosso modo, nous pouvons dire que, liés à la classe ouvrière, il y a trois secteurs clairement délimités, qui sont apparus dans l'étape impérialiste : la bureaucratie, l'aristocratie et la base ouvrière. Tant l'aristocratie comme la base font partie de la classe ouvrière, travaillent dans les entreprises capitalistes. La bureaucratie, par contre, ne travaille pas dans les entreprises capitalistes. Elle n'est pas une partie structurelle de la classe ouvrière mais de la classe moyenne moderne, selon la définition de Trotsky. De toute manière, comme elle vit de sa rémunération, de son salaire, nous pouvons la définir comme un secteur sui generis de la classe ouvrière, en accord avec Marx. Ce n'est pas cela qui est important, il s'agit d'indiquer le rôle de la bureaucratie, sa fonction dans la société contemporaine.

Il ne faut pas confondre la nature et la fonction de la bureaucratie avec sa situation sociale. Il ne faut pas croire que les contradictions que son origine et sa situation lui provoquent, font qu'elle change sa véritable nature. La bureaucratie est l'agent de la contre-révolution dans une institution ouvrière, dont elle s'approprie pour avoir une vie privilégiée, séparée de la base ouvrière. Voyons ce processus de plus près.

Les grands monopoles ne peuvent gouverner directement aucun pays ni aucun secteur social. Ils sont une partie infime de l'humanité et leurs personnages immédiats ne peuvent donc pas englober toute la société. Pour contrôler leurs entreprises, les gouvernements, les parlements, les partis, les syndicats, les armées, les policiers, l'appareil judiciaire et culturel, l'impérialisme et les grands monopoles sont obligés de faire appel à des secteurs spécialisés de la classe moyenne moderne, qui lui font courroie de transmission, comme

par exemple, les parlementaires, les technocrates et les exécutifs, les militaires, les politiciens et les bureaucrates. Parmi ces agents de l'impérialisme et des monopoles, il peut y avoir des luttes, de graves contradictions entre eux ou avec le capitalisme lui-même. Par exemple, les politiciens bourgeois parlementaires sont des agents dans les parlements des monopoles, mais ils ont des heurts graves qui les mènent jusqu'à faire face, y compris dans une guerre civile, comme en Espagne, avec les agents extraparlimentaires, fascistes des monopoles. Mais de ce fait nous ne pouvons pas tirer la conclusion que les agents petits-bourgeois parlementaires de l'impérialisme ont une double nature. Leur nature est toujours, malgré ces contradictions, celle d'être des agents des monopoles dans le parlement et, comme tels, ils défendent le parlement contre les fascistes, et contre les monopoles eux-mêmes si ceux-ci ont décidé de se passer du parlement. De la même façon, un directeur d'usine est un agent du capitalisme, tout comme les contremaîtres : c'est l'agent petit-bourgeois qui défend les intérêts capitalistes dans la production capitaliste. Sa nature est différente de celle d'un général, qui est agent militaire du capitalisme et de l'impérialisme. L'un est agent économique et l'autre militaire. Entre eux, il peut y avoir beaucoup de contradictions, y compris que les directeurs ne veulent pas les augmentations d'impôts pour augmenter la production de l'armement. De la même façon, un briseur de grève est un agent du capitalisme, spécialisé dans la tâche de rompre des grèves et des syndicats. Ce n'est pas la même chose qu'un bureaucrate syndical, qui est agent du capitalisme dans les syndicats et les grèves. Alors que le premier a comme tâche de détruire le syndicat ou toute grève qui se présente, le deuxième est obligé de défendre « son » syndicat et, à un certain moment, il peut être favorable à une grève qui défend son syndicat ou qui le fortifie, en entrant en contradiction avec



l'agent briseurs de grève ou avec le directeur. La bourgeoisie nationale dans les pays semi-coloniaux, par exemple, sera historiquement agent de l'impérialisme dans les frontières nationales, bien qu'à un certain moment elle puisse avoir des heurts profonds avec l'impérialisme lui-même, quand celui-ci attaque sa vie privilégiée.

La bureaucratie ouvrière est l'agent de l'impérialisme dans le mouvement ouvrier, c'est pourquoi elle a des heurts avec les autres agents de l'impérialisme et même avec l'impérialisme lui-même, quand celui-ci essaye de détruire les institutions ouvrières dont le contrôle et le monopole lui permettent d'avoir une vie privilégiée. Ceci ne signifie toutefois pas que la bureaucratie possède une double nature, mais justement qu'elle répond à sa nature d'agent de l'impérialisme au sein du mouvement ouvrier et de ses organisations. Comme tout secteur de la classe moyenne, agent de l'impérialisme, elle a une contradiction entre la défense de sa situation, de sa source de privilèges, et sa nature d'agent de l'impérialisme.

Ces caractéristiques générales sont typiques tant de la bureaucratie sociale-démocrate que de la bureaucratie staliniste.

La différence a à voir avec la plus grande force de la bureaucratie staliniste et les sources de ses forces, les institutions dans lesquelles chacun se trouve. La bureaucratie sociale-démocrate se trouve dans chaque Etat national dans de grandes organisations ouvrières, mais elle n'est arrivée à diriger aucun Etat ouvrier. La bureaucratie staliniste, par contre, se caractérise par le contrôle privilégié des Etats ouvriers, une institution infiniment plus puissante que la plus puissante des organisations sociales-démocrates. Mais quant à sa nature, il n'y a aucune différence qualitative : les deux sont des agents de la contre-révolution impérialiste dans les organisations ouvrières. La différence est qu'elles sont des agents dans différents types d'organisations ouvrières.

Quelque chose de semblable se passe avec les courants petits-bourgeois comme le castrisme, qui arrivent à diriger un mouvement révolutionnaire de masses et même à exproprier la bourgeoisie nationale et l'impé-

rialisme. Il s'agit d'un secteur social différent de la classe ouvrière qui, tout comme la bureaucratie, fait partie de la classe moyenne moderne. Rien ne le démontre mieux que le fait que, dès qu'ils prennent le pouvoir, ils deviennent aussitôt des technocrates ou des bureaucrates - étatiques ou politiques - sans problèmes sérieux. Si avant la prise du pouvoir ils étaient un courant de la classe moyenne moderne qui dirigeait un mouvement de masses, après la prise du pouvoir ils se transforment automatiquement, par leur différenciation spécifique avec la classe ouvrière, en bureaucratie.

Le révisionnisme soutient que ces courants petits-bourgeois, principalement le castriste, peuvent se transformer en ouvriers-révolutionnaires, comme conséquence d'avoir exproprié la bourgeoisie nationale et l'impérialisme. Nous pensons exactement le contraire. Pour des raisons sociales, ils ne peuvent jamais se transformer en un courant révolutionnaire qui reflète les intérêts des bases ouvrières, de ses secteurs les plus pauvres et les plus exploités. Cette impossibilité obéit à la plus élémentaire des lois marxistes. Aucun secteur socialement privilégié n'accepte de perdre ses privilèges ou de se transformer d'ensemble, comme secteur social, dans un autre secteur social inférieur, différent. Au contraire, tout secteur social avec des privilèges tend à les augmenter. Tout secteur privilégié peut, obligé par les circonstances objectives, aller au-delà de ce qu'il veut sur le terrain politique pour défendre ses privilèges et pour les augmenter, quand il se voit menacé de les perdre. Mais il ne combattra jamais ses propres privilèges en union avec les secteurs les plus exploités qui s'y opposent. Dans le processus historique, qui se développe justement par cette lutte d'intérêts, nous n'avons jamais vu qu'un secteur privilégié abandonne par sa propre volonté ses propres privilèges, c'est-à-dire qu'il se suicide comme secteur de classe. Si c'était le cas, alors le réformisme aurait raison.

Ces intérêts différents et privilégiés par rapport à ceux de la classe ouvrière, font que tant la bureaucratie que la petite-bourgeoisie qui dirige les mouvements de masses, sont une partie

historique de la contre-révolution mondiale, ennemis déclarés de la mobilisation permanente du mouvement ouvrier et des masses, de la révolution permanente à l'intérieur et à l'extérieur de leurs pays. Il s'ensuit que tout secteur privilégié défend la source de ses privilèges contre toute attaque ou tout danger potentiel d'attaque par la mobilisation de la classe ouvrière. Tout bureaucrate syndical défend son syndicat, et non seulement il le défend, il essaye que son syndicat progresse, mais dans le sens du « sien », du syndicat contrôlé par lui, non du syndicat contrôlé par la base ouvrière qui se mobilise de plus en plus. C'est pourquoi, tous ces secteurs sont unis politiquement avec l'impérialisme et avec les secteurs privilégiés qui existent dans le monde, pour freiner le processus de mobilisation permanente des masses, de la base ouvrière, paysanne et populaire, des secteurs les plus misérables et exploités. La nature d'agent de la contre-révolution de cette bureaucratie est donnée par cette lutte à mort de tous les secteurs bureaucratiques et petits-bourgeois - sans exception - contre la révolution permanente et contre son expression politique, le trotskysme, qu'ils considèrent leurs ennemis fondamentaux.

Rien ne démontre mieux le caractère contre-révolutionnaire de la bureaucratie que son rôle dans le processus économique. A l'intérieur des pays capitalistes, elle est toujours en faveur, directement ou indirectement, de l'exploitation de la classe ouvrière et des masses travailleuses. La sociale-démocratie garantissait à l'impérialisme du début du 20^{ème} siècle l'exploitation des colonies et de la classe ouvrière métropolitaine elle-même. Elle a continué avec cette politique depuis lors. Le stalinisme a toujours garanti la même chose aux empires amicaux. Ce caractère de la bureaucratie montre sa véritable nature quand il y a une situation critique, puisqu'elle peut se déguiser en négociant des miettes quand il y a un boom. C'est dans ces moments critiques, quand la bureaucratie, y compris la staliniste et souvent préférentiellement, soutiendra les plans de surexploitation des capitalistes « amis » et leur laissera le champ libre, ces capitalistes

avec lesquels elle arrive même à élaborer des plans conjoints pour dépasser la crise. Et si non, pour donner un seul exemple, c'est quoi alors l'appui sans ambages de Castro au gouvernement de Videla, qui applique le plus terrible plan de surexploitation qu'a connu l'histoire argentine ?

Dans l'économie des Etats ouvriers bureaucratés, le rôle de la bureaucratie staliniste est aussi funeste que celui qu'elle tient dans l'économie des pays capitalistes. Le boom économique impérialiste, la reconstruction d'une économie dévastée par la guerre en URSS et dans les premiers Etats ouvriers de cette après-guerre, ainsi que les avantages colossaux dérivés de l'expropriation de la bourgeoisie et de la nationalisation de l'industrie et du commerce extérieur, ont permis à la bureaucratie d'accomplir un rôle conjoncturel relativement progressiste pendant une certaine période. Mais au fur et à mesure que l'économie de l'Etat ouvrier bureaucraté commence à se développer, les

privileges et la conduite totalitaire de la bureaucratie sont devenus de plus en plus un obstacle absolu, ensemble avec « leur » Etat national, au développement des forces productives et à l'augmentation du bien-être des travailleurs. A partir de cet état des choses, qui commence à partir de l'année 1974, la bureaucratie commence à élaborer et à essayer d'appliquer des plans d'austérité pour surexploiter les travailleurs. Elle a augmenté la production d'armements, non seulement pour défendre ses privilèges de l'attaque possible de l'impérialisme ou d'autres Etats ouvriers bureaucratés, mais principalement pour se défendre contre la mobilisation des travailleurs. Ce sont les seules solutions que la bureaucratie envisage pour dépasser la crise sans issue de son économie. A ce niveau, sauf des conjonctures exceptionnelles, la bureaucratie fait partie indissoluble de la contre-révolution mondiale comme frein absolu au développement des forces producti-

ves et comme exploitateur de plus en plus terrible des travailleurs.

L'aristocratie ouvrière est la courroie de transmission de la bureaucratie vers le mouvement ouvrier. Par son intermédiaire, la bureaucratie essaye d'imposer un régime bureaucratique et totalitaire dans les organisations ouvrières, qui lui permet de les manipuler et d'augmenter ses privilèges. Pour obtenir ceci, elle développe - ensemble avec l'impérialisme - l'aristocratie ouvrière, comme la meilleure façon de freiner la mobilisation de la base ouvrière, de négocier de façon permanente et de pratiquer la collaboration de classes au niveau national et la coexistence pacifique au niveau international.

C'est pourquoi, le socialisme dans un seul pays, le syndicalisme dans un seul syndicat, la collaboration de classes au niveau d'un pays et la coexistence pacifique au niveau international sont les axes centraux de la politique de la bureaucratie et de la petite-bourgeoisie.



Thèse 14 - Les forces productives décroissent alors que les forces destructives ne cessent de croître pendant le boom économique.

L'inexistence d'une crise comme celle de 1929 - c'est-à-dire, d'un choc qui affecte tout le monde capitaliste depuis le centre jusqu'à la périphérie - au cours de cette après-guerre, le boom économique des pays impérialistes et des pays les plus développés du monde pendant vingt ans (à partir de 1950, approximativement), ainsi que la combinaison de ces éléments avec un développement technologique spectaculaire, ont conduit le révisionnisme à soutenir une nouvelle conception économique, antimarxiste.

Cette conception soutient, d'abord, qu'une nouvelle étape s'est ouverte, néo-capitaliste ou néo-impérialiste, qui se différencie de l'étape impérialiste, définie par Lénine comme une étape de décadence totale, de crise chronique de l'économie capitaliste. En généralisant abusivement ces nouveaux faits, ce nouveau courant théorico-politique accepte la théorie des économistes bourgeois ainsi que celle de la bureaucratie et les transfère dans nos rangs comme une théorie économique justifiant sa capitulation aux appareils bureaucratiques.

La seconde révision - la principale - est l'affirmation que dans cette supposée nouvelle étape, les forces productives vivent un développement colossal, grâce à l'énorme progrès technologique. Il s'agit d'une conception anticlassiste et antihumaine, et qui est précisément la base de sustentation des idéologues de l'impérialisme.

Pour les marxistes, le développement des forces productives est une catégorie formée par trois éléments : l'Homme, la technique et la nature, la principale force productive étant l'Homme, concrètement la classe ouvrière, le paysannat et tous les travailleurs. Nous considérons donc que le développement technique n'est pas un développement des forces productives s'il ne permet pas l'enrichissement de l'Homme et de la nature, c'est-à-dire, un plus grand contrôle de la nature par l'Homme, et de celui-ci sur sa société.

La technique - comme la science et l'éducation - sont des phénomènes neutres qui deviennent productifs ou

destructifs selon l'utilisation classiste qu'on leur donne. L'énergie atomique est une découverte scientifique et technique colossale, mais transformée en bombe atomique, c'est une grande tragédie pour l'humanité, qui n'a rien à voir avec le progrès des forces productives mais avec celui des forces destructives. La science et la technique peuvent être à l'origine de l'enrichissement de l'Homme - développer les forces productives - ou de sa décadence et de sa destruction. Cela dépend de son utilisation, et son utilisation dépend de la classe qui les a entre ses mains. Actuellement, le développement des forces productives est freiné non seulement par l'existence de l'impérialisme et de la propriété privée capitaliste, mais aussi par l'existence des Etats nationaux, parmi lesquels nous incluons les Etats ouvriers bureaucratés. Dans l'époque d'agonie du capitalisme, ces Etats nationaux accomplissent le même rôle néfaste que les fiefs dans la période de transition du féodalisme au capitalisme.

Dans cette après-guerre, nous avons vu le développement colossal de l'industrie de l'armement, c'est-à-dire des forces destructives de la société, et aussi un développement de la technique qui a mené à un appauvrissement de l'Homme, à une crise de l'humanité, à des guerres croissantes et à un début de destruction de la nature. L'actuel développement de l'économie capitaliste et bureaucratique a une tendance croissante à la destruction de l'être humain et de la nature humanisée. L'analyse révisionniste sur ce point est partielle et analytique, parce qu'elle ne définit ni les conséquences du développement ni ses tendances.

Si le révisionnisme avait raison, ses conceptions signifieraient que nous sommes entrés dans une époque réformiste, dans laquelle il s'agirait d'obtenir la plus grande participation possible en faveur des travailleurs dans ce processus progressiste de développement. S'il en était ainsi, toute la conception du *Programme de Transition* serait erronée. Mais l'actuelle étape de capitalisme produit de la misère croissante

pour les masses. Le contrôle de l'économie mondiale par l'impérialisme est un obstacle au développement des forces productives. Et le marxisme, le léninisme et le trotskysme sont plus que jamais d'actualité, parce qu'ils sont la seule science qui explique pourquoi s'ouvre une étape révolutionnaire : parce que le développement des forces productives est bloqué par le régime social dominant, à tel point que celui-ci provoque une décadence, une crise dans le développement de ces dernières.

La troisième révision est la conséquence de la précédente : si les forces productives se sont développées sous le néo-capitalisme, les travailleurs améliorent constamment et systématiquement leur niveau de vie à l'échelle mondiale. Le grave problème pour les masses cesse d'être la misère, puisqu'en consommant de plus en plus, elles s'aliènent.

Les faits ont été tellement catégoriques contre cette théorie révisionniste que l'on essaye aujourd'hui, de façon honteuse, de la dissimuler. Mais c'était bel et bien la position officielle du révisionnisme dans les années soixante : la misère des masses est relative, puisque celles-ci améliorent de plus en plus leur niveau de vie, et non absolue, comme le marxisme le prétend pour l'époque impérialiste. Les faits et la conception marxiste orthodoxe soutiennent que s'ouvre une étape de révolution, quand la vie devient insoutenable pour les masses, quand il y a du chômage, une misère croissante, une baisse du salaire, etcetera. L'économie impérialiste et capitaliste, tout comme la bureaucratique, dans son étape de crise définitive, de putréfaction et de confrontation à la révolution socialiste mondiale, est l'étape de la misère croissante et absolue du mouvement de masses pris dans son ensemble. Pour formuler sa théorie, le révisionnisme a pris comme référence la situation de la classe ouvrière des pays avancés pendant le boom et non l'ensemble des masses.

La quatrième révision est celle qui soutient que les crises économiques de l'impérialisme - du genre de celle de

1929 - ont disparu et qu'au contraire, l'impérialisme vit un boom économique soutenu. Cette conception ignore le caractère exceptionnel et conjoncturel du boom, et donc aussi des faits que l'on veut ainsi expliquer. Celle supposée nouvelle étape n'est rien d'autre, en réalité, que celle de l'économie capitaliste dans sa crise définitive, de putréfaction et, fondamentalement, de confrontation à la révolution socialiste mondiale. L'actuelle économie impérialiste, y compris son boom, ne peut seulement être comprise que comme partie dépendante du contexte politique et social, en lien avec le processus total de la lutte entre la révolution socialiste internationale et la contre-révolution dans le monde. La politique domine l'économie dans cette époque et avec la méthode de séparation révisionniste on ne peut rien comprendre.

Ce sont les grands événements politiques d'après-guerre qui expliquent l'absence d'une crise comme celle de 1929, et non l'automatisme économique à lui seul. Tous les phénomènes économiques « anormaux » ont à voir, en dernier ressort, avec la politique contre-révolutionnaire du Kremlin et du stalinisme partout dans le monde. Sans cette politique consciente, il n'y aurait pas eu de boom économique, ni de « plan Marshall », ni de récupération de l'économie allemande, japonaise et européenne dans son ensemble, et nous aurions assisté, dans les pays capitalistes avancés, à des crises de loin supérieures à celle de 1929. Le fait qu'il n'en ait pas été ainsi, n'est pas dû aux tendances les plus puissantes de l'économie capitaliste dans son état de putréfaction, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas d'un phénomène économique mais de phénomènes politiques comme, par exemple, le fait que le Kremlin ait ordonné aux partis communistes occidentaux de soutenir le rétablissement de l'économie capitaliste dévasté par la

seconde guerre impérialiste, oeuvrant ainsi pour que la classe ouvrière se sacrifie pour relever ces économies capitalistes.

L'activité du stalinisme, comme agent de la suraccumulation et des bénéfices extraordinaires, a été l'instrument politique qui a permis cela. Cette politique a permis au Kremlin à son tour de reconstruire l'économie de « son » Etat ouvrier bureaucratisé, et de se fortifier relativement dans sa sphère d'influence.

Mais malgré l'aide du Kremlin, l'impérialisme est seulement parvenu à transformer les crises cycliques catastrophiques - du genre de celle de 1929 - en une crise chronique capitaliste mondiale qui est allée de la périphérie au centre, considérant le monde capitaliste comme un seul ensemble, y compris les Etats ouvriers bureaucratisés qui sont une partie contradictoire de ce système économique mondial dominé par l'impérialisme.

Le boom économique était initialement basé sur le sacrifice et la surexploitation du prolétariat des pays avancés, qui s'est laissé exploiter par ordre du Kremlin, et postérieurement, une fois que l'économie des pays avancés est entrée dans le boom, sur l'exploitation de plus en plus terrible des pays arriérés, engendrant une misère croissante et absolue. A son tour, cette reconversion de l'économie capitaliste a donné lieu à une économie au service de la contre-révolution mondiale, qui s'est manifestée dans le plus grand développement de la production d'armements jamais connu dans l'histoire de l'humanité, c'est-à-dire dans la plus colossale production de moyens de destruction.

Tous ces phénomènes ont créé les conditions pour que la crise avance, progressivement, de la périphérie au centre du système capitaliste mondial et arrive, déjà à partir de 1974, aux pays capitalistes avancés et aux Etats ouvriers bureaucratisés. Sa manifestation

la plus évidente - non la cause mais les faits spectaculaires qui l'illustrent - sont l'inflation croissante, la crise dans les prix du pétrole et sur le marché mondial, la crise du dollar et du système monétaire international, les hausses des prix de l'or, etcetera.

En complétant cette chaîne qui éloigne le révisionnisme du marxisme, en acceptant la conception des théoriciens de la bureaucratie du « socialisme dans un seul pays », le pablisme a accepté les prémisses du stalinisme selon lesquels, dans le monde actuel, il existe deux mondes qui s'affrontent économiquement et politiquement et sont antagoniques : celui de l'impérialisme et celui des Etats ouvriers bureaucratisés. Il n'en est rien, tant sur le terrain politique qu'économique. Il n'y a pas deux mondes économiques à l'échelle mondiale. Il y a une seule économie mondiale, un seul marché mondial, dominé par l'impérialisme. Dans celle-ci, il y a des contradictions plus ou moins aiguës avec les Etats ouvriers bureaucratisés où la bourgeoisie a été expropriée. Ce ne sont toutefois pas des contradictions absolues, mais relatives, à cause d'une raison politique et une autre économique. La bureaucratie dominante dans ces Etats ouvriers défend « ses » frontières nationales, elle ne tend pas à les détruire en développant une fédération d'Etats ouvriers. C'est pourquoi elle fait des efforts désespérés pour pratiquer la collaboration de classes à l'échelle internationale, c'est-à-dire la coexistence pacifique avec l'impérialisme. L'économie de tous les Etats ouvriers, bureaucratisés ou non, est soumise à l'économie mondiale contrôlée par le capitalisme, aussi longtemps que l'impérialisme sera encore plus fort économiquement. C'est la raison pour laquelle l'économie des Etats bureaucratisés a suivi comme une ombre les cycles de l'économie capitaliste mondiale.



Thèse 15 - Une étape de révolutions de février sans aucune révolution d'octobre

Contre toutes nos prévisions, aucune révolution d'octobre (trionphante ou mise en échec) n'a eu lieu après la révolution russe. Cette après-guerre, en dépit d'être l'étape la plus révolutionnaire de l'histoire, a seulement donné lieu à des révolutions de février, quelques-unes victorieuses, d'autres pas et certaines congelées, mais seulement des révolutions de février.

Avant d'approfondir l'affirmation précédente, nous devons faire la distinction entre la Révolution d'octobre et l'expropriation de la bourgeoisie, puisque, avant la guerre, la seule révolution qui est arrivée à exproprier la bourgeoisie a été celle d'octobre 1917, ce qui nous a amenés à une fausse analogie et à l'affirmation que les deux termes sont synonymes. L'expérience de cette après-guerre démontre qu'il n'en est pas ainsi.

Comme toute révolution, celle d'octobre est un processus essentiellement politico-social avec des conséquences économiques. Elle a deux caractéristiques qui la différencient franchement de toutes les autres révolutions. La première est l'apparition d'organisations révolutionnaires de pouvoir ouvrier et de masses, comme les soviets. La seconde est intimement liée à la précédente et est déterminante : l'existence d'un parti marxiste révolutionnaire qui dirige l'insurrection et la lutte armée et prend le pouvoir, seulement comme moyen pour développer la mobilisation des masses et la révolution socialiste internationale. *A défaut de ces deux conditions, il n'y a pas de révolution d'octobre.*

La révolution de février est différente de celle d'octobre, mais est intimement liée à elle ; elle doit être le prologue obligé de celle d'octobre pour que la révolution continue à avancer.

Février est une révolution ouvrière et populaire qui fait face aux exploités impérialistes et bourgeois, ainsi qu'aux propriétaires fonciers liés à la bourgeoisie, et détruit l'appareil étatique bourgeois ou provoque sa crise. Par leur dynamique de classe et par l'ennemi auquel elles font face, les deux sont des révolutions socialistes. La différence se

situe dans le différent niveau de conscience du mouvement de masses et, principalement, dans la relation du parti marxiste révolutionnaire avec le mouvement de masses et le processus révolutionnaire en cours. Bref, la révolution de février est inconsciemment socialiste, tandis que celle d'octobre l'est de manière consciente. Nous pourrions dire - à la manière de Hegel et Marx - que la première est une révolution socialiste *en soi*, tandis que la seconde l'est *pour soi*.

Les révolutions de février ont une logique qui reflète la situation du mouvement ouvrier et des masses dans cette étape de montée révolutionnaire. Presque toutes les révolutions apparaissent quand, pour le mouvement de masses, ses nécessités objectives profondes en arrivent à une situation intolérable. Mais par rapport à cette situation objective qui mène à la révolution, son niveau de conscience et celui de ses directions restent en retard. Malgré ce retard, les révolutions ont lieu. Ceci tient au fait que le prolétariat - contrairement à la bourgeoisie sous le féodalisme - ne peut pas faire mûrir sa conscience dans les conditions du capitalisme. Ce n'est pas un processus évolutif mais révolutionnaire. Le prolétariat acquiert sa conscience comme classe dominée pendant qu'il lutte contre une autre classe pour le pouvoir.

Cette combinaison - le bas niveau de conscience avec une mobilisation révolutionnaire d'une envergure telle qu'elle parvient à faire une révolution - est à l'origine de la révolution de février. Le bas niveau de conscience que ce mouvement ouvrier a encore pendant la révolution, permet aux appareils contre-révolutionnaires et aux courants petits-bourgeois (réformistes par leur programme et leur conception) de rejoindre ce mouvement et de le diriger pendant une étape.

La révolution de février est complètement différente de celle d'octobre en ce qui concerne le niveau de conscience et de direction. Celle d'octobre se caractérise par le fait qu'elle a à sa tête une direction marxiste révolutionnaire, celle de février est dirigée par les appareils

bureaucratiques et petits-bourgeois du mouvement de masses. Ce secteur consciemment contre-révolutionnaire comprend la signification de la révolution de février et intervient justement pour la maintenir à ce bas niveau de conscience et au stade démocratique-bourgeois limité au cadre national, en empêchant qu'elle se transforme en socialiste. Autrement dit, il intervient pour freiner son ennemi mortel, la mobilisation permanente des masses.

Ceci est possible parce que, généralement, les tâches auxquelles fait face la révolution de février sont démocratiques. Suite au retard du mouvement de masses et de la situation objective de la lutte des classes, ces révolutions ont toujours été faites contre des dictatures despotiques, contre le totalitarisme et le bonapartisme caractéristique du capitalisme dans son étape d'agonie. A cause de cela, et pour freiner la mobilisation, l'opportunisme dirigeant peut proclamer qu'il faut arrêter la révolution dans la réalisation de ces objectifs démocratiques ou nationalistes.

Trotsky a fait une analyse brillante de la révolution de février et de sa relation avec celle d'octobre. Il a indiqué son caractère de révolution socialiste qui donne le pouvoir à la bourgeoisie nationale à travers les directions opportunistes. Tant ses études que les documents de Lénine de 1917 indiquent comment toute révolution de février pouvait - comme variante hautement improbable - obliger les partis opportunistes, pressés par le mouvement de masses mais justement pour le contrôler, aller au-delà de ses programmes et de ses intentions, et arriver même à rompre avec la bourgeoisie comme un pas vers l'expropriation du capitalisme et la structuration d'un Etat ouvrier. Mais cette perspective politique et théorique était, répétons-le, hautement improbable. L'analyse classique de Trotsky et de notre Internationale a été que la révolution de février est l'antichambre de la révolution d'octobre, et sans cette dernière il ne peut pas y avoir de rupture avec la bourgeoisie, d'expropriation de cette dernière, ni même d'accom-

plissement des tâches démocratiques-bourgeoises qui subsistent.

Quant aux tâches, nous n'avons pas eu raison, puisque le tiers de l'humanité est arrivée à exproprier la bourgeoisie et a accompli d'importantes tâches démocratiques (mettre en échec des dictateurs, exproprier des propriétaires fonciers, distribuer la terre aux paysans, etcetera) sans révolution d'octobre, sauf en URSS. Mais du point de vue historique et du développement de la révolution socialiste, Trotsky avait raison : si après la révolution de février ne survient pas celle d'octobre - c'est-à-dire, la conquête du pouvoir par le parti marxiste révolutionnaire soutenu dans l'organisation révolutionnaire du mouvement de masses - il n'y a pas de possibilité que la révolution s'accélère et acquière un caractère permanent.

Le fait que nous ayons confondu les révolutions de février avec les révolutions démocratiques-bourgeoises, nous a mené à ne pas y donner d'importance. En réalité, février a une importance fondamentale et décisive, autant que la conquête des grands syndicats dans l'époque réformiste. Ce siècle a démontré que ce sont des catégories différentes, bien qu'elles aient été combinées dans la révolution russe. Février est une révolution socialiste, catégoriquement socialiste, qui détruit l'appareil étatique capitaliste par une lutte armée révolutionnaire des travailleurs. Le fait que les tâches démocratiques soient ou non l'axe essentiel du programme de la révolution est un problème qui entre dans le *Programme de Transition*. Le processus transitionnel qui mène à la révolution de février donne un poids énorme aux tâches démocratiques. Mais ceci ne signifie pas qu'il s'agisse d'une révolution démocratique-bourgeoise. Dans ce siècle - sauf exceptions comme la révolution russe - il n'y a pas d'autres révolutions démocratiques-bourgeoises. Il n'y a que des révolutions socialistes, bien qu'avec ou sans maturation du facteur subjectif.

En Russie, il y a eu une combinaison de révolution socialiste avec une révolution démocratique-bourgeoise dans celle de février. Mais ceci était dû à l'existence du tsarisme et des propriétaires fonciers qui le soutenaient. Malgré cela, le caractère démocratique-

bourgeois - c'est-à-dire, la lutte contre les restes féodaux - n'a pas été déterminant, puisque le tsarisme lui-même faisait partie du régime impérialiste mondial et était intimement attaché au capitalisme russe.

Sauf quelques exceptions, cette situation n'existe déjà plus dans le monde. Il n'y a déjà plus de tsars ni de propriétaires fonciers féodaux dominants. Partout dominant l'impérialisme, le capitalisme, les propriétaires fonciers capitalistes ou la bureaucratie. Toutes les révolutions actuelles sont socialistes par l'ennemi auquel elles font face - la bourgeoisie et son appareil étatique - et par le caractère de classe de ceux qui les font, les travailleurs. Le prolétariat a été obligé - d'une part, à cause de l'agonie du capitalisme, sa putréfaction, le recul général qu'il fait subir à l'humanité, et d'autre part, à cause de ses préjugés, son bas niveau politique et l'existence de directions bureaucratiques et petites-bourgeoises qui renforcent ces préjugés et ces conceptions - de mener à bien une révolution de février comme prologue à la nécessaire révolution d'octobre. Le prolétariat paye avec un sacrifice et un effort historique double, ce retard de son niveau de conscience et de cette décadence du capitalisme.

Nous devons enrichir l'analyse de la révolution russe en donnant une importance énorme à la révolution de 1905 et à celle de février 1917. Nous devons étudier leur relation avec octobre, parce que, contrairement à tout ce que nous croyons, il y a eu des révolutions de 1905 et de février, et pas de révolutions d'octobre. Toutes les perspectives et hypothèses que la révolution de février a ouvertes, qui sont restées sur le bord de la route par le triomphe d'octobre, sont apparues dans cette après-guerre. Nous pouvons dire que cette après-guerre est l'étape de la révolution socialiste inconsciente ou de février généralisée, au niveau de toute la planète. Vue dans une perspective historique, théorique, février possède une logique et une importance profondes. Si nous acceptons qu'il n'y ait une révolution que quand le prolétariat industriel, dirigé par son parti marxiste, la fera, le processus révolutionnaire du mouvement de masses serait paralysé. Il ne pourrait faire aucune révolution tant que sa cons-

science et celle de son parti n'auraient pas mûri, la lutte des classes s'arrêterait et les travailleurs ne pourraient avancer dans la réalisation d'aucune conquête. Il n'en est pas ainsi. Les luttes révolutionnaires des masses continuent à obtenir de grandes conquêtes historiques, en faisant des révolutions triomphantes malgré leur immaturité.

Ceci nous emmène au problème de savoir quelles possibilités existent pour que de nouvelles révolutions d'octobre aient lieu. En dernier ressort, toute l'attaque du révisionnisme, avec l'utilisation d'expressions prises de la sociologie bourgeoise, va contre ce qu'ils appellent le « modèle de la révolution d'octobre ». Tout comme Pablo, ils soulignent que dans cette après-guerre, le modèle ne s'est pas répété, et ils en tirent la conclusion révisionniste selon laquelle ce type de révolution est chose du passé et qui ne se répètera pas. Selon eux, une nouvelle théorie révolutionnaire voit le jour. Mais, comme tout courant révisionniste, ils qualifient de nouvelles, des vieilles théories de l'époque prémarxiste, quand les révolutions démocratiques populaires contre l'absolutisme étaient à l'ordre du jour. Ils appellent « nouveau modèle » un modèle fort ancien, celui de toutes les révolutions démocratiques qui ont précédé octobre.

Nous croyons précisément le contraire. Il n'y a aucune raison pour que de nouvelles révolutions d'octobre ne se produisent pas. Celles de février mûriront dans la conscience du prolétariat et cette maturation, à son tour, contribuera au renforcement de nos partis. Et ces deux processus mèneront inévitablement à la révolution d'octobre, tout comme celle de 1905 et celle de février 1917 ont mené à l'octobre bolchevique. C'est une séquence inévitable de la montée révolutionnaire. Ce que nous devons reconnaître toutefois, c'est que le triomphe d'octobre est beaucoup plus difficile que celui de février, et aussi que les révolutions de février ont lieu et avancent plus que ce que nous croyions, étant donné des circonstances objectives. Mais cela ne peut pas nous mener à faire reculer la pensée marxiste, pour théoriser que les révolutions de février soient les seules



qui peuvent avoir lieu dans cette étape révolutionnaire, celle d'octobre étant une exception unique.

D'autre part, toute révolution de février qui ne se transforme pas en révolution d'octobre dégénère inévitablement. Il n'y a aucune révolution de février qui puisse avoir un rythme permanent, parce que le rôle des directions petites-bourgeoises et bureaucratiques qui sont à la tête est toujours le même : congeler le processus de révolution permanente, freiner, museler, mettre en échec le mouvement de masses. C'est pourquoi toute révolution de février - avec ou sans expropriation de la bourgeoisie - est à l'origine de révolutions de février récurrentes. Cela signifie que la révolution de février ne constitue pas une solution de fond du processus révolutionnaire. Elle oblige toujours à faire de nouveaux févriers ou de grandes mobilisations de masses pour freiner le recul inévitable provoqué par les

directions traîtres. Un exemple magnifique de ce phénomène est le fait que la trahison des mencheviks et des social-révolutionnaires a obligé les masses à réaliser la grande mobilisation contre Kornilov. Voyons un autre exemple : la révolution portugaise de 1974 a été une grande révolution de février qui n'a pas été transformée en octobre et qui a finalement mis le gouvernement de droite d'Eanes au pouvoir.

Comme la révolution de février ne résout rien - même si elle obtient de grands triomphes -, elle donne lieu à des févriers récurrents. La révolution de février a non seulement lieu dans beaucoup de pays dans cette étape révolutionnaire mais elle se répète aussi plusieurs fois dans un même pays, aussi longtemps qu'elle n'avance pas jusqu'à octobre. C'est pourquoi nous devons mieux préciser la caractérisation de cette époque comme révolutionnaire : c'est l'étape des révolutions objectives,

que le facteur subjectif soit présent ou non. La montée révolutionnaire est tellement grande que les révolutions ont lieu, même avec des facteurs subjectifs immatures.

Mais les révolutions de février qui caractérisent cette étape - et qui continueront probablement à la caractériser pendant longtemps, en espérant que mûrissent les conditions pour les révolutions d'octobre - sont le prologue d'Octobre, même si le processus se prolonge et est souvent frustré, sans y aboutir, comme cela a été le cas dans toutes les occasions de cette après-guerre.

Le processus a aussi été à l'origine d'une nouvelle méthode pour faire la révolution que nous n'avions pas pris en considération, ou du moins que nous n'avions pas perçue dans toute son ampleur : la guerre de guérillas.

Thèse 16 - La guerre de guérilla

Les révolutions les plus dynamiques, les plus importantes et les plus riches de cette après-guerre, comme la Révolution chinoise, vietnamienne ou cubaine, se sont développées à travers la guerre de guérillas. Le processus de guerre de guérillas dans son ensemble, dans le monde colonial et semi-colonial, quand il n'a pas mené à l'expropriation de la bourgeoisie, a obtenu au moins l'indépendance nationale de beaucoup de colonies (l'Algérie, l'Angola, Mozambique, etcetera). La guerre de guérillas de l'après-guerre immédiate n'était pas présente avec l'ampleur et l'importance qu'elle a acquise dans notre vision.

C'est une conséquence de plus de notre fausse analogie avec l'après-guerre précédente. Puisque dans la Révolution russe, la guerre civile a été postérieure à Octobre et que, tant en 1905 qu'en février et en octobre 1917, la lutte armée a seulement pris la forme de l'insurrection urbaine, et puisque dans aucune autre révolution (l'Allemagne, l'Espagne, etcetera) il n'y a eu de guerre de guérillas, nous en arrivons à la fausse conclusion que l'histoire se serait répétée dans la seconde après-guerre, qu'il n'y aurait pas de guérillas mais seulement des insurrections urbaines de type février et octobre.

Comme nous le disions, la guerre civile russe a été postérieure à Octobre. La présence dirigeante du Parti bolchevique lui a donné le caractère de guerre civile socialiste consciente, prolongation de la Révolution d'octobre. Par contre, dans cette après-guerre, la guerre civile a précédé la révolution de février et la lutte armée a permis le triomphe de ces révolutions. Ceci est dû au fait que les méthodes générales de lutte, avec lesquelles les exploiters font face au mouvement de masses dans cette étape de crise sans issue de l'impérialisme, ont changé.

Chaque fois qu'il leur est possible, l'impérialisme et ses agents attaquent le mouvement de masses avec des méthodes de la guerre civile la plus impitoyable, en employant pour cela non seulement leurs forces armées « officielles » mais aussi les bandes parapolicieres et fascistes. La guerre de guérillas apparaît, face aux méthodes employées par la contre-révolution et face aux triomphes que celle-ci a obtenus, comme l'expression de la nécessité du mouvement de masses de se défendre en employant les mêmes méthodes violentes.

En faisant toujours face à des gouvernements pro-impérialistes et féroce-ment dictatoriaux, en faisant partie du mouvement de masses révolutionnaire et en acquerrant un caractère de masses, ouvrier et populaire, la guérilla assume des caractéristiques socialistes. Elle fait face à l'appareil étatique bourgeois avec la mobilisation révolutionnaire armée des travailleurs et du peuple. Ceci est le fruit de sa dynamique de classe puisque, par leurs objectifs et leur programme, les directions de la guérilla ont toujours eu un caractère de front populaire. Tout comme les directions bureaucratiques petites-bourgeoises, aucune direction de guérilla n'a consciemment proposé de faire la révolution socialiste. Mais quand le mouvement de masses prend la méthode de mobilisation de la guérilla, celle-ci se transforme en guerre civile socialiste, ouvrière et populaire, qui détruit les bases de sustentation de l'appareil étatique bourgeois, les forces armées.

Ce type de guerre civile a eu lieu quand le mouvement de masses a subi de graves défaites. Les masses possèdent un bas niveau de conscience et sont, en même temps, obligées de répondre aux attaques brutales de la

contre-révolution. C'est pourquoi les directions opportunistes petites-bourgeoises pouvaient les enfermer - avec succès - dans des programmes populaires, démocratiques, nationalistes, non socialistes ni de développement de la révolution permanente. Ni les directions opportunistes ni le mouvement de masses n'étaient conscients qu'ils étaient à l'origine d'une révolution de février beaucoup plus profonde que la russe, étant donné que, en utilisant des méthodes de guerre civile, elle conduisait directement à la destruction des forces armées de l'Etat bourgeois. De la même façon que la révolution de février a été une révolution socialiste inconsciente, la guerre de guérillas est une guerre civile socialiste inconsciente, étant donné le bas niveau de conscience des masses et la politique opportuniste de sa direction.

Les guerres de guérillas comme guerres civiles sont extraordinairement progressistes et, vu le caractère de l'époque, il y en aura d'autres, parce qu'elles sont une expression de plus du caractère convulsif et révolutionnaire de cette époque, de la putréfaction du régime impérialiste monopoleur, des méthodes de guerre civile avec lesquelles celui-ci fait face aux masses, du bas niveau des travailleurs et de la force des directions petites-bourgeoises bureaucratiques.

Le programme de la guerre de guérillas est toujours dirigé contre l'expression maximale de la contre-révolution, les dictatures fascistes et semi-fascistes, ce qui donne lieu au programme démocratique nationaliste de ces révolutions. Mais ceci ne les transforme pas en démocratiques-bourgeoises puisque, par leur dynamique, elles vont contre la propriété et l'Etat capitalistes, non contre des Etats féodaux.



Thèse 17 - L'opportunisme des directions de guérilla

La décadence de l'impérialisme et les méthodes de guerre civile qu'il emploie pour faire face aux travailleurs affectent le « peuple » dans son ensemble. Cette contre-révolution bourgeoise impérialiste provoque la rébellion, non seulement du paysannat, des étudiants et de la classe ouvrière, mais aussi de secteurs de la petite bourgeoisie et, parfois, de secteurs de la bourgeoisie elle-même. Tous ces secteurs ont été obligés d'adopter la méthode de la guerre de guérilla pour se défendre de la contre-révolution impérialiste et capitaliste qui les affectait. La bureaucratie elle-même des partis ouvriers, fondamentalement staliniste, est aussi obligée d'employer cette méthode dans certaines circonstances, face à l'avancée de la contre-révolution qui ne lui laisse d'autre choix que de se défendre les armes à la main ou de disparaître. Tous ces secteurs petits-bourgeois, bureaucratiques et même de la basse bourgeoisie, qui sont obligés contre leur volonté de combattre avec cette méthode, vont donner la base sociale et politique de la direction de cette guerre de guérillas, étant donnée la non-existence de partis marxistes révolutionnaires de masses qui peuvent la diriger. C'est une manifestation de plus de la crise de direction révolutionnaire du prolétariat mondial.

Ces secteurs, qui sont obligés non seulement d'intervenir dans la guerre de guérillas mais d'en assumer la direction, étant donné le vide de direction, n'abandonnent toutefois pas pour autant leurs conceptions contre la mobilisation permanente des masses et contre l'organisation démocratique révolutionnaire de celles-ci. Au contraire, ils interviennent pour des raisons d'autodéfense face à la contre-révolution, mais en même temps pour freiner, canaliser et écraser la mobilisation permanente révolutionnaire du mouvement de masses, qui est le danger potentiel maximal auquel ils font face comme secteurs privilégiés.

Ces secteurs ont commencé à élaborer de nouvelles théories et de nouvelles politiques révisionnistes. C'est ainsi qu'est apparue la théorie de la guerre populaire prolongée maoïste ou celle du

foyer de guérilla guévariste. Les deux ont un dénominateur commun qui est le fait de surdimensionner, d'absolutiser la guerre de guérillas, son aspect technique, militaire, et de diminuer l'influence de la mobilisation permanente du mouvement de masses et de son organisation démocratique. En même temps, c'est la raison pour laquelle, par le biais de l'organisation purement militaire, ces secteurs petits-bourgeois et bureaucratiques, qui dirigent le mouvement de guérilla et la guerre civile, essayent de contrôler le mouvement de masses avec une main de fer, de l'enfermer dans le carcan de la discipline militaire pour empêcher de sa part toute initiative, tout processus permanent révolutionnaire et toute démocratie. Avec cela ils prétendent, par le biais de l'organisation militaire, enlever le caractère de classe, socialiste, qu'a la guerre civile, en développant la théorie qu'il s'agit d'une guerre populaire qui donne lieu à un nouvel Homme, où les différences de classe disparaissent, où s'unissent toutes les classes. Il s'agit de transformer tout le monde en combattants de guérilla, en éliminant le caractère de classe, socialiste, de la guérilla. Toute la politique de ces directions tend à un contrôle rigide, bureaucratique, militaire, du mouvement de masses. D'autre part, la hiérarchisation militaire, indispensable pour la lutte militaire, est transposée sur le terrain politique, imposant une structure bureaucratique politique rigide au mouvement de masses, qui intervient dans la guerre de guérillas.

C'est pourquoi, les courants petits-bourgeois aiment la guerre de guérillas telle qu'ils la conçoivent, puisque cela leur permet d'exercer le contrôle le plus rigide du mouvement de masses révolutionnaire.

On empêche donc les masses d'élever leur niveau de conscience et, par ce moyen, on parvient à les maintenir à l'intérieur de la théorie qu'il s'agit de faire une révolution limitée, démocratique-bourgeoise ou nationale-socialiste. On empêche les masses, après qu'elles mettent en échec le gouvernement dictatorial, de continuer à avancer. C'est pourquoi on revendique l'unité avec la bourgeoisie, en divisant celle-ci

en secteurs progressistes et secteurs régressifs. On essaye ainsi de transformer le front de guérilla dans le contraire de ce qu'il est. On le transforme en un front qui ne lutte pas contre le point nodal de la bourgeoisie, son appareil étatique, mais contre quelques secteurs bourgeois, en union avec d'autres secteurs bourgeois. De cette manière, cette guerre civile socialiste est orientée vers une politique de front populaire de la pire espèce, combinée avec la guerre de guérillas.

Cette conception de la guerre de guérillas pour imposer des gouvernements de front populaire, cette politique opportuniste et réactionnaire de discipliner militairement et politiquement le mouvement de masses, devient beaucoup plus dangereuse quand elle est assumée et théorisée par des groupes petits-bourgeois, élitistes, des secteurs déclassés, estudiantins ou d'avant-garde des travailleurs eux-mêmes qui, en se voyant impuissants face à la trahison des directions traditionnelles du mouvement de masses, se lancent de façon désespérée dans des actions pour leur propre compte et risque. Le terrorisme urbain qui est en train de se développer en Europe et dans d'autres régions du monde, fait partie de ces courants avant-gardistes et de guérilla. Les théoriciens et politiciens du foyer de guérilla rural appartiennent aux mêmes secteurs sociaux et politiques que ceux du terrorisme urbain. Cette orientation de guérilla ou de terrorisme par de petits groupes d'avant-garde est funeste pour le mouvement de masses et doit être combattue comme telle par nos sections. Elle est aussi funeste que l'orientation contre-révolutionnaire des directions opportunistes des guérillas de masses. Nous sommes totalement contre toute action aventureuse de groupes de courageux, séparés du mouvement de masses. La guerre de guérillas que nous préconisons, est celle qui a comme appui le mouvement de masses. C'est elle que nous soutenons, même si ses directions sont opportunistes, en dénonçant ces directions pour leur rôle contre-révolutionnaire, pour leur politique de freiner et de discipliner le mouvement

de masses afin de l'empêcher de continuer sa mobilisation permanente. Nous sommes complètement contre le fait d'entamer des « guerres civiles de poche », de petits groupes de l'avant-garde totalement séparés du mouvement de masses. Cette attitude petite-bourgeoise, élitiste, des courants de guérilla et des terroristes, est l'autre face des directions bureaucratiques et petites-bourgeoises des véritables guerres de guérillas de masses, socialistes, et elle est aussi funeste que ces directions, même si ces courants de guérilla d'avant-garde présentent cette

politique comme le rejet des directions opportunistes du mouvement de masses.

Ils ont en commun avec les directions opportunistes contre-révolutionnaires de la guerre de guérillas de masses, le fait que les deux ne font pas confiance à la mobilisation permanente du mouvement ouvrier. Ils s'y opposent. Les deux ont une conception paternaliste du mouvement de masses. Ils essayent de le convaincre qu'il est impuissant avec ses mobilisations et son organisation indépendante, pour qu'il arrive à la conclusion que la solution à tous ses

problèmes réside dans les actions totalement séparées du mouvement de masses d'un petit groupe de terroristes ou dans les actions totalement contrôlées par l'appareil militaire entre les mains de la bureaucratie ou de la petite bourgeoisie, c'est-à-dire des directions opportunistes du mouvement de masses. En ce sens, tant les directions de guérilla opportunistes que l'avant-garde de guérilla qui combat contre elles sont contre-révolutionnaires, indépendamment des intentions de l'avant-garde elle-même.



Thèse 18 - Les gouvernements ouvriers et paysans

Le processus qui a mené à la formation des Etats ouvriers bureaucratisés dans cet après-guerre, a eu lieu à travers une catégorie que Trotsky avait commencée à analyser : les gouvernements ouvriers et paysans. Nous devons nous arrêter exhaustivement sur cette catégorie, tant pour la défendre que pour l'étendre, vu l'importance énorme qu'elle a acquise durant les dernières années.

Derrière cette formule se dissimulent trois questions différentes : une formulation pour populariser les relations de classe dans la dictature du prolétariat, une tactique politique face aux partis réformistes pour les obliger à rompre avec la bourgeoisie et à les démasquer face au mouvement de masses, et un problème théorique. Voyons ces trois questions dans cet ordre.

La formule de gouvernement ouvrier et paysan a été utilisée par les bolcheviques comme popularisation de la dictature. Elle voulait ainsi souligner que c'était un gouvernement des deux classes exploitées, unies dans le gouvernement contre les exploités. Elle a été utile dans les pays à majorité paysanne, pour indiquer aussi l'alliance politique dans la dictature entre le paysannat et le prolétariat, sous l'hégémonie de ce dernier. Dans les pays à majorité urbaine qui ne sont pas paysans mais ont une classe moyenne puissante, il faut étendre cette popularisation et cette consigne, avec celle de *gouvernement ouvrier et populaire*, qui indique l'alliance qui permettra au prolétariat de prendre le pouvoir avec le peuple urbain et rural.

Vu l'importance qu'ont acquise les révolutions de février, la consigne de gouvernement ouvrier et paysan s'avère fondamentale. Comme consigne et tactique, c'est un appel aux partis petits-bourgeois avec influence de masses à rompre avec la bourgeoisie et de prendre le pouvoir pour appliquer un programme révolutionnaire contre la bourgeoisie. Elle devient notre politique de gouvernement la plus importante, vu le caractère de la révolution que ces partis dirigent (de février), et pour combattre leur politique de collaboration de classes. Cette tactique a pour but de

préparer le terrain pour obtenir que les masses rompent avec le parti opportuniste et suivent le parti révolutionnaire, comme seule façon de maintenir leur mobilisation permanente. Le fait de rompre politiquement avec la bourgeoisie, et y compris l'exproprier, ne change pas le caractère petit-bourgeois ou bureaucratique du parti opportuniste, et notre lutte doit continuer implacablement contre lui, comme le disaient Lénine et Trotsky en 1917, quand ils ont envisagé cette possibilité.

Voyons maintenant ce qui s'est passé avec cette formule comme catégorie historique. Pendant la Révolution russe, après février, les bolcheviques insistent pour exiger des mencheviks et social-révolutionnaires qu'ils rompent avec la bourgeoisie et prennent le pouvoir comme étape transitionnelle vers la dictature du prolétariat. Ils les appellent à constituer un gouvernement ouvrier et paysan. Les dirigeants bolcheviques s'engageaient seulement à défendre ce gouvernement de toute attaque de la bourgeoisie. En même temps, ils refusaient de lui donner le moindre appui politique, puisqu'ils pensaient continuer une lutte implacable contre eux pour les déplacer du pouvoir et le prendre eux-mêmes, comme seule garantie de développement ininterrompu du processus révolutionnaire. Les opportunistes russes ont refusé de rompre avec la bourgeoisie. C'est pourquoi cette possibilité envisagée par les bolcheviques n'est pas arrivée à se concrétiser.

Dans le *Programme de Transition*, Trotsky a repris cette politique bolchevique comme variante hautement improbable : que dans des circonstances objectives très contraignantes (guerre, défaite, faillite financière, offensive révolutionnaire des masses, etc.) des partis petits-bourgeois, y compris les stalinistes, puissent se trouver dans l'obligation de rompre avec la bourgeoisie et de prendre le pouvoir, en inaugurant un nouveau type de gouvernement qui, ayant rompu politiquement avec la bourgeoisie, ne l'avait pas encore expropriée : un court interrègne vers la dictature du prolétariat.

Cette variante, hautement improbable selon Trotsky, est la seule qui a eu lieu

durant ces dernières trente-cinq ans. Depuis l'après-guerre, toutes les révolutions ouvrières triomphantes ont eu lieu par le biais de ce type de gouvernements ouvriers et paysans. Ce sont les partis petits-bourgeois et bureaucratiques stalinistes comme ceux de Mao, Tito, Enver Hoxha et Ho Chi Minh, ou démocrates-nationalistes comme celui de Fidel Castro et le « Che » Guevara, qui ont rompu politiquement avec la bourgeoisie et l'impérialisme, ont pris le pouvoir et sont arrivés jusqu'à l'expropriation de la bourgeoisie, en inaugurant une dictature bureaucratique du prolétariat.

Nous pouvons faire une généralisation en ce qui concerne la possibilité d'existence d'une étape transitionnelle, qui ne représenterait pas plus qu'un *court épisode sur le chemin de la véritable dictature du prolétariat*,[§] une étape de rupture politique avec la bourgeoisie mais préalable à l'expropriation, tant pour le cas où le parti dirigeant qui prend le pouvoir est réformiste, que pour le cas où il est révolutionnaire, trotskyste.

Dans la Révolution d'octobre il y a eu une première période pendant laquelle il y avait un gouvernement qui avait rompu politiquement avec la bourgeoisie (celui des bolcheviques en alliance avec les socialistes-révolutionnaires de gauche), mais qui ne l'avait pas encore expropriée. Trotsky a indiqué qu'il y a eu un gouvernement ouvrier et paysan et que seulement à partir de l'automne 1918, à partir de l'expropriation des moyens de production, on peut parler d'une dictature prolétaire en Russie.

Contrairement à la dictature du prolétariat (sous laquelle la bourgeoisie a été expropriée), il s'agissait d'un gouvernement de cette brève étape de la lutte des classes, une courte période hautement contradictoire qui va depuis la rupture politique avec la bourgeoisie jusqu'à son expropriation ou jusqu'à revenir à un gouvernement bourgeois. Cette période se caractérise par le fait d'avoir un gouvernement anticapitaliste ouvrier et paysan, sur une base économique capitaliste. C'est juste le

[§] L. Trotsky, *Le Programme de Transition* - 1938

contraire de l'Etat ouvrier dégénéré, qui a un appareil gouvernemental semblable à celui de la bourgeoisie, avec une base économique ouvrière, transitionnelle, affirmée sur l'expropriation de la bourgeoisie.

La capitulation du SU face au Gouvernement de Reconstruction Nationale (GRN) du Nicaragua nous impose la nécessité de penser soigneusement cette consigne de gouvernement ouvrier et paysan et la politique que nous devons avoir face à lui.

Un gouvernement ouvrier et paysan peut être dirigé par un parti opportuniste

ou par un parti révolutionnaire trotskyste, ce qui donnera lieu à des gouvernements ouvriers et paysans bureaucratiques ou révolutionnaires respectivement. Cette distinction tranchante des deux types de gouvernement est à l'origine de deux politiques diamétralement opposées de la part du trotskysme. S'il s'agit d'un gouvernement ouvrier et paysan dirigé par un parti réformiste (qui est allé bien au-delà de sa volonté et s'est vu obligé de rompre avec la bourgeoisie par les circonstances objectives et non parce que cela fait partie de son programme),

le trotskyste, bien qu'il ait appelé à faire cette rupture et en dépit de sa fermeté dans la défense contre toute attaque de la bourgeoisie, continuera à critiquer implacablement le gouvernement et le parti réformiste qui le dirige, en évitant toute confusion, en n'acceptant aucune responsabilité politique pour lui. Il sera toujours l'ennemi mortel de ce parti et de ce gouvernement, indépendamment du fait qu'il agit en front unique avec lui devant l'attaque d'un ennemi commun.



Thèse 19 - La genèse des nouveaux Etats ouvriers bureaucratisés

Des nouveaux phénomènes, nous devons souligner celui des Etats ouvriers bureaucratisés, parce qu'il signifie le surgissement d'une nouvelle catégorie théorique engendrée par la réalité.

L'après-guerre passé a été à l'origine d'un phénomène non prévu par le marxisme, la dégénérescence du premier Etat ouvrier, l'URSS. Ceci a obligé Trotsky à formuler une nouvelle catégorie marxiste, l'Etat ouvrier dégénéré ou bureaucratisé, et à découvrir ses caractéristiques. Dans ce nouvel après-guerre nous devons, nous aussi, expliquer et définir les nouveaux Etats ouvriers bureaucratisés et le processus qui les a fait naître.

La difficulté théorique réside dans le fait que ces nouveaux Etats apparaissent dans l'époque d'une plus grande montée révolutionnaire, en opposition au premier, qui est le produit des triomphes contre-révolutionnaires. Deux étapes différentes, une contre-révolutionnaire et une autre révolutionnaire, sont à l'origine d'Etats ouvriers identiques, bureaucratisés.

Il est nécessaire de clarifier que les révolutions de février qui arrivent à exproprier la bourgeoisie sont une nouvelle catégorie, comme en son temps a été celle d'Etat ouvrier dégénéré. En son temps, la catégorie d'Etat ouvrier dégénéré nous a surpris parce que nous croyions que l'avancée de la contre-révolution dans le monde allait mener à la destruction de l'Etat ouvrier. Toutefois, la combinaison de la contre-révolution avec l'existence de l'Etat ouvrier n'a pas mené à la destruction de ce dernier, mais à une combinaison hautement contradictoire qui a uni le contrôle contre-révolutionnaire de l'appareil gouvernemental avec le maintien de l'Etat ouvrier, c'est-à-dire une contre-révolution qui n'est pas arrivée à être sociale mais seulement politique, qui n'est pas arrivée à la destruction de l'Etat ouvrier mais seulement à sa dégénérescence. Cela a été une combinaison hautement instable de contre-révolution et d'Etat ouvrier, une conséquence de la puissance de ce dernier.

De nos jours, nous avons une combinaison de montée révolutionnaire avec les appareils contre-révolutionnaires,

qui se sont révélés beaucoup plus forts que ce que nous soupçonnions. Nous croyions que dans sa première phase, la montée révolutionnaire allait faire sauter en éclats les appareils contre-révolutionnaires et qu'il n'y aurait aucune expropriation de la bourgeoisie, aucun Etat ouvrier, si ce n'était par la voie du dépassement de la crise de direction du prolétariat. C'est-à-dire que la montée révolutionnaire détruirait ces appareils et mènerait au pouvoir des partis révolutionnaires qui exproprieraient la bourgeoisie. Toutefois il n'en a pas été ainsi. Tout comme dans l'après-guerre passé, il y a eu une avancée de la contre-révolution sur l'Etat ouvrier, une avancée qui malgré tout n'a pas pu changer son caractère, de nos jours il y a eu une avancée de la révolution sur les appareils contre-révolutionnaires bien qu'elle n'ait pas pu les faire sauter. Vu leur nature étrangère à la base ouvrière, la montée n'a pas non plus été en condition de les changer.

Cette combinaison a aussi donné naissance à un phénomène hautement instable, par la combinaison de deux pôles clairement antagoniques mais unis par une circonstance exceptionnelle, conjoncturelle, dans un Etat ouvrier bureaucratisé. Des combinaisons différentes ont été à l'origine de phénomènes identiques : des Etats ouvriers bureaucratisés. L'URSS staliniste est le dernier produit de la contre-révolution, les Etats ouvriers d'après-guerre le sont de la montée révolutionnaire.

Voilà la genèse de tous les nouveaux Etats ouvriers bureaucratisés. Bien qu'il y ait eu trois processus différents quant à la conjoncture et à la direction, tous sont essentiellement égaux. Un processus a été celui des pays de l'Europe de l'Est, sauf la Yougoslavie. Dans ces pays, la direction a été entre les mains de la bureaucratie du Kremlin qui a occupé militairement les pays de l'Europe de l'Est. L'autre cas est celui de la Yougoslavie, de la Chine, de la Corée et du Vietnam. La direction a été staliniste nationale, intimement liée au Kremlin, mais sans occupation par l'Armée Rouge et sans direction directe du Kremlin. Finalement, à Cuba nous avons eu une direction petite-

bourgeoise opportuniste. Toutes ces directions ont été petites-bourgeoises et leurs différences ont été seulement spécifiques, puisque toutes ont eu la même politique d'empêcher une révolution d'octobre et de se maintenir dans les cadres d'une révolution démocratique nationale, même si elles ont été forcées à exproprier la bourgeoisie.

Vue sous un autre angle, la révolution de février est historiquement le prologue, l'antichambre de la révolution d'octobre. C'est ainsi que nous l'avons toujours considéré. C'est pourquoi dans les analyses de Trotsky de la Révolution d'octobre, la révolution de 1905 et celle de février sont considérées comme le prologue de celle d'octobre. Ce qui caractérise la Révolution de février, c'est celle d'octobre. Concernant la Révolution de février et la montée qui en était à l'origine, nous avons affirmé quelque chose de semblable à ce que les bolcheviques disaient concernant l'URSS et la contre-révolution. Les bolcheviques disaient : ou bien l'Etat ouvrier révolutionnaire avance, ou bien la contre-révolution bourgeoise triomphe. Et nous disions : si la révolution de février ne se transforme pas en révolution d'octobre, la contre-révolution bourgeoise est inévitable. Mais la complexité du passage du capitalisme au socialisme a donné lieu à des hybrides qui ne sont ni l'un ni l'autre pôle.

En URSS, il n'y a pas eu de contre-révolution bourgeoise mais, pour le moment, une contre-révolution bureaucratique.

La même chose s'est passé en ce qui concerne les révolutions de février : dans aucun pays elles n'ont été transformées en des révolutions d'octobre, mais dans beaucoup de ces pays, la contre-révolution bourgeoise n'a pas non plus triomphé. Au contraire, la révolution de février est arrivée à exproprier la bourgeoisie. Le résultat a été le même qu'en URSS, un Etat ouvrier bureaucratisé, mais depuis son origine. Bien que le résultat soit le même, les processus sont différents. Dans le cas de l'URSS, c'est un Etat ouvrier révolutionnaire qui s'est dégénéré par la contre-révolution. Dans le cas des Etats ouvriers bureaucratisés qui sont appa-

rus dans cet après-guerre, le phénomène est une révolution de février, dégénérée par les directions contre-révolutionnaires, ou une révolution d'octobre avortée par ces dernières. Comme dans tout avortement, le fœtus a quelques caractéristiques du futur être non-né, dans ce cas, une caractéristique de la Révolution d'octobre, comme l'expropriation de la bourgeoisie, mais sans en avoir toutes ses caractéristiques et sans être né. Rien ne démontre mieux la justesse de notre définition que le fait qu'alors que la grande date nationale de l'URSS continue à être celle de la Révolution d'octobre, tous les nouveaux Etats bureaucratiques reconnaissent comme leur date nationale celle de leur naissance, le jour de leur libération, de leur révolution de février. La Chine fête comme jour natio-

nal celui de la chute de Tchang Kaï-chek, la Yougoslavie, le triomphe sur le nazisme. Pour tous les pays de l'Europe de l'Est c'est pareil, ainsi que pour le Vietnam, la Corée et y compris Cuba. Personne ne fête comme son jour national le jour de l'expropriation de la bourgeoisie.

Ces processus différents qui donnent naissance à des phénomènes égaux ne doivent pas nous surprendre. La même chose nous arrive dans toute organisation du mouvement ouvrier, par exemple la formation d'un parti ouvrier de masses ou d'un syndicat. Ces organisations massives sont toujours des produits directs ou indirects d'une grande mobilisation du mouvement ouvrier, bien que de nos jours toutes soient bureaucratiques, mais par des processus divergents. Elles peuvent être de-

venues bureaucratiques après avoir été révolutionnaires, comme par exemple les partis communistes ou la Troisième Internationale. Ou elles peuvent avoir été bureaucratiques sans jamais avoir été révolutionnaires, comme produit de la combinaison d'une grande montée, d'une grande lutte du mouvement ouvrier qui a obtenu de grandes conquêtes mais sous une direction bureaucratique. Dans ce cas, malgré les grandes conquêtes, malgré le fait d'avoir obtenu une grande organisation, malgré les grands triomphes du mouvement de masses, ce syndicat n'a jamais cessé d'être bureaucratique. Et il en est ainsi parce que le mouvement de masses a obtenu ces triomphes dans le carcan des appareils bureaucratifiés, sans pouvoir s'en émanciper.



Thèse 20 - Les Etats ouvriers bureaucratifiés - le cas Cuba

Les Etats ouvriers bureaucratifiés qui sont apparus dans les pays périphériques aux grands centres impérialistes, ont été le résultat d'une combinaison nationale exceptionnelle de quatre phénomènes mondiaux : la crise aiguë de l'impérialisme, une montée révolutionnaire colossale, le pouvoir énorme des appareils bureaucratiques petits-bourgeois et la faiblesse de notre Internationale.

La guerre de guérillas qu'ont menée les directions petites-bourgeoises opportunistes a été à l'origine du triomphe de la révolution de février. Ensuite, un gouvernement ouvrier et paysan est arrivé à exproprier la bourgeoisie et à transformer le pays en Etat ouvrier bureaucratifié. Dans l'armée de guérilla opportuniste, il y a toutes les conditions du futur Etat ouvrier bureaucratifié. Le mouvement de masses est militairement discipliné par la bureaucratie. L'expropriation de la bourgeoisie transformera ce mouvement bureaucratique en Etat ouvrier, mais sans changer son caractère. Au contraire, c'est le mouvement bureaucratique de guérilla qui teint ce nouvel Etat ouvrier avec ses caractéristiques. Par la faute de leurs directions petites-bourgeoises, les révolutions ont eu lieu sans que les masses se soient données des organismes démocratiques révolutionnaires qui leur permettraient de continuer à développer leur mobilisation.

Cuba n'a pas été une exception. Comme tous les nouveaux Etats ouvriers, le Mouvement 26 Juillet a été le produit d'une armée profondément bureaucratique. Le fait que le parti de Fidel Castro ne soit pas staliniste, ne change pas son caractère d'armée qui contrôlait militairement et politiquement le mouvement de masses, sans laisser le moindre écart pour que celui-ci s'organise indépendamment de manière démocratique et pour qu'il ait des initiatives révolutionnaires.

Ce caractère a fait que Cuba est un Etat ouvrier bureaucratique depuis ses débuts, tout comme les Etats ouvriers contrôlés par les partis stalinistes.

Ceci ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de différences conjoncturelles et spécifiques entre les uns et les autres. Les

différences résident dans le fait que le mouvement castriste était initialement petit-bourgeois, nationaliste, anti-impérialiste et démocratique et, en ce sens, tendait à soutenir le mouvement nationaliste et démocratique latino-américain, bien qu'avec des méthodes petites-bourgeoises, par le biais de la guérilla du foyer, éloignée du mouvement de masses. Dès le début, Cuba a été un Etat ouvrier dirigé par un courant petit-bourgeois qui contrôlait de façon bureaucratique les travailleurs à travers son armée.

Le volontarisme guévariste par rapport à l'économie cubaine s'apparente au volontarisme maoïste et au volontarisme staliniste des années de la troisième période. C'était un volontarisme petit-bourgeois typique. Sa conception de l'« Homme nouveau » était une affirmation petite-bourgeoise humaniste typique de celui qui ne croyait pas dans la classe ouvrière, ses luttes et ses initiatives.

Le fait d'avoir dirigé une révolution ouvrière triomphante et de ne pas être staliniste ne change pas le caractère de classe petit-bourgeois du parti castriste. C'est ce caractère de la direction cubaine qui explique pourquoi le parti a pu se transformer postérieurement en un parti staliniste, sans grands bouleversements et sans un saut qualitatif. Son caractère de classe l'unissait au stalinisme mondial.

Tant ceux qui soutiennent que la direction cubaine est révolutionnaire, que ceux qui disent - de nos jours - que c'est une direction bureaucratique mais qui à un moment a été révolutionnaire et qu'il faut chercher le moment où cette transformation a eu lieu, vont à l'encontre de notre méthode et de notre analyse de la réalité. La direction cubaine a été une direction petite-bourgeoise de façon permanente, qui s'est transformée de nationaliste-révolutionnaire en clairement bureaucratique, en conservant toujours le même caractère petit-bourgeois et sans qu'il y ait un grand bouleversement, comme cela se passe avec tous les courants petits-bourgeois qui dirigent le mouvement de masses.

Le développement économique orienté par la bureaucratie et l'aristocratie ouvrière vers le développement national mène à une crise chronique de l'économie dans les Etats ouvriers déformés et les rapproche de la contre-révolution bourgeoise. Le développement économique national ne les libère pas de l'impérialisme mondial mais, au contraire, les y attache de plus en plus. Autrement dit, tant que l'impérialisme sera dominant à l'échelle de l'économie mondiale, les Etats ouvriers nationaux seront soumis à cette économie et à ce monde capitaliste et en feront partie, bien que de façon contradictoire.

De nos jours, nous voyons avec clarté que la situation économique des Etats ouvriers déformés ou bureaucratifiés est intimement attachée au développement de l'économie capitaliste mondiale. Si nous observons les différentes étapes des Etats ouvriers, nous verrons que l'URSS s'est développée de manière autarchique, justement quand les différents impérialismes entrent dans une étape d'autarchie. Postérieurement, quand l'économie capitaliste et impérialiste mondiale se reconstruit, il y a parallèlement la reconstruction de l'économie des Etats ouvriers. Au fur et à mesure qu'avance le processus de grand développement capitaliste, d'accumulation capitaliste fantastique dans les pays les plus avancés, des liens de plus en plus étroits commencent à se développer entre l'économie des Etats ouvriers et l'économie capitaliste mondiale. Et à partir de 1974, quand une crise croissante des pays capitalistes les plus avancés commence, ce phénomène se reflète dans l'économie des Etats ouvriers qui entrent aussi dans une crise économique croissante, après avoir dépassé l'étape de la reconstruction de l'économie et d'accompagnement du développement extraordinaire du capitalisme mondial.

Concernant les Etats ouvriers, nous pouvons dire que la politique bureaucratique et la politique révolutionnaire ont été à l'origine et sont à l'origine de deux orientations économiques diamétralement opposées. Celle de la bureaucratie est une économie de subordination de plus en plus grande à l'im-

périalisme. Chaque étape du développement provoque des crises et des contradictions de plus en plus aiguës de ses économies, et les rapproche d'une situation de crise chronique et de misère aggravée des travailleurs. Un dilemme de fer se pose pour que cette économie fonctionne : ou elle s'incorpore au marché et à la production capitaliste mondiale ou on avance vers la révolution politique pour faire que le

mouvement ouvrier adapte démocratiquement ses plans économiques au développement de la révolution mondiale.

La politique de la bureaucratie, de construire le socialisme dans un seul pays, mène donc à une crise chronique de l'économie des Etats ouvriers, à des contradictions aiguës et à l'alternative de la possibilité de la contre-révolution bourgeoise, contrairement à la politique

révolutionnaire de Lénine et de Trotsky d'étendre la révolution socialiste mondiale comme seule garantie d'obtenir une économie socialiste en expansion. Il n'y a que la politique de développer la révolution qui peut résoudre les problèmes des économies des Etats ouvriers et équilibrer leur développement, en subordonnant celui-ci aux triomphes de la révolution socialiste mondiale.



Thèse 21 - Les dictatures révolutionnaires du prolétariat et les bureaucratiques

Il y a des courants révisionnistes trotskystes qui soutiennent qu'il n'y a pas de dictature du prolétariat en URSS, en Chine ou dans les autres Etats ouvriers, vu le caractère bureaucratique contre-révolutionnaire du parti dirigeant.

La dictature de classe a différentes expressions politiques et différentes expressions de secteurs de la classe elle-même. Dans le régime bourgeois, il y a une dictature de la bourgeoisie, tant sous un gouvernement militaire que sous un régime parlementaire, ou sous un gouvernement de propriétaires fonciers féodaux. Trotsky a fait une analyse semblable en ce qui concerne l'URSS, en la définissant comme un Etat ouvrier dégénéré.

Tant qu'existera l'expropriation de la bourgeoisie, tout Etat ouvrier, bureaucratique ou non, est une dictature de la classe ouvrière du point de vue social. Comme phénomène économique-social, c'est une dictature prolétaire, même si elle se manifeste de manière dénaturée à travers la bureaucratie, et bien que la classe ouvrière ne jouisse d'aucun type de démocratie.

Ceci a à voir, en dernier ressort, avec le caractère de la révolution à notre époque. Il n'y a que deux pôles : la révolution ouvrière et la contre-révolution bourgeoise, impérialiste. Tous les phénomènes contemporains sont traversés par cette réalité. Il n'y a pas de troisième variante. Dans tous les pays du monde, il y a des dictatures bourgeoises (de types les plus variés) ou des dictatures ouvrières, même si elles sont bureaucratiques. Il n'y a pas de possibilités d'une dictature petite-bourgeoise parce qu'il ne peut pas y avoir une économie dominante, des relations de production petites-bourgeoises. C'est pourquoi il faut définir la dictature par la classe dominante.

Dire qu'il n'y a pas de dictature du prolétariat en URSS ou dans chacune des autres dictatures bureaucratiques signifierait affirmer qu'il y a là des dictatures bourgeoises. Nous affirmons sans ambages que la bureaucratie est un

secteur petit-bourgeois et un agent de l'impérialisme, mais à l'intérieur des Etats ouvriers. Nous ne pouvons pas tomber dans la confusion de nier le caractère ouvrier des dictatures existantes dans les Etats bureaucratiques. Il n'y a pas de bourgeoisie en URSS, condition pour qu'il puisse y avoir une dictature bourgeoise. La dictature est exercée, toujours et de mille manières, par la classe dominante économiquement. Et dans les dictatures bureaucratiques, la classe qui domine dans le sens économique-social est le prolétariat.

Mais outre la définition sociale, il y a une définition politique liée à la lutte des classes au niveau national et international. L'objectif de la bureaucratie dirigeante de démobiliser le mouvement ouvrier et de masses est une partie essentielle de son programme de fortifier « son » Etat national en construisant le « socialisme » dans « son » pays et en pratiquant la coexistence pacifique avec l'impérialisme. Elle doit écraser la mobilisation afin de réaliser ces objectifs ultra-réactionnaires. Précisons que, quand nous disons que fortifier « son » Etat national est un objectif réactionnaire, nous ne nous référons pas à l'objectif suprêmement progressiste qui est la défense de l'Etat, son renforcement comme partie subordonnée à la révolution socialiste mondiale.

Cette politique de démobilisation redouble la pression de la contre-révolution impérialiste sur le pays. Ceci provoque une contradiction aiguë entre la contre-révolution et le mouvement de masses. A cause de cela, le contrôle de l'appareil gouvernemental par la bureaucratie acquiert la forme d'un gouvernement bonapartiste contre-révolutionnaire, avec un régime totalitaire de contrôle total du mouvement ouvrier et de la résistance à la pression redoublée de la contre-révolution impérialiste. Il est bonapartiste parce qu'il essaye d'arbitrer entre des contradictions insupportables, comme tout autre gouvernement bonapartiste totalitaire. En dernier ressort, ce gouvernement bureaucratique est arbitre, mais en

même temps courroie de transmission de la pression impérialiste sur l'Etat ouvrier. L'existence et la puissance du Kremlin fortifient encore plus ce caractère bonapartiste des gouvernements de tous les Etats ouvriers actuels, puisqu'elle fait un parallélogramme de forces contre-révolutionnaires avec l'impérialisme lui-même sur l'Etat ouvrier bureaucratifié.

Tout ce processus politique a évidemment une base sociale. Ce type de gouvernement, tout comme les partis communistes dirigeants, reflète les intérêts privilégiés de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrière et populaire. Par son caractère petit-bourgeois, il peut jouer son rôle bonapartiste oscillant. Ces phénomènes politiques sont combinés avec le caractère social de la dictature pour donner lieu à des dictatures prolétaires bureaucratiques bonapartistes. Ce sont des dictatures de partis bureaucratiques contre-révolutionnaires.

Les dictatures révolutionnaires du prolétariat, celle de Lénine et Trotsky, celle qui a été à l'origine de la Révolution d'octobre, sont le contraire du point de vue politique et du point de vue du secteur social. Tout d'abord, elles s'affirment sur la démocratie révolutionnaire et non sur le bonapartisme : ses organes sont les soviets révolutionnaires et démocratiques ou toute autre organisation révolutionnaire de masses. Elles sont l'expression de la base ouvrière et populaire, bien qu'avec hégémonie du prolétariat industriel. Et, ce qui est décisif, à sa tête il y a un parti révolutionnaire qui a pour but suprême de développer la révolution socialiste à l'intérieur et en dehors de ses frontières, d'obtenir une mobilisation permanente, de détruire son Etat national afin de développer la fédération d'Etats socialistes et d'étendre la révolution au monde entier. En un mot, à sa tête il avait hier un parti bolchevique et à sa tête il y aura, dans un futur proche, le seul parti qui combat aujourd'hui pour les bannières du bolchevisme : un parti trotskyste.

Thèse 22 - Guerres et occupations entre Etats ouvriers

Un des faits les plus spectaculaires des dernières décennies par rapport aux dictatures prolétaires existantes a été l'invasion d'un Etat ouvrier par un autre. L'URSS envahit la Hongrie dans les années cinquante et la Tchécoslovaquie dans les années soixante, la Chine envahit le Vietnam (qui à son tour avait envahi le Cambodge) à la fin des années soixante-dix. Malheureusement, c'est une réalité de l'époque et qui se répètera très probablement.

Ces possibles guerres entre Etats ouvriers et les occupations de certains par d'autres, acquerront une nouvelle dimension avec l'apparition de la prochaine dictature révolutionnaire du prolétariat. Jusqu'à présent, nous avons vu deux invasions d'Etats ouvriers par l'URSS, provoquées par la crainte de la caste bureaucratique soviétique que ces Etats se transforment en Etats révolutionnaires, suite au début de la révolution politique et au surgissement embryonnaire de formes de conseils ou soviets. Pour nous, il est très licite de penser que ces bureaucraties ouvrières entreront en état de désespoir quand elles verront apparaître des dictatures révolutionnaires du prolétariat qui inaugureront leur liquidation comme caste privilégiée.

Sans qu'il faille entrer dans la discussion sur le caractère de classe de l'Etat cambodgien, l'invasion du Vietnam par

la Chine a mis à l'ordre du jour le fait nouveau de la guerre entre des Etats ouvriers, dont aucun n'est affirmé sur une dictature révolutionnaire. Et d'autre part, une guerre entre les deux super-Etats ouvriers bureaucratés, la Chine et l'URSS, n'est pas à écarter comme possibilité.

Ce grave problème théorique et politique de la guerre ou de l'invasion entre Etats ouvriers bureaucratiques, ou entre un Etat ouvrier bureaucratique et un Etat ouvrier révolutionnaire, a une grande importance et nous oblige à adopter un cours d'action marxiste devant les différentes situations.

Une variante de cette possibilité est le soulèvement armé inévitable des nationalités opprimées contre ces gouvernements dictatoriaux bureaucratiques, soulèvement que nous soutiendrons inconditionnellement. Si la guerre ou l'occupation a lieu entre un des deux Etats ouvriers géants contre un petit (comme cela a été le cas de la Chine contre le Vietnam), nous croyons qu'en principe il s'agit d'une lutte qui entre dans le droit à l'autodétermination des petites nations prolétaires et que cette guerre est provoquée par le souci hégémonique de type nationaliste de la grande nation contre la petite nation ouvrière. Dans ce cas, nous croyons qu'il faut combattre contre le grand chauvinisme russe ou chinois, pour le

droit à l'autodétermination nationale du petit Etat ouvrier.

Supposons au contraire le cas d'une guerre entre deux Etats ouvriers bureaucratés de forces relativement égales. Disons par exemple le Cambodge et le Vietnam, en supposant qu'ils soient des Etats ouvriers. Notre politique plus générale sera de fraternité entre tous les Etats ouvriers et pour l'arrangement pacifique et démocratique de la dispute. Cette position doit être accompagnée d'une campagne permanente pour la fédération démocratique des républiques ouvrières existantes.

Mais cette orientation est essentiellement propagandiste et nous ne pouvons pas en rester là dans le cas concret d'une guerre ou de chocs militaires. En principe, en étudiant soigneusement si un de ces Etats a des ambitions d'hégémonie sur l'autre, nous aurons une politique de défense de l'Etat ouvrier qui a été attaqué et contre le responsable d'avoir commencé l'agression.

Quand la guerre aura lieu entre un Etat ouvrier bureaucraté et un Etat révolutionnaire, comme trotskystes nous soutiendrons inconditionnellement l'Etat révolutionnaire, indépendamment de qui a commencé la guerre.



Thèse 23 - La révolution politique

La révolution politique que Trotsky a prônée pour l'URSS comme Etat ouvrier dégénéré, et qui avait une importance limitée dans le *Programme de Transition*, a acquis dans cette après-guerre une importance décisive quant à son extension et à son caractère. Sa nécessité ne se limite déjà plus à l'URSS, mais comprend le tiers de l'humanité et le pays le plus peuplé de la terre, la Chine.

La révolution politique est devenue, probablement, la tâche spécifique la plus immédiate et la plus importante à laquelle fait face la Quatrième Internationale, qui est la seule capable de la mener à bien. C'est actuellement un processus plus vaste que la simple lutte révolutionnaire contre les bureaucraties au gouvernement. Il fait partie du dépassement de la crise de direction du prolétariat mondial dans tous les pays. D'abord, si l'URSS et le stalinisme sont la base de sustentation la plus puissante dont disposent les appareils contre-révolutionnaires du mouvement de masses, il est logique que, si nous parvenons à y renverser la bureaucratie, ceci provoquera un cataclysme dans tous les appareils bureaucratiques du mouvement de masses du monde entier. Mais la révolution politique est décisive non seulement en ce sens, pour dépasser la crise de direction du prolétariat mondial. Elle est plus que cela, puisqu'elle nous donne une tâche concrète : la lutte contre les appareils bureaucratiques nationaux qui ne sont ni stalinistes, ni au gouvernement, ni liés au stalinisme, comme la social-démocratie et les bureaucraties syndicales des pays occidentaux. Ces bureaucraties sont aussi totalitaires que la staliniste, bien que leur domaine d'action soit beaucoup plus restreint puisqu'ils ne contrôlent pas des pays mais des secteurs, des organisations du mouvement ouvrier de type national, fondamentalement les syndicats. Mais ce sont des secteurs qui jouissent de tout type de privilèges, tout comme la bureaucratie de l'URSS bien qu'à un niveau très inférieur. Détruire la force de ces appareils contre-révolutionnaires, extraire les masses de leur contrôle, sera une lutte qui aura

beaucoup de caractéristiques semblables à celle qui s'impose contre la bureaucratie staliniste en URSS. Il faudra même employer des méthodes révolutionnaires et il y aura lutte physique.

Le fait est que la révolution politique est une véritable révolution parce qu'elle reflète la lutte acharnée, mortelle, entre différents secteurs sociaux, non entre classes mais entre secteurs sociaux. La révolution politique est la révolution de la base ouvrière et populaire contre l'aristocratie ouvrière et ses fonctionnaires, c'est-à-dire ses bureaucraties. Elle est politique parce que c'est la lutte acharnée d'un secteur de la classe ouvrière contre un autre secteur ou contre ses fonctionnaires. Et nous disons que c'est une véritable révolution parce que le mouvement ouvrier devra se mobiliser massivement pour sortir ce secteur de la direction de ses organisations, un secteur qui combattra à mort pour défendre ses privilèges.

Le recul que la bureaucratie et l'aristocratie ouvrière ont provoqué dans tous les Etats ouvriers bureaucratisés, afin de se maintenir au pouvoir et augmenter leurs privilèges en instaurant un régime totalitaire, plus l'imaturité de la direction du prolétariat à cause de ce régime totalitaire, indiquent que la révolution politique devra passer (apparemment) par deux étapes révolutionnaires qui seront semblables, en lignes générales, à la révolution de février et celle d'octobre. C'est ce qu'indique l'expérience jusqu'à maintenant. Si nous regardons la Hongrie et la Tchécoslovaquie, nous voyons que la révolution politique commence comme un mouvement ouvrier et populaire pour la conquête de la démocratie en général, qui unit tous les secteurs mécontents. Ce sera un mouvement ouvrier et populaire pour la démocratie : tous unis contre le gouvernement bonapartiste et totalitaire de la bureaucratie. C'est pourquoi il y aura des courants petits-bourgeois, qui auront peu de clarté sur la question de savoir s'il faut, oui ou non, collaborer avec l'impérialisme dans son souci de renverser la bureaucratie totalitaire. Une caractéristique de cette première révolution de février antibu-

reaucraticque sera le fait qu'elle n'aura pas un parti trotskyste à sa tête, étant donné qu'un tel parti n'aura pas eu le temps de mûrir et de se former.

C'est pourquoi nous voyons comme très improbable que la révolution politique se fasse en une seule révolution. Nous croyons qu'elle commencera avec cette première révolution de février, qui fera place à la démocratie en général. Dans ce processus apparaîtront des organes de pouvoir ouvrier, sûrement les soviets ou les comités d'usine, et parallèlement se fortifiera le parti trotskyste, qui est le seul qui peut mener à bien la véritable révolution politique, celle d'octobre, qui impose une dictature révolutionnaire du prolétariat. Ce parti trotskyste combattra contre tous les courants petits-bourgeois restauracionistes, qui se seront unis - il n'y a pas de doute - à des secteurs majoritaires de la bureaucratie en crise et à l'impérialisme, pour établir des liens économiques étroits avec l'impérialisme, avec l'argument du libre-échange et d'autres séries de consignes au service de la bourgeoisie, en essayant de nous faire revenir au capitalisme. Ces courants petits-bourgeois s'opposeront avec une main de fer à l'imposition de la dictature révolutionnaire du prolétariat dans cet interrègne entre février et octobre de la révolution politique, avec des arguments démocratistes - du genre que chaque entreprise soit contrôlée par les travailleurs et soit transformée en coopérative, ou l'une ou l'autre variante de ce type - qui leur permettent de façon démagogique de retourner aux lois du marché, tant internes qu'externes, combinés avec le discours de la démocratie bourgeoise. Derrière ce discours sur la démocratie absolue se dissimulera la main de la restauration capitaliste, bien qu'avec démagogie ouvriériste. La révolution d'octobre du trotskysme sera probablement faite contre ce front restauracioniste.

Théoriquement, il n'y a pas lieu d'écarter, a plus longue échéance, d'autres variantes de révolution politique. Il existe une certaine possibilité que, au fur et à mesure que le trotskysme se fortifie tant dans les Etats ouvriers bureaucratisés que dans les

pays capitalistes, le prolétariat pourra faire une seule révolution, celle d'octo-

bre, dirigée par le parti trotskyste de masses, et faire l'économie de celle de

février. Ce serait toujours, certes, une révolution violente.



Thèse 24 - La fédération des Etats ouvriers

A cause du contrôle bureaucratique, les Etats ouvriers font face à deux graves problèmes qui mettent leur existence historiquement en danger : une crise économique chronique et une rivalité croissante entre eux-tous. Ceci est une conséquence directe du contrôle bureaucratique, qui impose un critère petit-bourgeois dans la conduite de l'économie et dans la défense compétitive de l'Etat national lui-même face aux autres Etats ouvriers, au lieu de la solidarité internationale de classe. A cause de la crise économique et de la rivalité croissante, nous constatons que le front unique de tous, face à l'impérialisme, est rompu définitivement, ce qui ouvre à ce dernier un champ de manœuvres qu'il utilise intensément.

Ces faits font que l'existence des Etats ouvriers (la plus grande conquête du prolétariat mondial dans cet après-guerre) est menacée historiquement. Et si nous ne disons pas qu'elle l'est de façon immédiate, c'est parce que la crise de l'impérialisme empêche celui-ci d'utiliser jusqu'au bout la crise de ses ennemis.

Nous considérons que la défense et le développement des Etats ouvriers est encore toujours une tâche fondamentale. Au lieu de nous réjouir de leurs crises et de leur rivalité croissante, nous les regrettons profondément et nous dénonçons la bureaucratie comme la seule coupable de cet état de choses. Le principal coupable de cette dégradation des Etats ouvriers et de cette rivalité est la bureaucratie du Kremlin. C'est elle qui - ensemble avec les bureaucraties stalinistes nationales - insiste pour maintenir l'indépendance de chaque Etat national. Pour la bureaucratie du Kremlin, cette division entre les Etats ouvriers est la source d'un plus grand enrichissement, puisqu'elle utilise le marché mondial capitaliste pour exploiter économiquement les Etats ouvriers moins développés à travers l'échange commercial. Elle vend aujourd'hui son pétrole aux autres Etats ouvriers à des prix proches de ceux pratiqués sur le marché mondial. L'Etat ouvrier le plus développé utilise la division mondiale du travail et le marché mondial pour opprimer les moins développés.

Qui plus est, la bureaucratie soviétique a provoqué la rivalité croissante avec la Chine et a facilité le processus de bradage de la bureaucratie chinoise à l'impérialisme yankee. En même temps, c'est elle qui a fait les deux interventions armées contre-révolutionnaires contre un autre Etat ouvrier : la Hongrie en 1956 et la Tchécoslovaquie en 1968. Ces attaques militaires des Etats ouvriers contre d'autres ont continué, comme celui de la Chine contre le Vietnam, ce qui aggrave la crise générale des Etats ouvriers, en développant la production de l'armement, en entrant dans le jeu mondial de l'impérialisme.

Face à cette crise économique, à la rivalité croissante et aux attaques ou aux menaces d'attaques armées et de guerres entre Etats ouvriers, nous devons avancer une consigne transitionnelle claire : *Fédération démocratique immédiate des Etats ouvriers existants*.

Cette consigne tend à unir politiquement tous les Etats ouvriers dans un seul bloc face à l'impérialisme, éliminant ainsi la rivalité croissante et la menace de guerre entre eux, et à dépasser la crise économique actuelle des Etats ouvriers par l'unité et la planification de l'économie du tiers de l'humanité. C'est la seule consigne qui peut permettre le dépassement de ces problèmes les plus graves. Sans doute, à partir de l'invasion du Vietnam par la Chine, cette consigne acquiert une importance décisive et doit être une de celles que nous mettons le plus en évidence dans notre programme et notre Internationale. Cette consigne, qui doit être accompagnée d'une campagne permanente, vise à résoudre la nécessité la plus urgente pour le prolétariat mondial et les Etats ouvriers. Son objectif est défensif. Avec cette consigne, la Quatrième Internationale se profile ainsi comme la seule qui donne une réponse révolutionnaire aux problèmes les plus graves auxquels font face à l'heure actuelle les Etats ouvriers. La consigne tend à dépasser le retard actuel dans le développement des forces productives et la crise économique et à donner ainsi un coup mortel à l'impérialisme. Elle sert aussi à

empêcher que l'impérialisme manipule les différences entre les Etats ouvriers, en lui opposant une unité de fer. Elle évitera en même temps les confrontations d'un Etat ouvrier contre un autre, étant donné que les frontières nationales disparaîtront, qu'il n'y aura qu'un seul Etat ouvrier organisé comme fédération et qu'en transformant l'économie des Etats ouvriers en une seule, elle fera que disparaisse l'oppression de certains Etats par d'autres à travers l'échange commercial.

Cette consigne de *Fédération des Etats ouvriers existants*, qui est intimement liée à celle de *Fédération de républiques socialistes soviétiques européennes*, peut seulement être obtenue au moyen d'une révolution politique, parce que les gouvernements bureaucratiques actuels n'accepteront jamais de liquider leurs frontières ni leurs douanes pour accepter cette fédération. S'ils le faisaient, ils perdraient la source fondamentale de leurs privilèges et de leur indépendance petite-bourgeoise dans leur Etat national. Chaque bureaucratie défend son pays et ses frontières, et face à notre proposition de fédération d'Etats ouvriers, il se demandera : Qui aura le gouvernement ? Qui nous garantit que ce sera nous ? C'est précisément ici qu'apparaît le mot d'ordre trotskyste de révolution politique, comme la seule possibilité certaine d'obtenir cette fédération, étant donné que nous sommes les seuls à avoir une réponse catégorique au problème de qui gouvernera cette fédération d'Etats ouvriers existants : la base ouvrière et paysanne organisée démocratiquement dans des soviets et avec la plus vaste démocratie interne. C'est pourquoi cette consigne est intimement liée à celle de la révolution politique dans tous les Etats ouvriers existants. Elle en fait partie. Nous ne soulignerons jamais assez le fait que cette consigne devient une des plus importantes - sinon la plus importante - de la Quatrième Internationale dans cette étape concrète de la lutte des classes mondiale. Nous sommes la seule Internationale qui peut combattre pour la fédération d'Etats ouvriers. Et au fur et à mesure qu'apparaissent des Etats ouvriers révolution-

naires, ce sera une tâche essentielle de ceux-ci de proposer la *Fédération des Etats ouvriers existants*. Sur base de la

démocratie ouvrière et révolutionnaire - seule façon d'obtenir cette fédération - il faudra commencer, évidemment, par

proposer le front unique entre eux pour combattre contre l'impérialisme.



Thèse 25 - L'imminence de la révolution. Qu'est-ce qu'une situation révolutionnaire ?

Nous avons défini cet après-guerre comme l'époque la plus révolutionnaire que l'humanité ait connue, l'étape des grandes victoires et de l'expropriation de la bourgeoisie dans beaucoup de pays. Etant donné cette caractéristique, il y a lieu de définir l'étape comme de *révolution imminente*, une catégorie qui s'amplifie avec chaque période de la montée révolutionnaire.

Jusqu'en 1953, la révolution politique n'était pas à l'ordre du jour comme possibilité immédiate. Elle commence à acquérir ce caractère avec la grande montée des masses en Allemagne Démocratique. En ce qui concerne l'Europe capitaliste, depuis la fin des grandes mobilisations de l'après-guerre immédiate (1947), il n'y a eu aucune situation révolutionnaire. Mais cela a changé avec la victoire colossale des masses portugaises en 1974. Voilà la signification de la catégorie de révolution imminente, qui s'étend à tous les pays du monde, qu'ils soient capitalistes ou ouvriers.

Ceci nous mène à un problème théorique important : Qu'est-ce qu'une situation révolutionnaire ? Trotsky a basé sa définition classique des situations révolutionnaires et prérévolutionnaires sur l'analyse de l'Octobre russe. Selon lui, une situation prérévolutionnaire réunissait trois conditions, qu'il considérait comme *des prémisses ou conditions préalables* pour un Octobre : crise et confusion de la classe dominante, radicalisation de la petite bourgeoisie - facteur auquel il attribuait une importance énorme - et disposition révolutionnaire du prolétariat. Il y avait une situation révolutionnaire quand une quatrième condition, de caractère sub-

jectif, s'ajoutait aux trois autres : l'existence d'un parti prolétarien révolutionnaire avec influence de masses.

Le problème théorique qui nous est posé consiste en ce que des révolutions ont eu lieu, qui ont eu les mêmes conséquences économiques que celles d'octobre - l'expropriation de la bourgeoisie - mais qui ont été dirigées par des partis opportunistes petits-bourgeois, non ouvriers-révolutionnaires. Comme nous avons vu, dans certaines circonstances exceptionnelles (la Chine, Cuba), l'absence d'un parti bolchevique a été compensée par l'aggravation des trois facteurs objectifs à un degré tel que ceux-ci ont obligé les directions petites-bourgeoises (Mao, Castro) à rompre avec la bourgeoisie, par la pression révolutionnaire du mouvement de masses.

En reconnaissant le fait qu'il y a eu un seul « Octobre », et que les autres ont été des « Février », nous pouvons enrichir l'analyse classique de Trotsky et affirmer qu'il existe deux types de situations révolutionnaires : pré-octobre et pré-février. Chacune possède des caractéristiques clairement définies qui la différencient de l'autre. Nous appelons pré-février, la situation que Trotsky définissait comme prérévolutionnaire, quand les trois facteurs objectifs sont combinés avec la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat. En triomphant, ce sera une révolution incomplète - comme le démontre la théorie et le confirme l'histoire -, avec des objectifs nationaux limités, bref, un « février » qui exproprie la bourgeoisie et s'arrête là.

Par contre, dans le pré-octobre s'ajoute la présence dirigeante d'un

parti bolchevique avec influence de masses. Dans ce cas, si la victoire révolutionnaire d'« octobre » a lieu, elle ne s'arrête pas à l'expropriation de la bourgeoisie de son pays propre, mais avance dans l'organisation et la mobilisation du prolétariat mondial, dans l'extension de la révolution à toute la planète.

Cette analyse nous permet non seulement d'expliquer les processus des révolutions de février, et comment agir pendant et immédiatement après elles, mais elle avance de nouvelles possibilités théoriques dans la mesure où les partis trotskystes se fortifient, acquièrent une influence de masses et se transforment de cette façon en un facteur objectif de la situation. Ces variantes sont fondamentalement deux, à savoir :

- Qu'étant donné la force du parti trotskyste, la séquence qui a caractérisé à la Révolution russe se rompe, en produisant un Octobre sans un Février préalable.

- Que les partis opportunistes petits-bourgeois, à cheval sur une révolution de février, arrivent au pouvoir, mais qu'étant donné la force du mouvement de masses et du parti révolutionnaire, la transition de Février à Octobre soit menée à bien de façon pacifique, sans effusion de sang, par une voie réformiste.

Il s'agit de deux possibilités théoriques qui jusqu'à présent ne se sont pas matérialisées. Qu'il puisse en être ainsi dépend - nous insistons - de la force et de l'influence de masses que le parti trotskyste a acquises.

Thèse 26 - Les révolutions de février, le double pouvoir et le développement du pouvoir ouvrier et populaire

Nos partis doivent reconnaître l'existence d'une situation révolutionnaire pré-février pour avancer des consignes démocratiques appropriées à l'existence de directions petites-bourgeoises qui contrôlent le mouvement de masses et à la nécessité d'établir une unité d'action le plus rapidement possible pour faire la révolution de février. Nous devons comprendre qu'il est inévitable de faire cette révolution de février et ne pas essayer de sauter cette étape. Nous devons tirer toutes les conclusions stratégiques et tactiques nécessaires, être l'avant-garde de cette révolution de février, être les champions de l'intervention en elle. Mais ceci ne signifie pas capituler aux directions petites-bourgeoises qui, si elles sont obligées de faire la révolution de février, voudront la limiter et lui donner un caractère démocratique et nationaliste. Toute révolution de février, étant une révolution ouvrière et populaire inconsciente, est à l'origine d'organes de pouvoir différents des organes de la bourgeoisie (Etat, armée et police). C'est-à-dire,

toute révolution de février mène inévitablement, dans les étapes préalables à son triomphe et immédiatement après, à un double pouvoir plus ou moins développé, potentiel ou réel, mais à un double pouvoir inévitable. C'est-à-dire qu'elle est à l'origine du développement d'un pôle de pouvoir ouvrier et populaire. Notre tâche fondamentale dans tout processus de révolution de février, préalablement et postérieurement, est le développement permanent de ce pouvoir ouvrier et populaire. Sans méconnaître l'unité d'action pour faire la révolution de février, sans méconnaître la nécessité de la pression sur les organisations opportunistes qui dirigent le mouvement de masses pour qu'ils rompent avec la bourgeoisie, sans perdre l'ampleur de vue qui nous permet d'obtenir et d'approfondir la révolution de février, nous devons continuer à nous distinguer franchement de ces directions opportunistes dans le fait que l'axe fondamental de notre politique est de développer la mobilisation et les organes révolutionnaires de pouvoir ouvrier

et populaire. Cette politique de développement des organes d'autodétermination démocratique révolutionnaire des masses est l'axe essentiel de notre politique dans toute situation révolutionnaire, que ce soit pré-février ou pré-octobre. C'est aussi l'axe qui nous délimite clairement des directions opportunistes, qui essaient par tous les moyens d'éviter l'autodétermination démocratique révolutionnaire du mouvement de masses, leur organisation et leur mobilisation permanente, d'éviter la création d'organismes d'action révolutionnaire directe des masses.

Si nous abandonnons cet axe fondamental de notre politique, nous capitulons aux directions opportunistes, nous laissons la classe ouvrière abandonnée à son sort. Ce n'est qu'avec la politique de développement des organes de pouvoir ouvrier et populaire (et d'appel à les créer, là où ils n'existent pas) que nous pourrons tendre un pont vers la révolution d'octobre, notre véritable objectif.



Thèse 27 - L'importance fondamentale des consignes et des tâches démocratiques. L'Assemblée constituante

Les consignes et les tâches démocratiques acquièrent une importance de plus en plus grande à cause des tendances les plus profondes, tant de l'impérialisme que des monopoles et de la bureaucratie. Tous ont une tendance permanente aux Etats totalitaires. C'est la seule façon de freiner de façon permanente le cours ascendant du mouvement de masses. L'influence étatique des monopoles dans les pays capitalistes et impérialistes, ainsi que l'identification de l'Etat avec la bureaucratie dans les Etats ouvriers bureaucratés, mène au totalitarisme. C'est pourquoi les grandes consignes et les tâches démocratiques pour tout le peuple sont de plus en plus d'actualité. Ceci explique le caractère démocratique général des révolutions de février contemporaines.

Quant au caractère des tâches, elles rappellent les propositions de la révolution démocratique-bourgeoise mais elles font partie de la révolution socialiste nationale et mondiale, étant dirigées contre la bureaucratie, l'impérialisme, les monopoles et les Etats qui répondent à ces secteurs. C'est ce qui explique le fait que les directions petites-bourgeoises et bureaucratiques insistent sur le caractère populaire-démocratique de leurs révolutions, en essayant de leur donner un caractère non pas antibourgeois mais antitrust, et dans les pays arriérés, antiféodal. Ces directions ne reconnaissent pas que ces tâches, bien qu'étant démocratiques, vont contre le régime capitaliste et impérialiste et contre le régime bureaucratique, et que cela donne une nouvelle dimension aux tâches démocratiques que nous reprenons. Par le caractère des tâches, c'est une révolution française, mais par les classes qu'elle combat, c'est une révolution

socialiste. Il faut détruire le capitalisme dans les pays capitalistes ou la bureaucratie dans les Etats ouvriers bureaucratés, pour imposer ces consignes et ces tâches démocratiques.

C'est ce qui donne l'importance énorme qu'a acquise la consigne d'*Assemblée constituante* ou de variantes semblables dans presque tous les pays du monde. Mais avant la révolution de février, cette consigne est relativisée par une autre beaucoup plus importante et décisive de type ouvrier et populaire : « *A bas le gouvernement bonapartiste ou dictatorial du moment* ». La révolution de février est faite autour d'une consigne fondamentale qui n'est pas en première instance celle d'*Assemblée constituante*, mais « *A bas les dictatures* ». Cette consigne est d'application tant en France, en Angleterre, en Espagne, en Italie démocrate-chrétienne, qu'en son temps contre Caetano au Portugal et contre les colonels grecs, ou dans les pays arriérés, où nous disons, par exemple, « *A bas Somoza !* » Elle est aussi d'application contre les gouvernements bonapartistes bureaucratiques : « *A bas la dictature de Brejnev !* » Cette consigne, qui appelle non seulement la classe ouvrière mais tout le peuple à renverser ces gouvernements totalitaires, dictatoriaux ou, au moins, bonapartistes ou ultra-réactionnaires, est fondamentale. Une fois ces gouvernements renversés, dans beaucoup de pays elle se combine immédiatement avec celle d'*Assemblée constituante* (surtout là où il y a eu des régimes totalitaires), comme l'expression maximale de la lutte démocratique. Sans oublier un seul instant qu'il s'agit d'une consigne bourgeoise, étant donné qu'elle appelle à une Constituante où chaque homme est un vote, il faut reconnaître que c'est une consi-

gne mobilisatrice qui, dans beaucoup de cas, a quelques conséquences différentes de son caractère démocratique-bourgeois, en particulier dans les pays où il y a une large classe moyenne, principalement paysanne.

Elle devient une consigne pour s'opposer à la bourgeoisie, pour éduquer le mouvement de masses et pour développer l'unité de la classe ouvrière avec le paysannat. Mais cette consigne d'*Assemblée constituante* doit faire partie d'un ensemble. Par exemple, nous disons « *Assemblée constituante* » pour qu'on donne la terre aux paysans et pour que dans cette Assemblée soient approuvés l'armement du prolétariat, l'échelle mobile de salaires et d'heures de travail, ainsi que l'expropriation des monopoles. Nous disons « *Assemblée constituante* », mais en disant : *nous sommes les plus grands démocrates ; qu'on mette la radio et la télévision à disposition de tous les courants politiques qui ont renversé le dictateur du moment*. Aucune de ces consignes ne cache l'axe et la consigne essentielle de toute étape révolutionnaire pré-février ou post-février, c'est-à-dire celle du développement du pouvoir ouvrier et populaire. Toute tentative d'avancer la consigne d'*Assemblée constituante* comme essentielle dans une étape révolutionnaire, est une trahison directe à la politique trotskyste. Celle-ci n'a pas pour but de faire une révolution démocratique, mais de faire une révolution qui mène la classe ouvrière et ses alliés, organisés révolutionnairement, au pouvoir. C'est pourquoi, toutes les consignes doivent être combinées entre elles avec l'objectif suprême de développer le pouvoir ouvrier et populaire. C'est ainsi que nous le formulons et que nous l'appliquons face au mouvement ouvrier.

Thèse 28 - Le droit à l'autodétermination nationale et notre lutte pour la destruction des Etats nationaux

Etant donné la survie de l'impérialisme, et comme partie essentielle de l'ensemble des consignes démocratiques, notre lutte pour le droit à l'autodétermination des nations et des nationalités opprimées a acquis une importance fondamentale. Nous combattons pour l'indépendance d'une nation géographiquement indépendante. Par exemple, nous sommes pour l'indépendance de l'Angola, du Mozambique, de l'Inde ou de la Martinique. C'est-à-dire, nous sommes non seulement pour le droit à l'autodétermination nationale mais aussi pour l'autodétermination nationale de toute colonie par rapport à son empire. De la même manière, nous sommes pour la libération nationale des semi-colonies, c'est-à-dire pour la rupture des accords colonisants que tout pays indépendant arriéré a avec l'impérialisme, comme, par exemple, l'Organisation des Etats Américains (OEA) ou les accords colonisants de l'impérialisme français avec ses anciennes colonies qui actuellement ont obtenu l'indépendance politique. Nous sommes pour l'indépendance nationale dans les colonies et pour la libération nationale dans les semi-colonies.

Mais cette politique concernant les pays géographiquement indépendants, nous ne l'avons pas en ce qui concerne les nationalités opprimées dans un pays géographiquement uni. Notre politique dans ces lieux est pour le *droit* à l'autodétermination nationale et non pour l'indépendance nationale et la libération nationale. Parce que dans ce cas, il ne s'agit pas d'une colonie ou d'une semi-colonie, mais d'une nationalité opprimée. Le droit à l'autodétermination nationale est une consigne algébrique qui est remplie de différents contenus selon le processus de la lutte des classes dans l'Etat national.

Nous défendons le droit du peuple basque de devenir indépendant, s'il le souhaite, mais ceci est différent de combattre pour son indépendance.

Nous défendons le droit à l'autodétermination nationale de toute nationalité opprimée parce que nous défendons tout secteur exploité de ses exploiters, même s'il n'est pas d'accord avec notre politique. De la même manière, nous défendons les paysans, quelles que soient leurs consignes, de l'exploitation du propriétaire foncier. C'est pourquoi nous défendons toute nationalité opprimée de l'exploitation de l'impérialisme et du capitalisme national. Mais il ne faut pas confondre cette défense avec notre politique. Nous considérons l'existence de tout Etat national comme un grand progrès historique et nous ne voulons pas régresser vers la balkanisation des Etats nationaux actuels, leur division en de multiples Etats nationaux lilliputiens de chaque nationalité opprimée. Notre politique stratégique est d'obtenir l'unité du prolétariat espagnol et son indépendance politique, pour faire face à la bourgeoisie. Le droit à l'autodétermination nationale reste soumis à notre lutte pour obtenir l'unité et l'indépendance politique du prolétariat espagnol. Nous sommes pour l'unité du prolétariat canadien et pour son indépendance politique, pour faire face à la bourgeoisie canadienne dans le gouvernement et la mettre en échec. Il faut obtenir cette unité, indépendamment de la langue que parlent les travailleurs. C'était cela la politique de Lénine dans la Russie des tsars. Il combattait pour le droit à l'autodétermination nationale, mais il subordonnait la lutte pour ce droit à l'unité de tout le prolétariat de la Russie, indépendamment de la langue qu'il parlait, de sa religion ou de la culture qu'il avait. Notre lutte au Canada est une lutte contre le capitalisme canadien dans son ensemble, qu'il parle français ou anglais, et pour l'unité de toute la classe ouvrière canadienne. C'est cela la tâche suprême d'un parti trotskyste, et la lutte pour le droit à l'autodétermination nationale y est subordonnée.

Dans des circonstances exceptionnelles, par exemple s'il y a un grand mouvement de masses qui combat pour l'indépendance, nous soutenons de façon critique cette lutte des masses, comme nous soutenons de façon critique toute mobilisation de masses contre les exploiters, la bourgeoisie et l'Etat oppresseur. Mais 'de façon critique' signifie que, ni bien nous mettons en échec le pouvoir central, nous continuerons dans la lutte systématique pour l'unité du prolétariat de ces pays en proposant la Fédération des Etats.

Notre lutte historique est pour la destruction des Etats nationaux, pour obtenir des nations beaucoup plus puissantes que celles que le capitalisme a obtenu, et finalement pour l'unité des continents et du monde. C'est pourquoi nous ne pourrons jamais être pour cette régression énorme des forces productives que signifierait le surgissement de nouveaux Etats nationaux avec des frontières et des douanes indépendantes. Notre grande consigne est pour le droit à l'autodétermination nationale dans des fédérations d'Etats ouvriers socialistes qui forment des nations de plus en plus vastes. Dans cette consigne, nous combinons la nécessité de la destruction des Etats nationaux de la bourgeoisie oppresseur avec le droit à l'autodétermination nationale, et avec la nécessité d'obtenir des nations plus étendues et plus puissantes qui facilitent le développement des forces productives. Bien que nous puissions arriver à accepter la formation de ces nouveaux mini-Etats nationaux comme un phénomène conjoncturel et comme un recul momentané du développement des forces productives et de la marche de la révolution contre le pouvoir bourgeois central, nous continuerons à insister sur le fait qu'il faut reconstituer l'unité dans un seul Etat à travers la fédération de républiques socialistes.



Thèse 29 - Les fronts anti-impérialistes, démocratiques, féminins, etc.

Le mot *front* et son identité avec l'expression 'front ouvrier' a provoqué dans notre mouvement une confusion qui a été utilisée avec astuce par le révisionnisme pour introduire sournoisement ses positions dans nos rangs. Il s'agit de mettre un signe d'égalité, quant à son importance et son caractère, entre le front ouvrier - qui est un front pour obtenir une action d'indépendance de classe - avec les différents « fronts » qui peuvent se constituer éventuellement pour des actions anti-impérialistes, démocratiques, féministes, etc.

Ce n'est pas par hasard que dans aucun de ses travaux des années trente, Trotsky n'appelait à la constitution de fronts anti-impérialistes ou de tout autre type. La célèbre formulation des Thèses d'Orient[§] sur le front anti-impérialiste est le seul antécédent certain de cette proposition dans la littérature marxiste révolutionnaire. Même si ces Thèses signalent le front ouvrier dans les pays occidentaux et le front anti-impérialiste dans les pays orientaux comme étant parallèles, le texte lui-même indique de quelle façon la grande tâche continue à être d'obtenir une indépendance politique et organisationnelle totale de la classe ouvrière, et de ne pas former de fronts stables avec la bourgeoisie. La grande tâche de la Quatrième Internationale est de rendre les travailleurs indépendants de toute relation et organisation stable avec les autres classes. La plus grande tâche de la Quatrième Internationale est de rendre la classe ouvrière politiquement indépendante. Mais ceci ne veut pas dire qu'il faut ignorer les luttes progressistes de n'importe quel secteur de classe de la population, contre l'impérialisme, les capitalistes, les propriétaires fonciers féodaux, le machisme ou les gouvernements bureaucratiques totalitaires et dictatoriaux. Le trotskysme doit combiner sa lutte permanente et systématique pour l'indépendance de la classe ouvrière, en la séparant de tout autre secteur de classe et en l'organisant de

façon indépendante, avec la promotion de toute lutte progressiste et l'intervention dans celles-ci, bien qu'elles ne soient pas ouvrières. Si nous n'agissons pas ainsi, la classe ouvrière ne pourra jamais être à la tête de tout le peuple exploité et - ce qui est plus grave - nos partis ne seront pas à la tête de la classe ouvrière. Le parti résout cette contradiction en promouvant toutes les unités d'action qui sont positives pour le développement de n'importe quelle lutte des classes progressiste. Mais l'unité d'action est le contraire du front, elle en est le contraire dans le temps, dans la structure et dans l'objectif. Un front crée des organismes relativement permanents, propose l'organisation de comités de front unique et un fonctionnement relativement démocratique de ces derniers, ainsi qu'une permanence dans l'action. L'unité d'action par contre est momentanée, ne crée aucun organisme avec fonctionnement plus ou moins démocratique, mais fonctionne par des accords et en maintenant l'indépendance la plus totale des organismes qui se mettent d'accord. Contrairement au front, l'unité d'action est fugace.

C'est pourquoi nous sommes pour l'unité d'action anti-impérialiste, pour l'unité d'action des femmes pour l'avortement, le divorce ou le droit de vote, pour l'unité d'action avec n'importe quel parti politique pour demander des espaces égaux à la radio et à la télévision, pour une manifestation avec qui que ce soit pour solliciter ces droits démocratiques contre un gouvernement bonapartiste et totalitaire, et même contre un gouvernement démocratique-bourgeois. Mais nous ne confondons pas l'unité d'action avec la formation d'un front. Nous refusons de faire des fronts avec les partis bourgeois ou petits-bourgeois pour défendre la démocratie, même si nous nous mettons d'accord avec eux dans la défense de certains points démocratiques. Avec le nom de « front » on structure des organisations qui sont des fronts populaires (bien que dans certains cas ceux-ci puissent jouer un rôle relativement progressiste, comme les mouvements nationalistes). Ils le sont par les différentes classes qui

y interviennent, surtout la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie, et par leurs objectifs, qui ne sont pas ceux de l'indépendance politique de la classe ouvrière. Ces variantes de front populaire peuvent avoir un caractère un petit peu plus progressiste dans les pays arriérés quand ils se proposent des luttes contre l'impérialisme ou les propriétaires fonciers, mais à long terme, ils sont aussi funestes que la pratique métropolitaine du front populaire. Quand ce front (que nous ne devons jamais promouvoir, parce que nous le considérons comme une variante du front populaire) se met en place, et que la classe ouvrière ou un secteur important de celle-ci y intervient, nous pouvons y intervenir puisqu'il existe objectivement, mais pour le casser, pour le dénoncer à partir de l'intérieur et pour promouvoir l'indépendance politique et organisationnelle de la classe ouvrière qui s'y trouve. Ceci signifie que nous pouvons intervenir dans un mouvement nationaliste mais avec un sens clair de dénonciation de la collaboration de classes et en promouvant l'indépendance de la classe ouvrière.

Nous devons proposer systématiquement l'unité d'action (par exemple, des manifestations conjointes), pour démontrer que nous ne sommes pas sectaires et que nous sommes pour toute tâche anti-impérialiste ou démocratique spécifique, concrète, pour exiger la rupture d'un accord colonisant, l'expropriation des entreprises impérialistes, la liberté des prisonniers du régime totalitaire, etc. Mais nous devons dénoncer systématiquement le front comme contraire à notre politique d'unité d'action, parce qu'il subordonne la classe ouvrière à des organismes de classe qui ne sont pas les siens.

Cette explication, que nous ne sommes pas pour un front unique anti-impérialiste, ou antiféodal, ou féministe antimachiste, ou démocratique antidictatorial, mais pour des actions anti-impérialistes, féministes, démocratiques et contre les propriétaires terriens, est très importante, parce qu'il y a eu une tendance à camoufler la politique de front populaire avec ces noms.

[§] Thèses générales sur la question d'Orient, adoptées par le 4^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste, 1922.

Même si pendant une étape ces fronts peuvent être relativement progressistes, ils servent historiquement la bourgeoisie et freinent le processus d'indépendance politique du prolétariat. C'est pourquoi il est indispensable d'éliminer définitivement de notre politique l'appel

à des fronts de tout type qui ne sont pas le front ouvrier, et de promouvoir à leur place l'orientation de l'unité d'action. Le front ouvrier est différent, parce qu'il ne tend pas à la collaboration permanente avec d'autres classes ou secteurs de classe étrangers à la classe ouvrière,

mais à l'indépendance de notre propre classe par rapport à tous ces secteurs. Il ne confond pas les différentes classes dans une organisation commune, mais tend à séparer la classe ouvrière des autres classes.



Thèse 30 - L'Allemagne, centre de la révolution socialiste européenne

Rien ne démontre mieux le caractère ultra-réactionnaire de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique que la séparation de l'Allemagne et la division conséquente de son prolétariat. Le véritable objectif du front unique contre-révolutionnaire impérialisme-bureaucratie en Allemagne a été de diviser le prolétariat, pour éviter qu'il reprenne sa tradition historique qui en faisait le plus organisé du monde, avec la tradition marxiste la plus développée.

Bien que réalisée comme un arrangement à partir du gouvernement, l'unité de l'Allemagne avait été une grande conquête historique. Bien qu'elle n'ait pas été complète, puisque l'Autriche était restée dehors, cette unité de tous les petits Etats allemands a permis un grand développement des forces pro-

ductives et de la culture. Sa liquidation a signifié un recul non seulement pour nous, mais aussi pour la bourgeoisie. La crise définitive du régime capitaliste se manifeste dans cette perte des conquêtes de son époque de montée. Dans ce cas, la bureaucratie soviétique, comme alliée de l'impérialisme, met un terme non seulement à une conquête de la bourgeoisie dans son étape progressiste, mais aussi à une conquête du prolétariat.

En Allemagne est synthétisée la révolution européenne. Dans l'Est est à l'ordre du jour la révolution politique, et dans l'Ouest la révolution ouvrière et socialiste. L'unité de la nation est l'unité des deux révolutions. C'est pourquoi, sans unité du prolétariat des deux côtés

il n'y a pas de possibilité d'une nouvelle Allemagne unifiée.

Cette lutte révolutionnaire acquiert donc une importance spéciale, dû au fait que l'ensemble du prolétariat européen - celui d'Est et celui d'Ouest - a comme tâche, tout comme l'Allemagne, d'unir toutes les nations européennes à travers une *Fédération de Républiques Socialistes Soviétiques d'Europe*, qui pourra seulement être obtenue par la combinaison de la révolution politique dans l'Est avec la révolution socialiste dans l'Ouest.

C'est pourquoi, quand le prolétariat allemand reprendra son poste d'avant-garde, il devra synthétiser le processus de la révolution socialiste européenne et en sera le centre.

Thèse 31 - C'est l'heure de construire des partis trotskystes de masses en profitant des occasions.

Nos partis et l'Internationale ne sont pas parvenus, en presque quarante ans de montée révolutionnaire, à se transformer en de forts partis avec influence de masses. Apparemment ce serait impossible. Si nous approfondissons l'analyse, nous découvrirons les raisons objectives profondes qui se cachent derrière cette difficulté. C'est le renforcement des appareils contre-révolutionnaires, au compas des triomphes révolutionnaires de cet après-guerre, qui, pour nous, a été cette raison objective. La volonté révolutionnaire seule ne suffit pas pour vaincre les processus objectifs. La volonté révolutionnaire est une condition mais, seule, elle ne suffit pas pour construire des partis révolutionnaires marxistes de masses si la situation objective ne le permet pas. Si les appareils contre-révolutionnaires bureaucratiques continuaient à se consolider de plus en plus, englobant des secteurs plus importants du mouvement de masses sous leur contrôle, la Quatrième Internationale ne pourrait pas construire des partis avec influence dans le mouvement de masses. Heureusement, il n'en est pas ainsi.

La situation objective est en train d'ouvrir des possibilités énormes pour la construction de partis trotskystes de masses, d'abord lentement et depuis cinq ou six ans à une grande vitesse. Ces conditions objectives de plus en plus favorables sont dues au fait que, durant ces trente ans, la crise de l'impérialisme d'une part, et la crise des appareils contre-révolutionnaires d'autre part, ont augmenté, et ont acquis un caractère convulsif, chronique depuis cinq ou six ans. Avec cela, les crises révolutionnaires se multiplient. La combinaison de ces facteurs ouvre des occasions de plus en plus grandes pour fortifier les partis trotskystes.

Mais pour que nos partis puissent se consolider au sein du mouvement de masses, il est indispensable qu'ils sachent étudier soigneusement la réalité pour découvrir les occasions qui se présentent à nous. Ces occasions - les campagnes électorales, les grèves, les luttes des secteurs opprimés du prolétariat - acquièrent un caractère immédiat. Une fois passées, elles ne se répètent pas. C'est pourquoi il est indispensable de les utiliser avec un maximum d'audace, dès qu'elles apparaissent.

Parmi ces occasions, il faut souligner celles que nous offre la lutte des secteurs les plus exploités du prolétariat, par leur caractère permanent et pour être systématiquement ignorées par les appareils bureaucratiques et par l'aristocratie ouvrière. Ces secteurs, à qui notre travail doit s'adresser de préférence, sont les parias des sociétés industrielles modernes, les travailleurs qui ajoutent à leur condition de travailleurs de base celle d'appartenir à des secteurs ou des nationalités opprimées. C'est le cas des travailleurs immigrants qui dans certains pays européens forment le quart de la force de travail manuel, les travailleurs des nationalités opprimées ou de l'intérieur des pays arriérés, comme les noirs, les travailleuses en tout lieu, les portoricains, les chicanos qui font partie du prolétariat américain, les Indiens et les travailleurs noirs des pays africains.

Le *Programme de Transition* est le seul qui pourra satisfaire leurs nécessités et ce seront les plus grands combattants dans beaucoup de pays.



Thèse 32 - Les processus révolutionnaires, les organisations ouvrières de masses et la construction de partis trotskystes

Dans la thèse précédente nous nous sommes arrêtés sur la nécessité impérieuse d'éplucher la réalité pour découvrir les occasions que nous offre la lutte révolutionnaire croissante à laquelle nous assistons. Ceci exige aussi, avec urgence, de préciser sur quels processus et sur quelles organisations nos partis et nos militants doivent travailler.

La Quatrième Internationale se transformera en une Internationale de masses dans la mesure où ses sections - sans exception - travaillent sur les processus révolutionnaires qui ont lieu dans leurs pays. L'argument de ne pas travailler dans un processus révolutionnaire avec le prétexte de ne pas être d'accord avec son programme politique ou avec la direction de ce processus, est une véritable trahison à la Quatrième Internationale. Nos partis doivent travailler dans des processus comme celui de la guerre de guérillas au Nicaragua l'année dernière, indépendamment du fait qu'il est dirigé par une organisation opportuniste comme le FSLN. L'obligation numéro un de nos partis est justement d'intervenir dans ces processus pour disputer la direction aux opportunistes du mouvement de masses révolutionnaire. Ne pas le faire, signifie abandonner ces masses révolutionnaires entre les mains des directions opportunistes, de collaboration de classes.

Une tâche aussi importante que la précédente est celle de travailler dans les organisations ouvrières, indépendamment de qui les dirige ou du caractère qu'elles ont. Tout parti trotskyste doit travailler de préférence dans les organisations syndicales qui regroupent la plupart des travailleurs, quelle que soit leur origine et structure actuelle. Nous allons là où se trouve notre classe pour proposer notre politique et combattre les directions qui contrôlent ses organisations. Cette option de principe, de militer dans les syndicats, indépendamment de leurs caractéristiques et origine, est un principe cardinal de la politique trotskyste. Ainsi le démontre catégoriquement l'affirmation programmatique suivante de Trotsky, avec

référence y compris aux syndicats des fascistes :

« Nous ne pouvons pas choisir le champ et les conditions de notre activité selon nos seuls désirs ou aversions. Il est infiniment plus difficile de lutter pour influencer la masse ouvrière dans un Etat totalitaire et semi-totalitaire que dans une démocratie. Cette remarque s'applique également aux syndicats dont la destinée reflète l'évolution des Etats capitalistes. Mais nous ne pouvons pas renoncer à travailler avec les ouvriers en Allemagne simplement parce que le régime totalitaire y rend un tel travail extrêmement difficile. Pour la même raison, nous ne pouvons renoncer à la lutte dans les organisations du travail obligatoire créées par le fascisme. A plus forte raison, nous ne pouvons pas renoncer à un travail systématique au sein des syndicats d'un régime totalitaire ou semi-totalitaire simplement parce qu'ils dépendent directement ou indirectement de l'Etat ouvrier ou parce que la bureaucratie prive les révolutionnaires de la possibilité de travailler librement dans ces syndicats. Il est nécessaire de conduire la lutte sous toutes ces conditions concrètes créées par le développement précédent, y compris les fautes de la classe ouvrière et les crimes de ses chefs.

Dans les pays fascistes et semi-fascistes, tout travail révolutionnaire ne peut être qu'illégal et clandestin. Il est nécessaire de nous adapter nous-mêmes aux conditions concrètes existant dans les syndicats de chaque pays afin de mobiliser les masses, non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre le régime totalitaire régnant dans les syndicats eux-mêmes et contre les leaders qui renforcent ce régime.

*Le mot d'ordre essentiel dans cette lutte est : **indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste.** Cela signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non*

en organes d'une aristocratie ouvrière. »[§]

Comme le propose Trotsky, nous allons aux organisations dans lesquelles se trouve la classe ouvrière, qu'elles soient ou non contrôlées par l'Etat, non pour capituler à la politique de contrôle étatique mais, au contraire, pour émanciper les organisations syndicales et ouvrières du contrôle étatique ou du contrôle bureaucratique. Mais nous allons là parce que là se trouve le champ de bataille contre l'Etat et contre les directions opportunistes. En outre, le prétexte que nous ne militons pas dans certaines organisations parce qu'elles dépendent de l'Etat bonapartiste ou de l'Etat totalitaire est un argument qui exagère l'indépendance des autres organisations syndicales ou ouvrières. De nos jours, toutes les organisations syndicales qui ne sont pas révolutionnaires dépendent, dans une mesure plus grande ou plus petite, du contrôle étatique, de leur attachement à l'Etat bourgeois ou à l'Etat totalitaire bureaucratique dans les Etats ouvriers. Travailler seulement sur les organisations contrôlées par des bureaucraties réformistes, avec l'argument qu'elles sont indépendantes de l'Etat, revient à ne pas dénoncer le haut degré de contrôle étatique auquel ces organisations sont soumises et, d'autre part, à abandonner les travailleurs qui sont dans les organisations les plus soumises à l'Etat - ou qui ont une origine d'une plus grande subordination à l'Etat - entre les mains des bureaucraties qui les contrôlent. Cela revient à abandonner notre devoir révolutionnaire d'être là où se trouve la classe ouvrière, pour combattre ses directions traîtres et le contrôle étatique. La question de savoir si nous pouvons transformer ces organisations en organisations révolutionnaires ou si nous devons en créer d'autres, est une discussion oiseuse qui sera résolue par l'histoire. C'est beaucoup plus grave encore si, avec le prétexte de cette perspective historique, nous proposons la création d'organisations révolution-

[§] L. Trotsky, *Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste* - août 1940 - sl. L.T.

naires pures, du type « syndicats rouges ». C'est une politique ultragauchiste, contraire à toute la trajectoire de la Quatrième Internationale. Celle-ci

exige que tout parti et tout militant travaille dans les organisations ouvrières dans lesquelles se trouvent les travailleurs, quel que soit leur caractère. La

condition de membre de la Quatrième Internationale passe par l'acceptation de ce principe élémentaire.



Thèse 33 - Les partis ouvriers et le trotskysme

Le révisionnisme abandonne la définition de classe des partis et en fait une définition intellectuelle, pour justifier théoriquement sa capitulation à des partis petits-bourgeois : ce sont des programmes et rien que des programmes qui ne reflètent pas des secteurs de classe.

Les partis politiques sont des organisations des classes et des différents secteurs de celles-ci, en lutte pour le pouvoir étatique. Sans classes il n'y a pas d'Etat, sans Etat il n'y a pas de politique et sans politique il n'y a pas de partis politiques. Ceux-ci ont toutefois leur histoire spécifique, différente de la défense politique des intérêts sectoriels de classes en général.

Ce sont les grandes révolutions bourgeoises qui ont donné naissance aux différents partis politiques. La lutte des classes a dû se développer pleinement et atteindre son aboutissement dans la société bourgeoise, pour arriver à s'exprimer au niveau superstructurel dans la formation de partis politiques.

Le marxisme commence par distinguer clairement les différents types de partis ouvriers. Lénine et Trotsky ont insisté sur le fait qu'il y a deux types de partis ouvriers clairement délimités, aussi dissemblables entre eux que le royaume animal et le royaume végétal. A côté des partis ouvriers révolutionnaires, trotskystes, il y a les partis réformistes, bureaucratiques ou petits-bourgeois qui, en outre, sont historiquement contre-révolutionnaires. Ceux-ci reflètent politiquement l'aristocratie ouvrière, les bureaucraties ouvrières et la petite-bourgeoisie, principalement des pays métropolitains et des Etats ouvriers, où ces secteurs privilégiés sont nourris des miettes qu'ils reçoivent, respectivement, de l'exploitation impérialiste et de l'administration de l'Etat. Ils sont donc l'expression superstructurelle d'un secteur de la classe ouvrière, de la classe moyenne moderne et de la bureaucratie. Ces partis sont la social-démocratie dans ses différentes variantes, le stalinisme et les partis petits-bourgeois.

Ils continuent à être réformistes et, en général, contre-révolutionnaires, agents directs ou indirects de l'impérialisme,

même s'ils prennent le pouvoir à la tête d'une révolution ouvrière, puisque leur rôle sera d'empêcher que celle-ci s'étende au niveau national et international. L'existence de ces partis réformistes, spécialement la Deuxième Internationale, a imposé la fondation de la Troisième Internationale et postérieurement, quand celle-ci s'est bureaucratisée, la fondation de la Quatrième Internationale pour la même tâche.

Une des raisons pour lesquelles cette définition est indispensable est que c'est la seule explication valable du fait qu'aucune autre dictature révolutionnaire (révolution d'octobre) n'a triomphé après celle de Lénine et de Trotsky : aucune révolution n'a été dirigée par un parti trotskyste.

Une définition correcte de notre Internationale et de nos partis trotskystes est indispensable. Nous rencontrons des révisionnistes qui tombent dans la vieille position staliniste-bujarinista que Trotsky a durement critiquée dans le programme de l'Internationale Communiste pour le Sixième Congrès : définir le parti du point de vue de la forme, comme avant-garde révolutionnaire, théorie du marxisme, incarnation de l'expérience, etc. Les stalinistes-bujarinistas modernes disent des généralités semblables, en refusant de définir notre Internationale de façon claire et catégorique. Ils refusent surtout d'indiquer le caractère de classe ou de secteurs de classe de nos partis.

Notre Internationale est précisément la seule Internationale existante et ses partis sont les seuls qui combattent pour la révolution permanente, c'est-à-dire pour un programme de transition vers la société socialiste, pour une révolution ouvrière qui impose une dictature révolutionnaire du prolétariat et qui continue à combattre pour développer la révolution internationale. Les autres partis ouvriers existants, sociaux-démocrates et stalinistes moscovites, maoïstes ou castristes, qui prennent le pouvoir, obligés par les circonstances objectives, imposeront une dictature bureaucratique, nationaliste, réformiste, puisque leur programme est et sera la construction du socialisme dans un seul pays et la coexistence

pacifique. Notre Internationale est le seul parti mondial qui combat pour la révolution socialiste internationale. Nos partis sont les seuls qui peuvent diriger la lutte pour une révolution d'octobre dans chaque pays. C'est pourquoi notre Internationale est la seule qui reflète non seulement les intérêts historiques du prolétariat, mais aussi les intérêts immédiats de ce secteur de classe qui pourra mener à bien ces tâches historiques, la base ouvrière.

Cette définition très générale mais indispensable des partis ouvriers et de notre Internationale ne signifie pas la négation de l'existence de formations centristes, intermédiaires, qui vont d'un pôle à un autre, qui passent de révolutionnaires à réformistes ou bureaucratiques et vice versa. Cela a été le cas, par exemple, avec le Parti Communiste de l'URSS, qui est passé de révolutionnaire sous Lénine et Trotsky à réformiste et bureaucratique sous Staline, ou avec la gauche du parti social-révolutionnaire en Russie, qui de petite-bourgeoise réformiste est passée à révolutionnaire quand elle a pactisé avec les bolcheviques pour faire la Révolution d'octobre, et qui est ensuite retournée au domaine de la contre-révolution. En Allemagne aussi nous avons l'exemple de la fraction centriste du Parti Socialiste Indépendant qui a rejoint le Parti Communiste.

Ces phénomènes hybrides entre les deux grandes catégories de partis existants dans le monde doivent être définis par leur dynamique par rapport à ces deux catégories. Leur centrisme les mène-t-il rapidement vers le trotskysme ou au contraire vers l'opportunisme, le nationalisme ou le réformisme ? Il est indispensable de poser cette question pour définir notre attitude envers eux, et plus encore si nous savons qu'il s'agit d'un processus rapide, un mouvement qu'il faut détecter pour agir avec une grande rapidité. Si au bout de quelques mois, ce courant centriste n'est pas clairement orienté vers le trotskysme et vers le travail commun dans notre Internationale, c'est une variante en plus du spectre de l'ultra-gauchisme ou du centrisme ossifié des partis petits-

bourgeois, historiquement l'apanage de la contre-révolution bourgeoise.



Thèse 34 - L'entrisme et l'unité avec des tendances centristes de masses

Dans le souci de gagner des courants de masses ou de vastes secteurs de l'avant-garde, le mouvement trotskyste a utilisé à plusieurs reprises dans cette après-guerre la méthode de l'entrisme, préconisée par Trotsky dans les années trente par rapport aux partis socialistes et comme une exception pour de courtes périodes.

Mais le révisionnisme propose un entrisme qui a généré dans les partis communistes qui était une variante à long terme pour accompagner le cours hypothétiquement révolutionnaire de ses directions. Les trotskystes argentins ont fait un entrisme indirect dans l'organisation syndicale du péronisme : les *62 Organisations*.[§] Beaucoup d'autres organisations trotskystes ont pratiqué l'entrisme dans les partis socialistes quand ceux-ci étaient sur la voie de se transformer en partis de masses, comme le Comité pour la Reconstruction de la Quatrième Internationale (CORQI)^{§§} dans le Parti Socialiste Portugais (PSP) et dans le Mouvement de Gauche Révolutionnaire (MIR) vénézuélien, et la Fraction Bolchevique (FB) et le CORQI dans le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE). Et il y a eu un entrisme permanent ou semi-permanent dans le parti travailliste britannique depuis le début de l'après-guerre. Toutes ces expériences requièrent d'être résumées pour pouvoir tirer des conclusions pour le futur.

Nous, les trotskystes, nous sommes par principe une organisation indépendante pour pouvoir mener une lutte frontale contre les organisations opportunistes au sein du mouvement ouvrier et de masses. Notre tâche historique et de principes est celle de confronter la politique de l'opportunisme avec la nôtre, face au mouvement de masses. C'est pourquoi l'entrisme préconisé par Trotsky ne se faisait pas en rompant avec ce principe. Il était conçu comme

une manœuvre tactique, conjoncturelle et de peu de temps, qui partait de la constatation d'une situation objective et d'une occasion qui se présentait à nous. Concrètement, Trotsky a découvert qu'il y avait un cours à gauche de nouveaux secteurs de masses qui s'incorporaient aux partis sociaux-démocrates, un cours qui donnait lieu à de fortes tendances de gauche, ou au moins à des tendances fortes par rapport à nous qui étions de petits groupes de propagande. Trotsky est alors arrivé à la conclusion qu'il était nécessaire d'entrer dans ces partis et de gagner rapidement ces courants de gauche pour la Quatrième Internationale, pour nos positions trotskystes et pour qu'ils rompent avec leurs directions. Il partait de la prémisse que toute organisation centriste progressiste qui n'entre pas rapidement dans la Quatrième Internationale, se cristallise comme organisation ou tendance centriste impossible d'être gagnée pour la Quatrième, ou change son orientation en se transformant en courant ultra-gauchiste ou de droite. C'est pourquoi il a considéré l'entrisme comme conjoncturel, comme une manœuvre à court terme et rapide pour gagner des centaines ou des milliers de militants pour la Quatrième Internationale, pour gagner ces jeunes ouvriers ou étudiants qui entraient au parti socialiste et qui, soucieux de faire la révolution, adoptaient des positions de plus en plus à gauche.

L'entrisme préconisé par Trotsky avait à voir avec une réalité politico-sociale : le surgissement de courants centristes très progressistes au sein des organisations de masses. L'entrisme était une tactique parmi d'autres. La méthode avec laquelle Trotsky a fait face au problème de l'entrisme et de la relation avec les courants centristes progressistes est encore toujours correcte et acquiert une importance de plus en plus grande. On ne pourra pas construire de grands partis trotskystes de masses par une voie linéaire, par une accumulation évolutive de militants et par une croissance progressive et systématique. Ce sera un processus convulsif, fait d'unions et de divisions, tant dans chacun des pays comme à l'échelle inter-

nationale. Si en dépit de la crise des appareils contre-révolutionnaires et de la montée révolutionnaire, n'apparaissent pas de grands courants qui sont orientés vers des positions trotskystes ou trotskysantes, il sera impossible de construire des partis trotskystes forts avec influence de masses en quelques années.

Le trotskysme doit avoir une politique malléable, astucieuse, soignée et vaste, vers tout courant émanant des partis traditionnels ou même du mouvement syndical, qui est orienté vers des positions révolutionnaires. Mais cette politique malléable et vaste ne peut pas se faire au prix de dissimuler les principes ou d'adopter les positions immatures de ces courants en y capitulant. La vaste politique a comme point de départ d'obtenir, sur les points fondamentaux de notre programme révolutionnaire sur lesquels nous sommes d'accord, un travail en commun tendant à une organisation commune. Comme trotskystes, nous devons avoir l'habileté d'avancer des positions révolutionnaires pour construire le parti, non pas la totalité de notre programme mais certainement ses points fondamentaux, qui permettent de coordonner une action révolutionnaire avec ces courants du mouvement de masses qui apparaissent, jusqu'à arriver même à un front ou à un parti commun, dans le processus qui les rapproche de nos positions trotskystes. Il est fondamental d'obtenir rapidement ces actions communes, et si possible des organisations communes, avec toute tendance qui s'oriente vers nous, afin d'éviter le danger énorme qu'elles cristallisent comme organisations centristes. Quand ces tendances de masses apparaissent - et elles vont apparaître et seront un facteur décisif dans la transformation de notre parti dans un parti de masses -, la grande tâche est de leur donner une dynamique de plus en plus prononcée vers une organisation commune, vers un parti révolutionnaire commun, pour éviter justement qu'elles parviennent à structurer leur propre organisation et direction, ce qui rendrait alors beaucoup plus difficile leur incorporation majoritaire à notre politique et notre programme.

[§] Une organisation de sections syndicales (à l'origine en nombre de 62) qui ont rompu avec la Confederación General del Trabajo (CGT) en 1957. Elle était dirigée dans les années 70 par Lorenzo Miguel, du syndicat des métallos (UOM), considéré comme l'archétype de bureaucrate syndical.

^{§§} Voir Thèse 11

L'entrisme fait partie de cette politique que nous devons avoir avec toute organisation centrisme qui s'oriente vers des positions révolutionnaires et qui surgit des partis ou organisations de masses. Pour faire de l'entrisme, il faut que cette tendance centrisme soit déjà apparue, qu'elle soit un fait objectif. Il ne faut pas faire de l'entrisme dans une organisation centrisme sur la base de la « possibilité » que cette tendance apparaisse dans le futur. Vu cette situation, nous devons être conscients que l'entrisme exige deux conditions fondamentales pour le mener à bien : **premièrement**, avoir des cadres trotskystes solides qui peuvent supporter la pression énorme des appareils contre-révolutionnaires ; **deuxièmement**, le faire comme une manœuvre tactique de courte durée. Tout entrisme qui va au-delà d'un ou deux ans, signifie que nous transformons nos militants et nos organisations en des militants et des organisations qui font tourner leur politique autour de la réponse aux directions des organismes dans lesquels elles ont fait de l'entrisme, et fondamentalement que leurs activités face aux masses sont contraintes par le carcan de ces appareils contre-révolutionnaires. Tout militant entrisme se voit dans l'obligation de devoir donner une réponse quotidienne à la politique de ces directions et ne peut pas faire la même chose avec la lutte quotidienne des masses. Il y a inévitablement une adéquation au milieu dans lequel on milite, une adéquation à ce milieu politique qui n'est pas le nôtre et qui n'est pas non plus celui du

mouvement de masses dans son ensemble ; c'est une adéquation à un secteur du mouvement de masses totalement contrôlé par des appareils bureaucratiques et réformistes. Pour cette raison, l'entrisme peut seulement être de courte durée. Toutes les expériences indiquent qu'un entrisme à long terme mène à la démoralisation et jamais à une grande croissance de nos partis.

Ceci étant dit, il y a une autre raison qui exige de ne pas faire - en principe - de l'entrisme pour longtemps dans les organisations politiques réformistes, et peut-être de ne le faire ni pour une minute : c'est le changement profond qui a eu lieu dans cette après-guerre dans les partis sociaux-démocrates. Dans la pré-guerre, les partis sociaux-démocrates étaient les organisateurs d'un secteur de l'avant-garde du mouvement de masses. Les locaux de ces partis étaient un point de réunion et de discussion d'un secteur du mouvement ouvrier. Entrer dans un parti socialiste signifiait pénétrer dans un secteur important de la classe ouvrière du pays où nous militions. Mais aujourd'hui, avec la radio et à la télévision, ces partis se sont vidés, ils n'organisent aucun secteur du mouvement de masses, ils obtiennent seulement le suffrage d'un secteur du mouvement ouvrier en utilisant à cet effet la radio et la télévision que l'impérialisme et le capitalisme mettent généreusement à leur disposition. L'expression d'un dirigeant du PSOE, qui préfère dix minutes de télévision plutôt que dix mille militants, est

catégorique en ce qui concerne cette nouvelle orientation des partis sociaux-démocrates, qui vident leurs propres partis de militants afin d'échapper au contrôle et à la pression de la base ouvrière.

Avec les organisations syndicales, c'est le contraire. Faire de l'entrisme ici est une obligation. C'est dans ces dernières que se trouvent les secteurs les plus importants de la classe ouvrière organisée dans presque tous les pays du monde. C'est là où la classe agit et se manifeste massivement. Nous devons entrer dans toutes ces organisations de masses et y rester contre vent et marée, en adoptant toute mesure de type clandestin pour cela. Mais cet entrisme n'est pas un entrisme politique. Le parti continue à agir politiquement de façon indépendante. Il organise l'entrisme de ses militants dans les organisations syndicales massives en oeuvrant pour qu'ils y restent, indépendamment de qui dirige ces organisations. Mais politiquement, le parti continue à s'adresser à l'ensemble du mouvement ouvrier pour populariser et défendre la politique trotskyste. Il en est de même quand nous faisons de l'entrisme sectoriel ou individuel - quand cela nous convient, comme une manœuvre tactique et partielle d'un secteur du parti, d'un petit nombre de militants - dans les secteurs juvéniles ou ouvriers des organisations réformistes et des partis communistes (ce qui est parfaitement licite et utile).



Thèse 35 - Propagande, agitation et action, le rôle des consignes

Depuis le début de siècle, le marxisme a défini avec clarté la différence entre la propagande et l'agitation, et la relation qui existe entre ces deux concepts. La propagande est l'explication de beaucoup d'idées à peu de personnes, l'agitation, l'explication de quelques idées à beaucoup de personnes.

Alors que la propagande est faite à travers des articles, des exposés, des conférences, des cours, des livres, l'agitation est menée à bien à travers des consignes. Ceci ne veut pas dire que nous omettons d'expliquer et de soutenir ces consignes à travers des articles et même des brochures, des exposés. Mais le peu d'idées que nous voulons exprimer à travers l'agitation, nous les concrétisons dans des consignes, c'est-à-dire dans une phrase abordable au langage ouvrier et populaire qui indique avec clarté l'idée que nous voulons exprimer. Comme notre objectif est d'obtenir la mobilisation des masses, l'aspect le plus difficile qu'ait le marxisme est de formuler ces phrases ou consignes. C'est une science et un art. Tandis que nous élaborons des phrases qui sont compréhensibles pour les grandes masses, dans notre effort de mobiliser la classe ouvrière, les appareils contre-révolutionnaires font de même. Ils formulent des consignes, des phrases qui sont comprises par les grandes masses, mais avec un objectif opposé au nôtre, afin de les démobiliser. Dans l'immédiat après-guerre, le PC français a lancé la célèbre consigne « *produire d'abord* », pour freiner la vague de grèves et le processus de mobilisation révolutionnaire du prolétariat français. De la même façon, Perón[§] a lancé sa célèbre consigne « *desseller jusqu'à y voir clair* » (c'est-à-dire ne rien faire et voir ce qui se passe), quand il a été renversé en 1955, afin de freiner la mobilisation des travailleurs argentins,

[§] Juan Domingo Peron, président nationaliste argentin, a été élu une première fois en 1946, s'appuyant sur les syndicats qu'il a par après muselés et persécutés pour former son propre parti, le Parti Justicialiste. Après être renversé par un putsch sanglant en 1955, il est revenu à la Présidence en septembre 1973. Il est mort le 1 juin 1974.

un mouvement ouvrier qu'il ne pouvait déjà plus contrôler par le biais du gouvernement et de l'Etat.

Notre objectif est le contraire : obtenir les consignes, les phrases que le mouvement ouvrier comprend, afin qu'il puisse se mobiliser, faire une action, au moyen de cette compréhension. Les consignes sont de deux types. Il y en a pour essayer de convaincre le mouvement de masses, même s'il n'y a pas de possibilités immédiates pour passer à l'action. Cette dernière circonstance n'est pas une raison de ne pas agiter la consigne. Par exemple, la consigne que Soares, ensemble avec Alvaro Cunhal, prenne le gouvernement au Portugal, était une consigne magnifique, bien que nous soyons tous conscients que - par la situation de la lutte des classes, par la trahison de ces partis et par le peu de force du nôtre - les deux partis n'allaient pas combattre pour un gouvernement Soares-Cunhal.^{§§} Cette compréhension n'empêche pas que nous fassions quand-même une agitation pour cette consigne. Mais il y a d'autres consignes, qui sont pour l'action ou qui permettent le surgissement d'une action ou d'une mobilisation du mouvement de masses (dans son ensemble ou dans certains de ses secteurs). C'est le cas, par exemple, quand nous appelons à une grève durement ressentie par les travailleurs, quand il y a une forte pression de ceux-ci pour aller en grève ou pour toute autre mobilisation du genre. Ce sont des consignes pour l'action. Après avoir analysé quelle est la consigne pour l'action, le parti fait des efforts sans relâche pour que cette action soit réalisée par le mouvement de masses, parce qu'elle est possible, parce qu'il y a les conditions pour cette action.

Toute consigne doit répondre à la situation présente du mouvement ouvrier et des masses puisqu'elle est une synthèse des nécessités immédiates des masses et de son niveau de cons-

^{§§} Mário Alberto Nobre Lopes Soares était le fondateur du Parti Socialiste Portugais (avril 1973). Alvaro Cunhal était le secrétaire général du Parti Communiste Portugais. Les deux étaient revenus de l'exil, respectivement de Paris et de Moscou, après la victoire de la révolution des œillets le 25 avril 1974.

science. Dans le souci d'obtenir une consigne mobilisatrice, nous devons non seulement exprimer les nécessités immédiates du mouvement de masses, mais aussi partir du niveau de conscience de celui-ci pour formuler la consigne. Nous devons faire en sorte que la consigne soit une synthèse des nécessités immédiates et de la conscience immédiate du mouvement de masses, dans le but d'obtenir une mobilisation. C'est ainsi que Trotsky, face au chômage en Amérique du Nord (nécessité immédiate) et au fait que les travailleurs croyaient en Roosevelt (conscience immédiate), a conseillé d'avancer une consigne mobilisatrice de pression sur Roosevelt pour qu'il donne du travail à tous les chômeurs. Cette consigne prenait en considération, d'un côté le bas niveau politique du prolétariat américain - qui croyait en un dirigeant, agent des monopoles et de l'impérialisme - et d'autre part la nécessité de sortir du chômage. La consigne pour l'action, pour opportuniste qu'elle puisse paraître (faire pression sur Roosevelt ou lui demander de donner un emploi) est correcte, de notre point de vue trotskyste, si elle est la meilleure formule pour mobiliser les travailleurs, si c'est le pont pour sa mobilisation, pour son unité, pour qu'ils partent en lutte. Trotsky est un maître dans cette adéquation de nos consignes au niveau de conscience de la classe ouvrière, quel que soit ce niveau. C'est pourquoi il a avancé que, si la classe moyenne allemande rompait avec Hitler, il était possible que nous levions la consigne de réunion du Reichstag, du vieux Reichstag qui a choisi Hitler, pour qu'il lui enlève les pouvoirs de Premier ministre et nomme un nouveau gouvernement, qui allait probablement être un gouvernement bourgeois. Trotsky partait de la mentalité légaliste, démocratique-bourgeoise de la classe moyenne allemande, pour voir s'il obtenait son unité avec la classe ouvrière par le biais d'une institution reconnue par toutes les organisations petites-bourgeoises et ouvrières, même par celles qui avaient voté pour le fasciste Hitler, pourvu que cela mette en échec ce dernier, pourvu qu'on obtienne une mobilisation de

toute la population allemande contre lui. C'est un grand exemple du fait que le trotskysme n'est pas de l'ultragauchisme, mais une politique scientifique qui se manifeste dans l'art et la science des consignes pour mobiliser les masses à partir du niveau de ses nécessités et du niveau de sa conscience, quel que soit ce niveau.

Ces considérations sont fondamentales pour pouvoir transformer nos partis rapidement en partis avec influence de masses. Après la mort de Trotsky et étant donné les circonstances objectives de la force énorme des appareils contre-révolutionnaires, nous avons eu une tendance à nous limiter à une activité propagandiste et à abandonner la science et l'art le plus important pour un parti révolutionnaire, celui de formuler les consignes adéquates à chaque moment de la lutte des classes. Il faut reprendre avec urgence cette science et cet art. Il faut abandonner le préjugé contre la formulation de consignes adaptées au bas niveau de conscience de la classe ouvrière. Il faut abandonner le fétichisme des consignes de type

général, propagandistes, que l'on maintient parfois pendant des mois, voire des années. Ce qui est énormément difficile pour un marxiste, c'est précisément d'avoir la rapidité nécessaire pour changer les consignes au fur et à mesure que la situation de la lutte des classes change. Cette nécessité est péremptoire aujourd'hui parce que la lutte des classes change de minute en minute dans tous les pays du monde. Nous pouvons formuler une loi : dans cette époque révolutionnaire, un parti trotskyste authentique est celui qui combine et change systématiquement ses consignes. Tout parti trotskyste qui, dans cette heure de changements ininterrompus dans la lutte des classes, continue avec les mêmes consignes et analyses, se trompe.

Ceci ne signifie pas que le parti révolutionnaire préconise toujours une seule consigne. La complexité de la lutte des classes, les nécessités des différents secteurs du mouvement de masses et de leurs alliés, les changements dans la situation, font que la politique trotskyste s'exprime toujours concrètement à

travers un système de consignes, de plusieurs consignes combinées, dont quelques-unes sont prépondérantes, déterminantes. Mais ces dernières ne restent pas isolées, elles sont combinées avec les autres. Nous devons obtenir une combinaison claire de quelques consignes, dont la structure change constamment.

Le Parti bolchevique a avancé « *Assemblée constituante* », « *Tout le pouvoir aux soviets* », « *Que renoncent les ministres bourgeois* », « *Contre Kornilov* ». Dans la courte période de quelques mois, différentes consignes sont apparues et ont acquis de l'emphase, mais toujours dans une combinaison et avec un axe - qui n'a pas été permanent non plus - de « *Tout le pouvoir aux soviets* ». Ces exemples suprêmes doivent être assimilés par tous les partis trotskystes. Notre principale activité donnera le caractère à nos partis : s'il est propagandiste, non orienté vers le mouvement de masses, non orienté vers l'action, nos partis continueront à être propagandistes, des sectes et non des partis de masses.



Thèse 36 - Principes, stratégie et tactique

Comme pour les consignes, il y a aussi une relation entre les principes, la stratégie et la tactique, et leur lien avec les consignes. Nous avons une série de principes qui font l'essence de notre mouvement, tels que notre opposition à la collaboration de classes et aux fronts populaires, notre défense inconditionnelle de la lutte des classes la plus intransigeante et notre lutte pour l'indépendance politique de la classe ouvrière, pour la révolution socialiste, pour la dictature révolutionnaire du prolétariat, pour le droit à l'autodétermination nationale. Mais ces principes - qui doivent être présents dans chacune de nos actions, dans chacune de nos consignes, dans chacun de nos exposés ou articles propagandistes - ne doivent pas être confondus avec la stratégie et la tactique.

Dans cette époque révolutionnaire nous avons, nous les trotskystes, uniquement deux stratégies jusqu'à la prise du pouvoir : promouvoir la mobilisation permanente de la classe ouvrière et de ses alliés jusqu'à faire une révolution socialiste d'octobre et, avec cela, fortifier et développer notre parti pour qu'il dirige cette révolution, en le transformant en parti avec influence de masses. Tout le reste, tout ce que nous faisons par ailleurs, ne sont que des moyens, d'une importance plus grande ou plus petite, que nous utilisons pendant des périodes plus longues ou plus courtes, mais de simples moyens au service de ces deux grands objectifs stratégiques. Il ne faut jamais confondre une tactique avec une stratégie, en d'autres mots, un moyen avec l'objectif final. Confondre une tactique avec une stratégie, signifie transformer le moyen dans une fin en soi. Le révisionnisme dans la Quatrième Internationale a tendance à transformer des tactiques et des moyens en stratégies. L'entrisme, par exemple, un moyen conjoncturel d'une courte durée, exceptionnel, a été transformé dans toute une stratégie pour dix-huit ans avec l'entrisme sui generis. Les moyens, tout comme les consignes, changent systématiquement. Lors d'une époque préélectorale, nous avons des moyens et des tactiques différents de ceux d'une époque

non-électorale. Lors d'une étape de possibilité de grève générale, nous avons un moyen différent de ceux d'une étape dans laquelle il n'y a pas de possibilités de grève générale. Si l'étape ouvre des possibilités de grèves dans quelques secteurs ou même des grèves d'usine, les moyens sont différents. S'il y a des luttes chez des alliés de la classe ouvrière, les moyens, c'est-à-dire les tactiques, changent. Aucun parti révolutionnaire ne peut s'attacher les mains en disant que son activité permanente, sa stratégie, c'est la grève générale, ou le front unique, ou le gouvernement ouvrier et paysan, ou les grèves partielles, ou le contrôle ouvrier, ou les occupations d'usine, ou la présentation à des élections, ou l'entrisme.

Les tactiques changent autant que les consignes. Les moyens et les consignes doivent être variables, plastiques, adéquats au moment et changer systématiquement. Ceci ne veut pas dire qu'une tactique n'ait pas des moyens subordonnés. En ce sens nous pouvons parler de stratégie électorale et de ses tactiques, des moyens que nous utilisons pour cette stratégie électorale. Mais à l'échelle de l'époque que nous vivons, il y a que deux stratégies et tout le reste sont des moyens, des tactiques que nous utilisons et rejetons de façon permanente en accord avec la situation de la lutte des classes.

Il est très grave de confondre les principes, la stratégie ou la propagande, avec les tactiques et les consignes. Par principe, nous sommes pour le renversement de toutes les institutions démocratiques-bourgeoises, surtout dans cette époque où ces institutions sont la forme, l'enveloppe, de régimes semi-bonapartistes ou bonapartistes. Mais ceci est un principe, c'est pour la propagande.[§] Tactiquement et au niveau des consignes, nous adaptons ce principe et cette stratégie - de tendre à détruire les organismes de contrôle étatique bourgeois - aux nécessités immédiates, aux moyens que nous avons, nous et les masses, et au niveau

[§] Nous avons corrigé un lapsus d'écriture évident dans l'original, qui dit « *no es para la propaganda* », ce n'est pas pour la propagande.

de conscience des masses, pour orienter la mobilisation en ce sens. Ceci signifie que, tactiquement, comme la meilleure façon d'instruire le mouvement de masses (qui, pour avoir un bas niveau de conscience, croit dans ces organismes comme dans une conquête) nous pouvons peut-être mobiliser les masses - sans dire que nous croyons dans ces organismes, parce que cela serait violer les principes - à travers des tactiques et des consignes qui disent : faisons pression sur ce parlement dans lequel vous croyez, faisons pression sur vos partis qui sont dans ce parlement, mobilisons-nous pour obtenir telle ou telle conquête.

Cette proposition est beaucoup plus « à gauche » que celle de Trotsky de mobiliser pour faire pression sur Roosevelt. Le niveau de conscience des masses nous indique quelles sont la tactique et la consigne adéquates pour les mobiliser, et nous ne pouvons pas les rejeter ni passer par-dessus ce niveau de conscience, en confondant les principes et la stratégie avec la tactique et les consignes. Si nous n'agissons pas ainsi et si nous commettons l'erreur de croire qu'il suffit d'avoir seulement des principes et de faire seulement de la propagande pour avancer, nous commettons un crime aussi grand que l'erreur opposée du révisionnisme, qui est de croire que les stratégies et les principes sont des tactiques et des consignes. Dans ce cas on affirme que les principes sont ce qui est tactique, le moyen. Toutefois, le principe est une catégorie opposée à la tactique, bien qu'intimement liée, parce que la tactique est un moyen, et le principe est beaucoup plus qu'une stratégie, il est la base de notre politique. Toute tactique doit être de principe, et tout principe doit accepter qu'il doive se manifester à travers des moyens. Mais chacune de ces catégories a sa portée. La portée de la tactique, comme celle de la consigne, est la portée de l'immédiat, non de l'historique ; c'est la portée des nécessités immédiates et de la conscience immédiate du mouvement de masses, pour arriérée qu'elle soit. Et si le moyen ne s'adapte pas à ces

conditions, il cesse d'être un moyen : c'est la répétition des principes.



Thèse 37 - Le front unique ouvrier

Le front unique ouvrier est une des meilleures tactiques dont dispose le parti léniniste par rapport aux partis ouvriers opportunistes. Mais ce n'est ni une stratégie ni un principe. Comme toute consigne et toute tactique, il dépend des circonstances objectives. Nous pouvons appliquer cette tactique uniquement quand il y a une nécessité présente et impérieuse pour le mouvement ouvrier de s'unir, et quand la conscience de cette nécessité existe dans le mouvement ouvrier, fondamentalement dans son secteur majoritaire et le plus arriéré. Si ce n'est pas le cas, cela se présente comme l'exposé d'un principe apparent. Ceci veut dire qu'en général, les conditions pour proposer le front unique apparaissent seulement quand il y a une offensive féroce de la classe bourgeoise, parce que la classe ouvrière se rend compte de cette offensive brutale contre elle et veut lui donner une réponse unitaire. C'est pourquoi, les moments du front unique sont ceux d'une offensive brutale contre le niveau de vie et de travail de la classe ouvrière, ou quand apparaît le danger d'un putsch bonapartiste ou fasciste.

C'est alors le moment d'appeler tous les partis ouvriers à la lutte contre l'offensive économique ou politique féroce contre le prolétariat. Avec cette proposition, qui tend à obtenir l'unité totale de la classe ouvrière pour une action de défense, nous atteignons deux objectifs : si les autres partis ouvriers acceptent le front unique, il y a une action unitaire colossale de la classe ouvrière qui la met sur le chemin de mobilisations offensives postérieures ; et si les directions ouvrières ne l'acceptent pas, nous pourrons les démasquer devant le mouvement de masses.

Voilà la proposition traditionnelle de front unique de la Troisième Internationale. Mais, tout comme beaucoup des catégories élaborées par elle, l'expérience a démontré qu'elles sont plus riches que sa formulation politico-théorique.

C'est ainsi que des fronts uniques de fait de la classe ouvrière sont apparus et existent, que ses partis les acceptent ou non, constitués par les organisations de base comme les comités d'usine, les soviets, les syndicats. En ce qui concerne ces organismes, qui peuvent

acquérir aussi bien un caractère de défense qu'un caractère révolutionnaire selon les circonstances, notre Internationale a une politique permanente de les développer, sans se marier avec aucun d'eux : nous appelons à constituer ces organismes adéquats à l'étape de la lutte des classes que vivent les masses. Sur ce terrain nous n'avons pas non plus un moyen, une tactique ou une consigne permanents. A un certain moment nous combattons pour que se fortifient les syndicats ou pour transformer ceux-ci en révolutionnaires, ou nous fondons des syndicats révolutionnaires de masses. Dans d'autres moments se sont les comités d'usine. Et dans d'autres encore cela peuvent être les soviets ou les milices. Sans cesser de proposer aux partis ouvriers la formation de ces organismes de front unique pour l'action du mouvement de masses, dans ce cas nous n'insistons pas sur la proposition aux autres partis mais sur notre appel au mouvement de masses pour constituer ces organismes de front unique.

Thèse 38 - Le caractère de notre parti et de notre Internationale

Tous nos partis et notre Internationale dans son ensemble revendiquent fièrement, comme leur exemple, la structure du Parti bolchevique. Cela signifie que nous considérons que notre parti doit être formé par des révolutionnaires professionnels d'une part, et qu'il doit avoir un régime centralisateur démocratique d'autre part. Nous revendiquons plus que jamais le centralisme comme l'obligation numéro un de tout parti trotskyste. Dans cette époque révolutionnaire, le trotskysme est poursuivi implacablement, non seulement par l'Etat bourgeois, les partis bourgeois et les bandes fascistes, mais aussi par les partis opportunistes, lesquels nous considèrent avec raison comme leur ennemi mortel. En outre, nos partis se construisent pour mener à bien la lutte armée pour la prise du pouvoir, l'insurrection. Nous pourrions atteindre cet objectif suprême seulement avec une discipline rigide, dont la seule garantie est le centralisme, ainsi qu'un dévouement que seulement les militants professionnels peuvent avoir.

Mais en même temps, dans le parti doit exister la démocratie la plus absolue, qui permet d'assimiler l'expérience de l'ensemble du parti et du mouvement de masses, la seule façon d'élaborer l'orientation. D'autre part, c'est la seule façon de faire un bilan correct, démocratique, des orientations approuvées.

Il ne peut pas y avoir de démocratie sans droit pour les tendances et les fractions. Mais il s'agit d'un droit exceptionnel parce que le surgissement de tendances et de fractions est un malheur pour un parti centralisé pour l'action. La discussion permanente dans tous les organes du parti est le plus

grand outil d'élaboration politique pour un parti trotskyste. Le parti doit systématiquement être en train de discuter. Il doit confronter des expériences individuelles ou d'organismes différents et de secteurs de travail différents pour qu'à travers le choc et la discussion apparaisse une orientation correcte, la meilleure résultante. Mais cette vertu de la discussion permanente se transforme en son contraire quand un parti passe son temps en discutant de façon permanente à partir de groupes organisés dans des fractions et des tendances, et beaucoup plus encore si celles-ci survivent à travers le temps. Quand il en est ainsi, les fractions cessent de l'être pour se transformer en bandes. Le parti cesse d'agir de façon unitaire envers le mouvement de masses pour se retourner vers son intérieur. Il est paralysé, il crée une atmosphère parlementaire de polémique permanente et il cesse inévitablement d'agir de manière unitaire. Il se met à avoir comme activité principale la discussion, c'est-à-dire, il cesse d'agir principalement dans le mouvement de masses. La discussion est un moyen fondamental et décisif pour notre activité, mais seulement un moyen. L'existence de fractions et de tendances permanentes transforme la discussion dans une fin en soi et non dans un moyen du centralisme et de l'action unie face au mouvement de masses.

Aussi important que les militants professionnels, le centralisme démocratique et la discussion permanente, est le caractère organique que doit avoir tout parti trotskyste bolchevique. Un parti trotskyste ne mérite pas ce nom s'il acquiert des caractéristiques de tendance, de groupe de propagande ou de

mouvement. La classe ouvrière ne peut mettre en échec la bourgeoisie que si elle acquiert une organisation de fer. Cette nécessité de la classe ouvrière doit être assumée par nos partis et élevée à sa puissance maximale. Dans nos partis, tout doit se faire de manière organique et à travers des organismes, rien en dehors de ceux-ci. Ceci nous permet de délimiter bien qui sont les militants de qui ne le sont pas. Sont militants, seulement ceux qui appartiennent à un organisme du parti et sont soumis à sa discipline. En outre, une hiérarchisation stricte entre les organismes est indispensable. Nos partis ont des organismes de direction, de base et intermédiaires, dans une dialectique permanente de discussion et d'exécution. Tout ce qui passe par-dessus les organismes est la négation de la structure bolchevique, même si c'est fait en appelant à la base dans des réunions plénières. Tout ce qui mélange les organismes existants est démocratisme et non structure bolchevique. Le Secrétariat, le Comité Exécutif, le Comité Central, les comités régionaux et les cellules ont leur place stricte dans le parti.

Il n'y a que ce fonctionnement à travers des organismes hiérarchisés qui garantit que nos partis, en acquérant influence de masses, maintiennent le régime interne bolchevique. Nous éviterons ainsi le danger grave de créer des mouvements trotskystes avec influence de masses qui, le moment de l'action arrivé, deviennent anarchiques et incapables d'agir avec la centralisation et la discipline d'une armée révolutionnaire, comme le requièrent les circonstances de l'époque.



Thèse 39 - Actualité de la théorie de la révolution permanente et de la loi du développement inégal et combiné

Tout comme il s'impose de revendiquer plus que jamais le *Programme de Transition* et le trotskysme, nous devons faire de même avec la théorie de la révolution permanente. Mais nous devons distinguer soigneusement la théorie d'une part, et le texte lui-même des *Thèses* de la révolution permanente d'autre part. Dans certains aspects, ces *Thèses* ont vieilli. Si nous reconnaissons ce fait dès à présent, nous serons plus vite en condition de mieux combattre le révisionnisme.

Les *Thèses* n'envisagent pas la révolution politique. Elles ne pouvaient pas le faire puisque la réalité historique n'avait pas conduit à l'existence d'un Etat ouvrier bureaucraté, quand elles ont été écrites. Mais cette nouvelle réalité est actuellement une partie essentielle de notre politique et de la théorie de la révolution permanente. La révolution politique fait partie de la révolution socialiste mondiale, avec les tâches démocratiques formelles et de contenu, et avec les révolutions de février. Les tâches démocratiques, les révolutions de février, les révolutions politiques, font partie de la révolution socialiste. Cette combinaison de tâches existe non seulement au niveau mondial mais au niveau de chaque pays, qu'il soit ou non arriéré, qu'il soit impérialiste ou ouvrier bureaucraté. C'est pourquoi, une expression de la révolution politique, la lutte contre les appareils bureaucratiques contre-révolutionnaires, a lieu dans les pays capitalistes avancés. La même chose est valable pour les tâches démocratiques.

Il en est ainsi d'une certaine façon avec la catégorie de révolutions démocratiques-bourgeoises avec laquelle commence le texte des *Thèses* de la révolution permanente. Il n'y a déjà plus de révolutions démocratiques-bourgeoises, puisqu'il n'y a plus de féodalisme dominant dans le monde actuel, mais différents degrés de capitalisme et de domination impérialiste. Ce qu'il y a, ce sont deux types différents de révolution socialiste : l'inconsciente, de février, dirigée ou capitalisée par les partis réformistes ; et la consciente,

d'octobre, dirigée par les partis trotskystes. Ceci ne signifie pas la négation de l'importance fondamentale des tâches démocratiques.

C'est pourquoi on verra aussi dans les Etats ouvriers bureaucratés eux-mêmes des révolutions de février qui s'ouvrent comme prologue de la révolution d'octobre, comme étape préalable à la transformation des partis trotskystes en partis de masses. Tous cela, ce sont des problèmes que nous avons essayés d'élucider dans ces thèses, et qui doivent être intégrés à la théorie de la révolution permanente.

Mais les *Thèses* elles-mêmes (non la théorie) ont fait une évaluation incorrecte de la dynamique et de la transformation de la révolution démocratique-bourgeoise en révolution socialiste dans les pays arriérés. Les *Thèses* ont catégoriquement affirmé que la révolution démocratique-bourgeoise, et beaucoup plus la socialiste, peut seulement être menée à bien par un parti communiste, léniniste, révolutionnaire, soutenu par l'organisation révolutionnaire du prolétariat lui-même. Les *Thèses* ont comme axe fondamental le processus de transformation de la révolution démocratique-bourgeoise en révolution socialiste, de l'expropriation des propriétaires fonciers, de la bourgeoisie et de l'impérialisme par un sujet social, le prolétariat, et par un sujet politique, le parti communiste révolutionnaire. Les *Thèses* affirment catégoriquement que seule la classe ouvrière commandée par un parti communiste révolutionnaire peut mener à bien la révolution démocratique-bourgeoise et l'expropriation de la bourgeoisie à travers la révolution socialiste. Ceci c'est avéré faux. Il faut le reconnaître. Le *Programme de Transition* lui-même modifie légèrement, avec sa variante théorique *improbable* les affirmations catégoriques des *Thèses*. Il faut reconnaître que des partis petits-bourgeois (dont les stalinistes), obligés par les circonstances, ont été poussés à rompre avec la bourgeoisie et l'impérialisme pour mener à bien la révolution démocratique et le début de la révolution socialiste, en expropriant la bourgeoisie et en inaugurant ainsi de

nouveaux Etats ouvriers bureaucratés.

Il faut incorporer à la théorie de la révolution permanente la reconnaissance de la généralisation des révolutions de février, la combinaison des révolutions de février avec les révolutions d'octobre et le fait que la révolution de février puisse même arriver à exproprier la bourgeoisie et commencer la révolution socialiste. Ce que ne peuvent pas faire les directions bureaucratiques, c'est de la poursuivre. Cette incorporation de la révolution de février, cette reconnaissance que les révolutions de février elles-mêmes peuvent aller au-delà de ce que proposaient les *Thèses* de la révolution permanente, n'annule pas la théorie mais, au contraire, la confirme - plus que jamais.

La théorie de la révolution permanente est beaucoup plus vaste que les *Thèses* écrites par Trotsky à la fin des années vingt. C'est la théorie de la révolution socialiste internationale qui combine différentes tâches, étapes et types de révolutions dans la marche vers la révolution mondiale. La réalité a été plus trotskyste et permanente que ce que Trotsky lui-même et les trotskystes ont prévu. Elle a donné lieu à des combinaisons inattendues. Malgré les défaillances du sujet (c'est-à-dire le fait que le prolétariat n'a pas été le protagoniste principal dans certaines révolutions) et du facteur subjectif (la crise de direction révolutionnaire, la faiblesse du trotskysme), la révolution socialiste mondiale a obtenu des triomphes importants. Elle est arrivée à l'expropriation des exploiters nationaux et étrangers dans beaucoup de pays, bien que la direction du mouvement de masses a continué à être entre les mains des appareils et des directions opportunistes et contre-révolutionnaires.

Si nous ne reconnaissons pas ces faits, nous laissons le champ libre aux interprétations révisionnistes qui s'y sont appuyées pour nier le caractère classiste et politique de la théorie de la révolution permanente. C'est ainsi qu'est apparue toute une théorie révisionniste, celle du substitutisme de

Deutscher[§] selon laquelle : a) les partis communistes symbolisent la classe ouvrière, b) les *Thèses* ont donc été confirmées parce que les partis communistes ont pris le pouvoir et étaient - de fait - des partis révolutionnaires, c) même si la classe ouvrière n'intervenait pas dans le processus révolutionnaire, les partis stalinistes la reflétaient, d) Trotsky s'est trompé, n'ayant pas indiqué qu'une classe peut être représentée par son parti et ne se rendant pas compte que beaucoup de partis communistes étaient révolutionnaires. Avec cette critique faite à Trotsky, on prétend ratifier les *Thèses* écrites. Nous croyons que non, que ce sont des révolutions de février, c'est-à-dire ouvrières et populaires avec des directions opportunistes qui, obligées par la pression du mouvement de masses, ont été forcées d'avancer au-delà de ce qu'ils voulaient en expropriant la bourgeoisie.

La direction du Socialist Worker's Party (SWP) s'est embarquée dans une autre attaque contre la théorie trotskyste de la révolution permanente. Selon cette nouvelle théorie du SWP, ni le prolétariat ni le trotskysme ne sont dorénavant indispensables pour un développement continu de la révolution permanente. Tout au plus sont-ils un ingrédient parmi d'autres. La nouvelle théorie de la révolution permanente de l'actuelle direction du SWP est la théorie des mouvements unitaires progressistes des opprimés, et non du prolétariat et du trotskysme. Tout mouvement des opprimés - s'il est unitaire et comprend l'ensemble de ceux-ci, même s'ils sont de classes différentes - est à lui seul de plus en plus permanent et mène inévitablement, sans différenciation de classe ou différenciation politique, à la révolution socialiste nationale et internationale. Cette conception s'est manifestée particulièrement par rapport aux mouvements des Noirs et de la femme. Toutes les femmes sont opprimées, ainsi que tous les Noirs. Si on obtient un mouvement de l'ensemble de ces

secteurs opprimés, cette mobilisation ne s'arrêtera pas et mènera ces secteurs, à travers différentes étapes, à faire une révolution socialiste.

Pour le SWP, la révolution socialiste est une combinaison de différents mouvements de multitudes, sans différence de classes et de semblable importance : le mouvement noir, féminin, ouvrier, juvénile, des vieux, qui mènent presque pacifiquement au triomphe du socialisme. Si toutes les femmes marchent ensemble, elles représentent 50% du pays ; si se passe la même chose avec les jeunes (70% dans certains pays latino-américains), plus les travailleurs, noirs et paysans, la combinaison de ces mouvements fera que la bourgeoisie sera arraisonnée dans un petit hôtel, puisque ce seront les adultes bourgeois, mâles et blancs qui s'opposeront à la révolution permanente. C'est la théorie de Bernstein^{§§} combinée avec la révolution permanente : le mouvement est tout et la classe et les partis ne sont rien. Cette théorie tombe rapidement dans un humanisme anti-classiste, qui revendique la praxis comme catégorie fondamentale, en opposition à la lutte des classes comme moteur de l'histoire.

Le SWP dit qu'il faut voir ce que font les bourgeois du Gouvernement de Reconstruction Nationale (GRN) du Nicaragua pour savoir sur quel pied danser, parce qu'ils appartiennent au mouvement qui a renversé Somoza. Le SWP applique ainsi sa conception révisionniste aclassiste et apolitique de la théorie de la révolution permanente. Face au SWP, nous devons revendiquer plus que jamais le caractère classiste et trotskyste de la révolution permanente. Aucun secteur bourgeois ou réformiste ne nous suivra dans le processus de la révolution permanente. Dans certaines conjonctures exceptionnelles, quand l'action n'attendra pas à la bourgeoisie et la propriété privée, les jeunes bourgeois et ouvriers, les femmes bourgeoises et ouvrières, les op-

portunistes noirs et les révolutionnaires marcheront ensemble; mais cette marche en commun sera exceptionnelle et non permanente. Nous continuons à défendre de façon intransigeante l'essence, tant de la théorie que des *Thèses* écrites elles-mêmes, de la révolution permanente : il n'y a que le prolétariat, commandé par un parti trotskyste, qui peut diriger de façon conséquente (jusqu'au bout) la révolution socialiste internationale et par conséquent la révolution permanente. Seul le trotskysme peut promouvoir la mobilisation permanente de la classe ouvrière et de ses alliés, principalement celle de la classe ouvrière. La seule chose que nous ajoutons est que la force objective de la révolution mondiale, combinée avec la crise de direction du prolétariat mondial et la crise sans issue de l'impérialisme, ont permis qu'on avance plus loin dans les révolutions de février nationales que ce que prévoyaient les *Thèses* : que des partis petits-bourgeois prennent le pouvoir et entament la révolution socialiste. Mais ces partis, en construisant des Etats ouvriers bureaucratés de type national, en imposant leur programme de coexistence pacifique et de construction du socialisme dans un seul pays, paralysent la révolution permanente.

En ce sens, les *Thèses* se sont seulement trompées pour quelques pays concernant la question de la station où s'arrêterait le processus de la révolution permanente conduite par les partis petits-bourgeois - dont le stalinisme. Elles ont eu raison, au contraire, concernant le fait que le processus devait s'arrêter inévitablement s'il n'était pas dirigé par un parti communiste léniniste, c'est-à-dire trotskyste. Alors que les *Thèses* croyaient qu'il était impossible de dépasser les limites bourgeoises - et même les limites féodales -, la réalité a démontré que ces limites pouvaient être dépassées par la pression du mouvement de masses et, à contre-gré, par les partis petits-bourgeois qui les dirigeraient.

La théorie de la révolution permanente s'enrichit avec le plus extraordinaire outil de recherche et d'élaboration politique et théorique qui nous a légué le trotskysme : la théorie de développement inégal et combiné. L'élan du

[§] Isaac Deutscher (°1907 - +1967) a été exclu du Parti Communiste Polonais en 1933 pour avoir défendu un front commun des communistes et des socialistes contre le nazisme. Il se rapprocha alors de Trotsky, mais rompit avec ce dernier en 1938, en désaccord avec la création de la Quatrième Internationale.

^{§§} Eduard Bernstein (°1850 - +1932), du Sozialistische Partei Deutschland (SPD), se fait connaître par sa proposition de "réviser" le marxisme, prônant le choix exclusif de l'action parlementaire et gouvernementale pour créer une société socialiste. Rosa Luxemburg s'y oppose dans son ouvrage *Réforme ou révolution ?*



mouvement de masses, combiné avec la crise de direction révolutionnaire, a été à l'origine de combinaisons non prévues dans le détail par notre mouvement (et qui ne pouvaient l'être). Ces

combinaisons confirment non seulement que le processus de la révolution permanente existe, mais que celle-ci est tellement puissante qu'elle donne lieu à ces combinaisons. Elles confir-

ment plus que jamais la théorie du développement inégal et combiné comme la conquête théorique maximale du marxisme révolutionnaire du 20^{ème} siècle.

Thèse 40 - Holocauste ou trotskysme - une nécessité impérieuse : la conquête du cosmos

Malgré tous les triomphes révolutionnaires, l'humanité est au bord du précipice. Le marxisme, le trotskysme, ont indiqué que sous le régime impérialiste et encore sous celui de la bureaucratie, à moins de dépasser la crise de direction du prolétariat, la perspective pour l'humanité est de tomber dans la barbarie, dans un nouveau régime d'esclavage qui prolongera le règne impérialiste. Seul le socialisme permettrait à l'humanité de dépasser le monde de la nécessité et d'entrer dans le monde de la liberté. Soit nous entrons dans le monde de l'exploitation et de la misère les plus terribles, de l'emprisonnement de l'humanité sous les verrous de la barbarie, soit nous entrons dans le monde de la liberté à travers le socialisme.

La monstruosité du régime impérialiste et bureaucratique fait que la catégorie de barbarie est déjà dépassée. Les colossaux moyens de destruction développés par l'impérialisme et les Etats ouvriers bureaucratiques font que le danger auquel l'humanité fait face a changé. Il ne s'agit déjà plus de tomber dans un nouveau régime d'esclavage, barbare, mais de quelque chose beaucoup plus grave, la possibilité que la planète soit transformée en un désert sans vie ou avec une vie dégradée, étant donné la dégénérescence génétique provoquée par les nouveaux armements. Mais il n'y a pas que le danger de dégradation de la vie à cause d'une guerre atomique. Il y a aussi un danger immédiat, le danger que l'on continue à détruire la nature, principalement les sources d'énergie, base essentielle du contrôle de la nature par l'homme. L'épuisement du pétrole dans quelques décennies ou dans un siècle pose une menace terrible à l'humanité.

Face à ces dangers, les Etats ouvriers bureaucratisés et les directions qui dominent ces états ne sont d'aucun secours. Ces directions nous emmènent au bord du précipice. La seule façon de l'éviter est de liquider les frontières nationales, la domination impérialiste et la propriété privée capitaliste. Pour obtenir la liquidation des frontières nationales, il n'y a pas d'autre méthode que la mobilisation permanente du prolétariat mondial et l'unification de ses luttes avec cet objectif clair. Mais la liquidation des frontières nationales, de l'impérialisme et de la propriété privée capitaliste, au moyen de la révolution et la mobilisation permanente du prolétariat et de ses alliés, n'est proposée que par une seule organisation, la Quatrième Internationale, n'est défendue que par un seul courant du mouvement ouvrier, le trotskysme. C'est pourquoi, malgré notre faiblesse extrême, l'alternative est claire. Il ne s'agit déjà plus de 'barbarie ou socialisme', mais de 'holocauste ou trotskysme'.

Il n'y a que le prolétariat dirigé par le trotskysme qui répondra au plus grand défi qu'ait eu l'humanité : la conquête du cosmos. Cette conquête du cosmos est de nos jours une nécessité impérieuse qui modifie la dialectique traditionnelle du marxisme entre liberté et nécessité. Le marxisme avait soutenu qu'en entrant au socialisme nous entrons dans le monde de la liberté et abandonnions celui de la nécessité. De nos jours, l'épuisement de l'énergie terrestre et la croissance de l'humanité mettent impérieusement la conquête de nouvelles sources d'énergie à l'ordre du jour. A court terme - quelques siècles - l'énergie fournie par la planète sera inévitablement épuisée, même avec toute la rationalisation de son exploita-

tion. Mais l'humanité a une source infinie d'énergie à sa disposition dans le cosmos : les rayons solaires. C'est tout un défi pour l'humanité, qui peut seulement être assumé si celle-ci laisse derrière elle la perspective de la guerre et entre dans l'étape de la construction du socialisme. Le socialisme obtiendra, dépassant cette fois la liberté absolue que proposait le marxisme classique, une nouvelle combinaison de nécessité et de liberté pour obtenir une liberté relative. La nécessité imposée par quelques hommes - les classes exploiteuses - contre d'autres hommes - les classes exploitées - disparaîtra, pour assumer la nécessité impérieuse et humaine de conquérir le cosmos.

Seul le trotskysme, dirigeant le prolétariat, pourra faire que l'humanité entre dans l'étape de la conquête du cosmos, c'est-à-dire de la création de satellites artificiels avec une vie tellement bonne ou meilleure que celle de la Terre, qui recueilleront l'énergie solaire et l'enverront par micro-ondes au globe terrestre pour avoir de l'énergie pratiquement gratuite en quantités infinies. Le capitalisme a accompli un rôle progressiste parce qu'il a mené à la conquête du monde entier, essentiellement de l'Amérique, de l'Afrique et de l'Asie, pour une nouvelle forme de production. C'était le grand défi auquel le capitalisme a répondu dans son étape progressiste. L'humanité socialiste a un autre défi plus grand, le plus grand que l'humanité n'a jamais eu. Au moment même où le prolongement du régime impérialiste ou des régimes bureaucratiques nous mène à l'holocauste du genre humain, le trotskysme indique la possibilité du plus grand saut fait par l'humanité, la conquête de l'univers par le socialisme.



Thèse 41 - C'est l'heure de reconstruire la Quatrième Internationale.

Nous, les trotskystes regroupés dans le Comité Paritaire, sommes fiers du fait que, dans la crise de désagrégation de la Quatrième Internationale entamée par le révisionnisme pabliste, nous avons pu combattre celui-ci en nous maintenant sur le terrain de la Quatrième Internationale et de son programme. Nos forces sont les courants qui regroupent les deux tiers des militants qui se réclament du trotskysme et de la Quatrième Internationale partout dans le monde. Nous sommes parfaitement conscients du fait que le trotskysme est incompatible avec le révisionnisme qui s'est installé comme chez soi dans nos mouvements pendant ces trois décennies. Nous sommes conscients du fait que le révisionnisme a accompli un rôle permanent de serviteur de l'impérialisme, et fondamentalement des appareils contre-révolutionnaires qui contrôlent, dévient et écrasent le mouvement de masses. Le révisionnisme a accompli son rôle de désintégration et continue à essayer par tous les moyens d'empêcher que l'Internationale et ses partis se transforment en partis trotskystes authentiques avec influence de masses. Rien ne démontre mieux le rôle du révisionnisme que sa trahison en Bolivie hier, que sa capitulation au front populaire au Pérou aujourd'hui.

Nous sommes non seulement conscients du rôle du révisionnisme, mais nous appliquons conséquemment la méthode vive, riche, marxiste, du *Programme de Transition*, comme le démontrent ces thèses, sans abandonner aucun des principes qui caractérisent notre Internationale et que la réalité a renforcé, pour observer les nouveaux phénomènes et enrichir notre propre programme et notre analyse. En agissant ainsi, nous ne trahissons aucun de nos principes, nous ne capitulons pas aux appareils contre-révolutionnaires, et nous ne leur accordons aucune mission

historique. Au contraire, nous continuons à les dénoncer systématiquement et de façon permanente comme les agents de la contre-révolution dans les rangs du mouvement ouvrier et révolutionnaire.

D'autre part, nous croyons plus que jamais au centralisme démocratique. Nous croyons à un centralisme démocratique authentique, basé sur un programme révolutionnaire, le programme du trotskysme, le *Programme de Transition*. Nous ne croyons pas à un centralisme démocratique pour la révision du trotskysme, ni à une variante de type fédérative pour structurer un front sans principes contre le trotskysme. C'est pourquoi la conférence du Comité Paritaire inaugure le véritable centralisme démocratique dans la Quatrième Internationale, perdu depuis la crise provoquée par le révisionnisme pabliste en 1951. Non seulement nous revendiquons le *Programme de Transition*, mais aussi l'organisation bolchevique à l'échelle mondiale de notre Internationale comme cela a été sa caractéristique du vivant de Trotsky et durant les dix années qui ont suivi son assassinat.

Que nous reconstruisons notre Internationale sur ces bases programmatiques et organisationnelles, ne veut pas dire que nous laissons livrés à leur sort tous les groupes, tendances et militants qui se réclament du trotskysme et qui, à cause de la confusion provoquée par le révisionnisme, ne s'incorporent pas à nos rangs. Nous sommes conscients que nous avons tous commis des erreurs. Mais ces erreurs n'ont pas d'autre explication que la crise de désagrégation de notre Internationale, provoquée par le révisionnisme. Comme marxistes, nous partons de la révolution mondiale, l'unité mondiale de la lutte des classes, et donc de l'Internationale. Indépendamment du fait que nous nous sommes maintenus sur le terrain de la Quatrième Internationale et de son

programme, la désagrégation nous a tous marqué, aussi bien nous qui formons le Comité Paritaire que ceux qui n'en font pas partie. C'est pourquoi nous ne laisserons livré à son sort aucun militant ou organisation qui se réclame du trotskysme. Au contraire, la reconstruction de la Quatrième Internationale signifie aussi que nous cessons d'avoir une attitude défensive des principes et du Programme de Transition, pour passer à une attitude offensive qui tend à mettre en échec définitivement le révisionnisme, avec une politique audacieuse de proposer des activités communes, des comités de liaisons, avec tout groupe trotskyste honnête qui considère indispensable l'unité du trotskysme - même s'il a des différences avec certains de nos points ou de notre interprétation des principes trotskystes. C'est pourquoi nous faisons un appel fraternel à tout camarade ou organisation trotskyste qui est disposée à discuter avec nous et à faire des actions communes sur la base du trotskysme. Dans cette nouvelle attitude offensive contre le révisionnisme, nous exploiterons les moindres possibilités d'obtenir ces actions communes trotskystes, comme nous l'avons fait au Pérou. Ces initiatives par des actions communes nous permettront de démontrer catégoriquement qu'il y a une seule organisation trotskyste dans le monde et dans chaque pays : notre Quatrième Internationale reconstruite, la vraie Internationale trotskyste. Ce sera la meilleure façon de tracer une ligne de partage des eaux et de faire savoir à tout le mouvement de masses et tous les authentiques trotskystes que tout ce qui n'est pas dans la Quatrième Internationale reconstruite est révisionnisme, est antitrotskysme.

Index de matières

- agitation, 67
- Allemagne, 59
- appareils contre-révolutionnaires, 28
- aristocratie ouvrière, 30
- assemblée constituante, 55
- autodétermination nationale, 56
- Autriche, 59
- balkanisation, 56
- barbarie, 76
- Bernstein, 74
- boom économique, 33
- bourgeoisie nationale, 31
- bureaucratie, 30, 49
- castrisme, 30
- centralisme démocratique, 72, 77
- CI. ==> Comité International
- colonies, 31
- Comité International, 25
- Comité Paritaire, 25, 77
- consignes, 67, 69
- cosmos, 76
- CP. ==> Comité Paritaire
- Cuba, 45
- démocratiques (tâches), 73
- Deutscher, 74
- développement inégal et combiné, 75
- dictature du prolétariat, 47
- disputer la direction, 61
- double pouvoir, 54
- écologie, 76
- économie mondiale, 34
- énergie atomique, 33
- entrisme, 65
- époque réformiste, 11
- Etat ouvrier bureaucratisé, 43
- Etats nationaux, 33, 56
- fascisme, 61
- fausse analogie, 20, 38
- FB. ==> Fraction Bolchevique
- fédération de républiques socialistes soviétiques d'Europe, 59
- fédération des Etats, 51, 56
- FLT. ==> Fraction Léniniste Trotskyste
- forces productives, 33
- Fraction Bolchevique, 26
- Fraction Léniniste Trotskyste, 26
- fractions, 72
- front
 - anti-impérialiste, 57
 - démocratique, 57
 - féminin, 57
 - ouvrier, 57, 71
 - populaire, 39, 57
- Gouvernement de Reconstruction Nationale, 42, 74
- gouvernement ouvrier et paysan, 41
- GRN. ==> Gouvernement de Reconstruction Nationale
- guérilla, 38, 39
- guerre entre Etats ouvriers, 48
- holocauste, 76
- immigrants, 60
- Internationale
 - Quatrième, 63
 - Quatrième, fondation, 15
 - Troisième, 13, 63
- inversion causale, 9
- langue (Canada), 56
- militants professionnels, 72
- nature, 33, 76
- niveau de conscience, 35, 67
- OCL. ==> Organisation Communiste Internationaliste
- Organisation Communiste Internationaliste, 25
- Organisation des Etats Américains, 56
- organisations ouvrières, 61
- organismes du parti, 72
- pablisme, 34
- parti
 - bolchevique, 12
 - ouvrier, 63
 - réformiste, 63
 - social-démocrate, 66
 - trotskyste, 60, 61, 63
- Parti Communiste Internationaliste, 25
- partis politiques, 63
- paternalisme, 40
- PCI. ==> Parti Communiste Internationaliste
- Potsdam, 16
- principes, 69
- processus révolutionnaires, 61
- propagande, 67
- quatrième étape, 19
- régime interne, 72
- régime totalitaire, 61
- révisionnisme pabliste, 21
- révolution
 - de février, 35
 - démocratique-bourgeoise, 36, 73
 - d'octobre, 13, 35
 - permanente, 73
 - politique, 49, 51, 59, 73
- Secrétariat International, 25
- Secrétariat Unifié, 25
- SI. ==> Secrétariat International
- situation révolutionnaire, 53
- Socialist Worker's Party, 25
- stalinisme, 30
- stratégie, 69
- SU. ==> Secrétariat Unifié
- SWP. ==> Socialist Worker's Party
- syndicats, 61, 66
- tâches démocratiques, 55
- tactique, 69
- technique, 33
- Tendance Léniniste Trotskyste, 26
- tendances, 72
- terrorisme urbain, 39
- TLT. ==> Tendance Léniniste Trotskyste
- totalitarisme, 55
- unité d'action, 57
- variante improbable, 35, 41, 73
- Vietnam, 18
- Yalta, 16



Table des matières

Présentation.....	3
Introduction - Actualité du Programme de transition	5
Thèse 1 - Les bases de fondation de la Quatrième Internationale ont été confirmées par l'histoire.....	6
Thèse 2 - Un siècle de lutte du prolétariat mondial : de grands triomphes et conquêtes ; crise de direction et décadence de l'humanité	8
Thèse 3 - L'époque réformiste, d'organisation des grands partis socialistes, et de crise de la Deuxième Internationale.....	11
Thèse 4 - Le caractère exceptionnel de la Révolution d'octobre et de la Troisième Internationale.....	13
Thèse 5 - Vingt années de défaites provoquées par le stalinisme	14
Thèse 6 - La fondation de la Quatrième Internationale	15
Thèse 7 - Trente ans de grands triomphes révolutionnaires.....	16
Thèse 8 - L'étape du trotskysme s'annonce-t-elle ?	19
Thèse 9 - Quelques faits non prévus et une fausse analogie.....	20
Thèse 10 - Le révisionnisme tend à détruire l'Internationale	21
Thèse 11 - Le Comité Paritaire réorganise les forces qui ont résisté au révisionnisme.....	25
Thèse 12 - Renforcement et crise des appareils contre-révolutionnaires	28
Thèse 13 - Le stalinisme et le castrisme sont des agents contre-révolutionnaires, par leur politique et par le secteur de classe qu'ils reflètent.....	30
Thèse 14 - Les forces productives décroissent alors que les forces destructives ne cessent de croître pendant le boom économique.	33
Thèse 15 - Une étape de révolutions de février sans aucune révolution d'octobre	35
Thèse 16 - La guerre de guérilla.....	38
Thèse 17 - L'opportunisme des directions de guérilla.....	39
Thèse 18 - Les gouvernements ouvriers et paysans	41
Thèse 19 - La genèse des nouveaux Etats ouvriers bureaucratisés	43
Thèse 20 - Les Etats ouvriers bureaucratisés - le cas Cuba	45
Thèse 21 - Les dictatures révolutionnaires du prolétariat et les bureaucratiques.....	47
Thèse 22 - Guerres et occupations entre Etats ouvriers.....	48
Thèse 23 - La révolution politique.....	49
Thèse 24 - La fédération des Etats ouvriers	51
Thèse 25 - L'imminence de la révolution. Qu'est-ce qu'une situation révolutionnaire ?	53
Thèse 26 - Les révolutions de février, le double pouvoir et le développement du pouvoir ouvrier et populaire	54
Thèse 27 - L'importance fondamentale des consignes et des tâches démocratiques. L'Assemblée constituante	55
Thèse 28 - Le droit à l'autodétermination nationale et notre lutte pour la destruction des Etats nationaux...56	
Thèse 29 - Les fronts anti-impérialistes, démocratiques, féminins, etc.....	57
Thèse 30 - L'Allemagne, centre de la révolution socialiste européenne.....	59
Thèse 31 - C'est l'heure de construire des partis trotskystes de masses en profitant des occasions.	60
Thèse 32 - Les processus révolutionnaires, les organisations ouvrières de masses et la construction de partis trotskystes.....	61
Thèse 33 - Les partis ouvriers et le trotskysme	63
Thèse 34 - L'entrisme et l'unité avec des tendances centristes de masses.....	65
Thèse 35 - Propagande, agitation et action, le rôle des consignes.....	67
Thèse 36 - Principes, stratégie et tactique	69
Thèse 37 - Le front unique ouvrier	71
Thèse 38 - Le caractère de notre parti et de notre Internationale	72
Thèse 39 - Actualité de la théorie de la révolution permanente et de la loi du développement inégal et combiné.....	73
Thèse 40 - Holocauste ou trotskysme - une nécessité impérieuse : la conquête du cosmos.....	76
Thèse 41 - C'est l'heure de reconstruire la Quatrième Internationale.	77
Index de matières.....	78